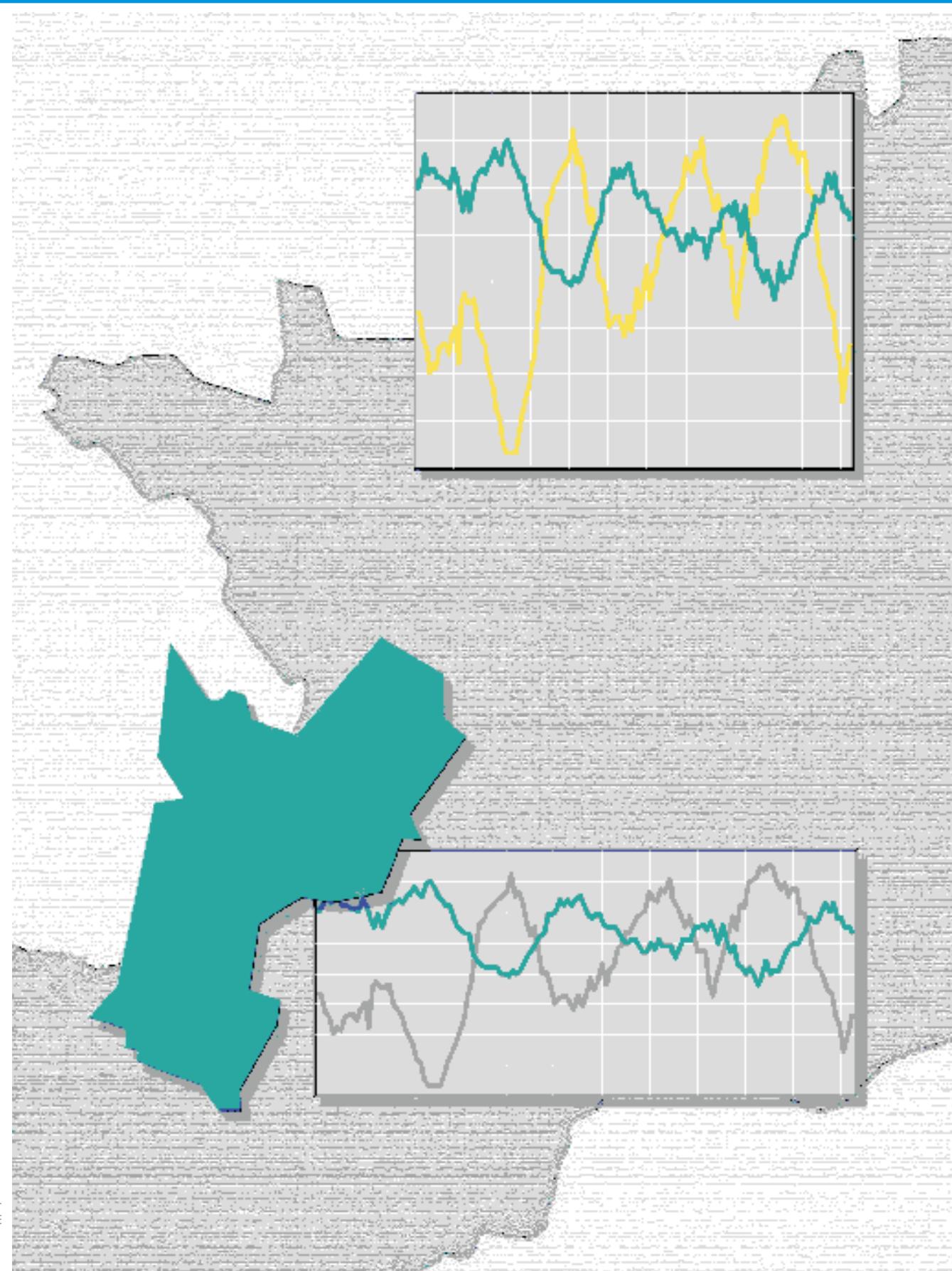


NOTE DE CONJONCTURE RÉGIONALE 2007

Juillet 2008



Ce dossier, issu du rapport annuel destiné au Conseil économique et social régional (CESR), a été réalisé par l'INSEE d'Aquitaine sous la responsabilité d'Élisabeth Nadeau, chef de projet.

Auteurs : Cécile BOLLIER, Florence MATHIO, Yvette WILLM

Rapport économique

Sommaire

La synthèse

- **L'économie française** : En 2007, dans un contexte de chocs pour l'économie, la croissance mondiale tient bon, la zone euro conserve une croissance solide et l'activité française résiste 5
- **Les principales tendances économiques en Aquitaine** : Activité soutenue, progression de l'emploi, et reflux du chômage en 2007 en Aquitaine 8

Pour en savoir plus 10

Les grandeurs de cadrage

- **Emploi salarié** : En 2007, une évolution de l'emploi en Aquitaine moins favorable qu'au niveau national 11
- **Marché du travail** : Poursuite de la diminution du chômage en 2007 et début 2008 16
- **Commerce extérieur** : Un excédent commercial en légère diminution en 2007 en Aquitaine 19

Pour en savoir plus 22

Les secteurs d'activité

- **Agriculture** : L'envolée des prix agricoles en 2007 23
- **Industrie** : Les perspectives sur l'activité de l'industrie en France se dégradent nettement en mai 2008 26
- **Construction** : Progression des mises en chantier en 2007 ; début 2008, un repli des mises en chantier et des autorisations de construire 28

La place des services dans l'économie aquitaine au 1^{er} janvier 2007 31

- **Transports** : La progression du trafic TER voyageurs se poursuit début 2008 32
- **Activité commerciale** : Une stabilité du nombre d'établissements dans le commerce et une progression de l'emploi salarié 35
- **Services aux entreprises** : Une progression de l'emploi salarié plus ralenti en 2007 36
- **Tourisme** : La saison touristique 2007, satisfaisante dans les hôtels girondins, passable dans les campings aquitains 37

Pour en savoir plus 41

Les statuts d'activité

- **Artisanat, Professions libérales, Secteur associatif** 42

Pour en savoir plus 44

Rédaction achevée le 20 juin 2008

En 2007, dans un contexte de chocs pour l'économie, la croissance mondiale tient bon, la zone euro conserve une croissance solide et l'activité française résiste

En 2007¹, l'économie mondiale a fait face à plusieurs chocs. En dépit de ces chocs, la croissance mondiale tient bon. L'économie américaine a ralenti sans entamer le dynamisme du reste du monde. Les économies émergentes d'Asie sont restées vigoureuses, tandis que la zone euro a conservé une croissance solide.

L'activité française a bien résisté, avec une croissance maintenue à 2,2 %. La demande intérieure est restée ferme. La croissance de l'investissement global s'est stabilisée à un rythme élevé.

Les nombreuses créations d'emploi, le maintien de la croissance du salaire moyen par tête et des baisses d'impôt importantes ont soutenu le pouvoir d'achat des ménages et la consommation.

En revanche, le ralentissement des exportations pèse sur la croissance tandis que les importations sont relativement dynamiques. La dégradation du commerce extérieur s'est accentuée.

En 2007, plusieurs chocs affectent l'économie mondiale : la flambée du prix du pétrole (le baril de pétrole Brent dépasse 95 dollars en fin d'année contre 55 dollars en janvier), le renchérissement des matières premières agricoles, la crise immobilière aux États-Unis, avec en point d'orgue la crise financière des prêts subprime à partir de l'été, dégénérant en une crise de liquidités bancaires mondiale.

En dépit de ces chocs, la croissance mondiale a tenu bon. L'économie américaine a ralenti (+ 2,2 %, après + 2,9 %), essentiellement du fait de la dégradation du marché immobilier. Mais le dynamisme du reste du monde n'est pas entamé. Les économies émergentes d'Asie, Chine et Inde en tête, sont restées robustes.

Maintien de la croissance en zone euro

La zone euro conserve une croissance solide (+2,6 %, après 2,9 % en 2006). Les économies européennes sont en bonne santé, même si plusieurs facteurs sont venus éroder leur dynamisme en cours d'année. L'investissement productif a montré des signes de faiblesse courant 2007 dans certains pays. En

Allemagne, la hausse de TVA a fait chuter la consommation des ménages et bridé un peu la croissance (+ 2,6 % après + 3,1 %), mais sur fond de performances à l'exportation toujours brillantes. Le ralentissement de la demande mondiale et l'appréciation de l'euro ont freiné les exportations, notamment en France et en Italie.

Une demande intérieure française encore forte en 2007

L'activité française a fait preuve de résilience en maintenant sa croissance. En 2007, le produit intérieur brut augmente en moyenne annuelle de 2,2 %, comme en 2006 et après une croissance de + 1,9 % en 2005. Corrigée du nombre de jours ouvrables, l'activité marque toutefois une légère décélération d'une année sur l'autre : elle progresse de + 2,1 % après + 2,4 % en 2006.

Par branche d'activité, ce sont les services marchands, plus spécialement les services aux entreprises et les services d'activité immobilière qui ont tiré la croissance française. La construction affiche aussi de bons résultats.

En 2007, le dynamisme de la demande intérieure ne s'est pas démenti. Le reflux du chômage se confirme (taux de chômage à 7,4 % en fin d'année), grâce à la vive progression de l'emploi.

Accélération de l'investissement productif

La nette accélération de l'investissement productif (+ 7,4 % après + 4,9 %) compense le ralentissement de l'investissement des ménages (+ 3,0 % après + 7,1 %). Aussi la croissance de l'investissement global se stabilise à un rythme élevé.

Les nombreuses créations d'emploi, le maintien de la croissance du salaire moyen par tête et des baisses d'impôt importantes (refonte du barème de l'impôt sur le revenu) ont soutenu le pouvoir d'achat des ménages (+ 3,3 %, après + 2,6 %) et la consommation (+ 2,5 %).

Le taux d'épargne des ménages se relève à 15,8 % (15,1 % en 2006).

L'inflation est restée sous contrôle en moyenne sur l'année.

Mais le décrochage des exportations vers les partenaires européens (des exportations totales en hausse de + 3,2 %, après + 5,6 %) s'est amplifié et le solde commercial des biens et services s'est à nouveau fortement détérioré.

¹ L'Économie française, comptes et dossiers, édition 2008, juin 2008, collection Insee Références

**Malgré le rebond du premier trimestre,
l'économie mondiale continuerait à ralentir en 2008
et la croissance française devrait caler en cours d'année**

Au premier trimestre de 2008², la croissance mondiale a rebondi après s'être nettement affaiblie au quatrième trimestre de 2007. Il s'agit toutefois d'une embellie passagère et le ralentissement à l'œuvre depuis la mi-2007 devrait se poursuivre sur le reste de l'année 2008.

L'inflation rogne le pouvoir d'achat des ménages, le commerce mondial ralentit, aussi les économies émergentes vont ralentir à leur tour.

En France, la demande des ménages, freinée par l'inflation, s'affaiblit. La croissance devrait se limiter à 1,6 %.

La croissance des économies avancées a rebondi début 2008 (0,5 % après 0,3 % au dernier trimestre 2007). L'économie américaine est restée proche de la stagnation, l'économie ralentit au Royaume-Uni (0,4 % après 0,6 %). Mais le début 2008 a apporté des surprises pour les résultats du premier trimestre au Japon (hausse de 1,0 %) et en zone euro (0,8 %). L'Allemagne a affiché un taux de croissance très élevé (+1,5 %). Ces performances inattendues semblent en partie surestimées.

L'inflation mondiale est élevée, entraînée par la hausse des prix des matières premières et celle des prix des principales denrées alimentaires (le blé, le riz).

Ralentissement mondial toujours d'actualité

Ce rebond au premier trimestre ne remet pas en cause le ralentissement en cours de l'économie mondiale, affectée par la crise financière et par la poussée de l'inflation qui rogne le pouvoir d'achat des ménages.

Trois évolutions continuent en effet de peser sur l'économie. En cause, tout d'abord, la chute de la construction immobilière, qui ne donne pas de signal d'accalmie et touche aussi bien les États-Unis que l'Irlande, l'Espagne ou le Royaume-Uni.

Vient ensuite le renchérissement des matières premières agricoles et pétrolières, dont la poursuite alimente la hausse des prix à la consommation (135 dollars le baril de Brent début juin contre 90 dollars en janvier). La ponction ainsi opérée sur le pouvoir d'achat vient s'ajouter à la baisse de valeur du patrimoine immobilier pour freiner la consommation des ménages.

La crise des marchés financiers, qui incite les banques à freiner le crédit, tend enfin à se prolonger.

Un début d'année 2008 trompeur			2008				
moyennes	annuelles		trimestrielles				
	2006	2007	2008	T1	T2	T3	T4
Etats-Unis	2,9	2,2	1,3	0,2	-0,1	0,4	0,0
Japon	2,4	2,0	1,9	1,0	0,2	0,4	0,4
Royaume-Uni	2,9	3,0	1,7	0,4	0,2	0,2	0,2
Zone Euro	2,9	2,6	1,6	0,8	0,0	0,2	0,2
Ensemble pays industrialisés	2,8	2,4	1,5	0,5	0,0	0,3	0,1

Source : Données nationales, Banque mondiale, Insee

Variations du PIB	prévision
-------------------	-----------

En zone euro, la situation de l'immobilier est moins préoccupante qu'aux États-Unis ou au Royaume-Uni, mais les marchés immobiliers de certains pays s'ajustent brutalement et il n'est pas exclu que d'autres suivent le même chemin.

Malgré une demande intérieure encore un peu soutenue, la croissance en zone euro devrait rester modeste car la consommation sera freinée par le niveau de l'inflation et le commerce extérieur va souffrir du ralentissement mondial et de l'appréciation de l'euro. Le PIB de la zone euro décélérerait à 1,6 %.

Performance inattendue de l'Allemagne début 2008

			2008				
moyennes	annuelles		trimestrielles				
	2006	2007	2008	T1	T2	T3	T4
Zone Euro	2,9	2,6	1,6	0,8	0,0	0,2	0,2
Allemagne	3,1	2,6	2,1	1,5	-0,3	0,3	0,3
Italie	1,9	1,4	0,5	0,5	0,1	0,1	0,2
France	2,4	2,1	1,6	0,6	0,2	0,0	0,2

Source : Comptes nationaux, Eurostat

Variations du PIB	prévision
-------------------	-----------

Un pouvoir d'achat qui stagnerait

La France s'est tenue jusqu'ici à l'écart du ralentissement mondial, affichant encore une robuste croissance du PIB au premier trimestre 2008 (0,6 % données provisoires parues le 15 mai 2008, 0,5 % données détaillées parues le 27 juin 2008). Mais les enquêtes de conjoncture signalent désormais un retournement des anticipations des chefs d'entreprise qui touche l'ensemble des secteurs.

Le ralentissement de l'économie mondiale pèse sur les carnets de commandes, de sorte

² Note de conjoncture Insee Juin 2008

que la production manufacturière ne devrait plus guère croître au cours des prochains trimestres.

La demande des ménages français tend en outre à s'affaiblir. Comme dans les autres pays industrialisés, la consommation pâtit de la hausse des prix des matières premières et le pouvoir d'achat du revenu ne devrait qu'assez faiblement progresser en 2008.

Comme c'est le cas habituellement en phase de freinage du revenu, le taux d'épargne devrait baisser et soutenir la consommation. Mais cette baisse s'annonce modeste, les ménages semblant privilégier le maintien d'une épargne de précaution abondante.

En outre, la France subit à son tour un retournement du marché immobilier. L'investissement résidentiel des ménages, encore en croissance en 2007, devrait nettement baisser en 2008, comme le laisse attendre la chute des mises en chantier du début d'année.

Une croissance française de 1,6 % en 2008

Ainsi, la croissance française devrait être faible d'ici la fin de l'année (+0,0 % à +0,2 % par trimestre). Sur l'ensemble de l'année 2008, elle serait limitée à 1,6 %.

La baisse du chômage, encore sensible au premier trimestre 2008, devrait quasiment s'interrompre et le taux de chômage s'établirait à 7,1 % en France métropolitaine en fin d'année.

L'inflation s'établirait à 3,2 % en moyenne sur 2008 (contre 1,5 % en 2007).

Des aléas nouveaux

Au-delà des aléas récurrents portant sur l'environnement international de la France, et qui n'ont pas disparu (pétrole, taux de change, vitesse de résorption des tensions financières,...), ce scénario est affecté de deux aléas plus nouveaux.

Tout d'abord, si la chute des mises en chantier du début d'année se poursuivait dans les mois à venir, l'investissement des ménages pourrait amputer davantage encore la croissance française.

À l'inverse, la bonne résistance dont a fait preuve jusqu'à présent l'investissement des entreprises pourrait se prolonger un peu plus longtemps qu'anticipé et soutenir ainsi l'activité, dans un contexte où des tensions persistent encore sur l'appareil de production ■

En juin 2008, le moral des ménages plonge à son niveau le plus bas depuis 1987

Le moral des ménages a chuté de quatre points en mai et en juin, aussi l'indicateur qui le mesure s'établit à -46 en juin contre -42 en mai et -38 en avril, c'est son niveau le plus bas depuis 1987 date à laquelle la statistique a été créée. Il s'agit de la douzième baisse consécutive de cet indicateur. (données publiées le 26 juin 2008)

Le moral des industriels a lui aussi brutalement chuté en mai 2008.

Prévisions de consommation en berne en 2008																	
	(au prix de l'année précédente, chaînes, données cvs-cjo, moyennes trimestrielles ou annuelles, en %)																
	(poids en)	2006				2007				2008				2006	2007	2008	
		2000)	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
PIB	(100 %)	0,7	1,0	0,0	0,5	0,6	0,6	0,7	0,3	0,6	0,2	0	0,2	2,4	2,1	1,6	
Importations	(28 %)	1,0	2,0	-0,5	1,7	2,3	1,8	1,8	-1,1	1,9	0,0	0,3	0,5	6,5	5,9	2,7	
Dépenses de consommation des ménages	(54 %)	0,9	0,1	0,5	0,4	0,8	0,8	0,6	0,6	0,1	0,1	0,1	0,3	2,5	2,5	1,3	
Dépenses de consommation des administrations	(24 %)	0,5	0,4	0,2	0,4	0,2	0,4	0,4	0,3	0,2	0,4	0,3	0,3	1,4	1,3	1,2	
FBCF totale dont	(19 %)	0,8	2,1	0,8	1,9	1,2	0,6	1,0	1,1	1,1	0	-0,4	-0,4	5,0	4,9	2,2	
ENF-entreprises non financières	(11 %)	0,5	2,5	1,1	2,7	2,0	1,1	1,7	1,2	1,8	0,4	0,2	0,6	5,4	7,3	4,4	
Ménages	(5 %)	1,9	2,3	1,4	0,8	0,5	0,3	0,3	0,8	0	-1,1	-1,7	-2,5	7,1	3,0	-1,5	
Exportations	(29 %)	2,3	1,9	-1,4	1	0,9	1,6	1,1	-0,2	3,1	-0,1	0,0	0,3	5,6	3,2	3,9	
Contributions à l'évolution du PIB (en points de PIB)																	
Demande intérieure hors stocks		0,8	0,6	0,5	0,7	0,8	0,7	0,6	0,6	0,4	0,1	0,1	0,2	2,8	2,7	1,5	
Variations de stocks		-0,4	0,4	-0,2	0,0	0,2	-0,1	0,3	-0,6	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,2	-0,2	
Commerce extérieur		0,3	0,0	-0,2	-0,2	-0,4	-0,1	-0,2	0,3	0,3	0,0	-0,1	0,0	-0,3	-0,8	0,3	
Source : Insee - Comptes de la nation	Note conjoncture du 20 juin 2008												prévisions				
France : Equilibre ressources - emplois en volume																	

Activité soutenue, progression de l'emploi, et reflux du chômage en 2007 en Aquitaine

L'économie régionale connaît une activité soutenue en 2007. L'emploi salarié marchand non agricole progresse, stimulé par les secteurs des services et de la construction. Mais son évolution s'avère un peu moins favorable qu'au niveau national. Le nombre de chômeurs diminue encore nettement au cours de l'année, et les femmes aquitaines en profitent plus que les hommes. Les créations d'entreprises accélèrent leur progression et plus de 17 000 ont vu le jour.

La campagne agricole est troublée par les hausses de prix, notamment celles des céréales et du lait de vache. La saison estivale n'est pas favorisée par la météo médiocre, mais l'inscription de Bordeaux au patrimoine mondial de l'Unesco ou encore la coupe du monde de rugby attirent des touristes..

Au premier trimestre 2008, le taux de chômage s'établit à 7,0 % contre 7,2 % au niveau France métropolitaine. La forte chute du nombre des mises en chantier début 2008 dans le secteur individuel annonce peut être un signe de retourment dans l'immobilier.

L'économie régionale connaît une activité soutenue en 2007, alimentée par la demande intérieure et étrangère. Les exportations régionales progressent encore, mais plus modérément qu'en 2006. Les importations augmentent de manière plus prononcée. L'excédent commercial diminue un peu : 2,6 milliards d'euros. La région conserve sa position (12^e), à l'export et à l'import.

En Aquitaine, l'emploi salarié du secteur marchand non agricole, hors intérim, progresse de 1,7 %, contre 1,4 % sur ce même sous-ensemble en 2006. Mais l'intérim jouerait le rôle inverse en 2007 puisqu'en l'incluant, la croissance ne serait plus que de +1,3 % contre +1,6 % l'année précédente. Pour la première fois depuis plusieurs années, l'évolution de l'emploi salarié marchand non agricole est un peu moins favorable en Aquitaine qu'en France. La progression de 1,7 % hors intérim est à comparer au 1,9 % observé au niveau national.

Moins de créations dans la construction

Dans la construction, la progression des effectifs se poursuit en 2007, toutefois les créations d'emplois y sont moins nombreuses que l'année précédente. La croissance de 2,7 % est presque moitié moindre qu'en 2006. Les services marchands, les plus fournisseurs d'emploi, conservent un rythme d'évolution dynamique avec une augmentation annuelle de 2,8 %, légèrement supérieure à celle de la période précédente. Dans le commerce, l'emploi salarié croît de 1,2 % tandis qu'il continue de se contracter dans l'industrie.

Un taux de chômage de 7,0 % début 2008

En 2007, le chômage diminue à nouveau fortement en Aquitaine. Cette baisse est légèrement inférieure à celle de 2006, -10,3 % contre -12,4 %. La réduction du nombre des demandeurs d'emploi est conforme à la tendance nationale. Ce mouvement se traduit pour l'Aquitaine par 12 800 chômeurs de moins, pour les personnes classées à l'ANPE en catégories 1, 2, 3 hors activité réduite.

Le taux de chômage de l'année 2007 situe l'Aquitaine dans la moyenne des régions françaises avec un ratio de 7,8 %, soit une réduction de 0,9 point par rapport à 2006 comme pour la France métropolitaine.

Au premier trimestre 2008, le taux de chômage s'établit à 7,0 % contre 7,2 % au niveau France métropolitaine. Restent encore fin mai 2008 86 329 Aquitains à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps plein (*DEFM de catégorie 1, données brutes*).

Création de 17 100 entreprises en 2007

En Aquitaine, 17 100 entreprises ont été créées en 2007, un chiffre nettement au-dessus de celui de 2006. Cette progression de 14,8 % est supérieure à celle constatée en France métropolitaine (+ 12,7 %) ou en France de province (13,4 %). Les créations se réalisent dans tous les grands secteurs d'activité, plus particulièrement le commerce et les services. Les créations d'entreprises aquitaines dans le commerce ont augmenté de 19 %, hausse plus importante qu'au niveau national (+15 %).

Depuis le 1^{er} janvier 2007, les conditions pour accéder à l'Accre (aide aux chômeurs créateurs et repreneurs d'entreprises) se sont allégées. Ceci explique, en partie, l'accroissement observé entre 2006 et 2007.

Synthèse

Début 2008, les créations d'entreprises marquent une pause et le niveau reste identique à celui de fin 2007.

Au 1^{er} janvier 2007, l'Aquitaine compte 50 360 entreprises artisanales, représentant 5,7 % du total national. La région se situe toujours au 7^e rang pour l'importance de l'artisanat, mesuré par le nombre d'entreprises rapporté à la population.

Flambée des prix des denrées agricoles

L'année agricole est essentiellement marquée par une forte hausse des cours des céréales. Celle-ci entraîne une augmentation des prix des aliments pour le bétail, donc des coûts de production supplémentaires pour les producteurs de volailles, de porcins et de lait. Ces coûts se répercutent à la vente. Face à une forte demande et une production plutôt en berne, le prix du lait est lui aussi à la hausse. Les surfaces de maïs diminuent de plus de 2 %, mais l'été pluvieux et une belle arrière-saison ont favorisé l'obtention de très bons rendements. La production de vin marque une pause avec une baisse d'environ 10 % par rapport à 2006.

Dans les productions animales, les volailles de chair et les palmipèdes gras sont en progression d'un peu plus de 5 % en volume et dépassent même les niveaux d'avant la crise de 2006 liée à la présence de l'influenza aviaire.

Le rebond des mises en chantier en 2007, freiné début 2008

En 2007, en Aquitaine, le nombre de logements autorisés à la construction dépasse les 39 700 unités. Il constitue 8 % du nombre total France entière. Depuis 2004, le volume régional annuel de logements autorisés à la construction se maintient à un niveau élevé, pratiquement le double de la moyenne des années quatre-vingt-dix.

Au cours de l'année, 32 160 logements ont été mis en chantier, soit une augmentation de 5 % par rapport à 2006, après la baisse de 10 % l'année précédente. La région se situe ainsi nettement au-dessus de la moyenne française qui stagne.

Sur le premier trimestre 2008, le nombre de mises en chantier chute fortement (-13 %). Cette chute est due uniquement au secteur individuel. Dans le secteur du logement collectif, la tendance est à la hausse (+4 %).

Les tendances en Aquitaine

Tourisme : de bons résultats pour Bordeaux et son agglomération

Les mauvaises conditions météorologiques de la saison 2007 ont affecté la fréquentation touristique. L'augmentation des nuitées dans l'hôtellerie (+ 1,6 %) ne suffit pas à compenser la baisse de fréquentation des campings (- 3,6 %), plus touchés par le mauvais temps. Avec 17,7 millions de nuitées de mai à septembre 2007, la fréquentation diminue de 2 % par rapport à 2006.

Le bilan en Gironde, dans l'agglomération bordelaise en particulier, est en revanche très satisfaisant, favorisé entre autres par les effets « coupe du monde de rugby » et « inscription de Bordeaux au patrimoine de l'Unesco ». Les étrangers ont été proportionnellement plus nombreux en 2007 qu'en 2006.

Les résultats pour les quatre premiers mois de 2008 dans l'hôtellerie restent modestes.

Les hôtels sont moins nombreux, mais offrent autant de chambres. Dans les campings, l'offre totale de places proposées aux touristes diminue. Le nombre d'emplacements « nus » est en recul tandis que les emplacements locatifs équipés d'un hébergement léger progressent.

Les TER de plus en plus fréquentés

Le trafic voyageurs poursuit sa progression en 2007 dans tous les modes de transport. Les croissances les plus importantes concernent le mode ferroviaire et le mode aérien. La fréquentation des trains express régionaux (TER), mesurée en nombre de voyageurs*kilomètres, a progressé de 5,5 %, poursuivant ainsi la croissance entamée depuis 2004. Cette tendance est cependant moins forte que dans les années précédentes : le trafic total augmentait de 8,8 % en 2006.

Avec 24 000 nouveaux habitants, et parmi eux des actifs, l'attrait de l'Aquitaine ne se dément pas. Les migrations expliquent 81 % de cet accroissement démographique, mais l'excédent naturel n'est plus neutre et contribue pour 19 % ■

Les comptes des administrations publiques en 2007

Le déficit public se creuse

En 2007, le déficit public au sens du traité de Maastricht s'accroît de 7,7 milliards et atteint 50,3 milliards d'euros. Il passe de 2,4 % du PIB en 2006 à 2,7 % en 2007. Les comptes des administrations centrales et locales contribuent à cette détérioration, alors que ceux des administrations de sécurité sociale s'améliorent. Le taux de prélèvements obligatoires baisse de 0,6 point de PIB, à 43,3 % et le poids des dépenses publiques, en part de PIB, recule de 0,3 point à 52,4 %. La limite de déficit public tolérée par le Pacte de stabilité et de croissance est de 3 % du PIB.

La dette publique au sens du traité de Maastricht s'élève à 1 209,5 milliards fin 2007; son poids dans le PIB s'accroît de 0,3 point pour s'établir à 63,9 %.

La France dépasse en 2007 la deuxième limite imposée par le Pacte de stabilité : une dette publique inférieure à 60 % du PIB.

Pour en savoir plus

Notes de conjoncture, Insee, mars 2008 et juin 2008.

L'économie française, Comptes et dossiers, édition 2008, collection Insee Références, juin 2008.

Les comptes de la Nation en 2007 - La progression de l'activité se maintient. Insee première n°1189 - mai 2008.

Les comptes financiers de la Nation en 2007 - Sur fond de tensions sur les marchés financiers, dynamisme persistant du crédit aux agents non financiers. Insee première n°1193 - mai 2008.

Les comptes des administrations publiques en 2007 - Insee première n°1190 - mai 2008.

En 2007, la consommation des ménages demeure solide. Insee première n°1192 - mai 2008.

Les variations de prix des produits alimentaires. Insee première n°1191 - mai 2008.

Taux (en % du PIB)	2004	2005	2006	2007
Déficit public	-3,6	-2,9	-2,4	-2,7
Dette publique	64,9	66,4	63,6	63,9
Dépenses publiques	53,2	53,4	52,7	52,4
Recettes publiques	49,6	50,4	50,3	49,7
Prélèvements obligatoires	43,2	43,6	43,9	43,3

Source : Insee, Comptes nationaux base 2000 ; Eurostat

En 2007, une évolution de l'emploi en Aquitaine moins favorable qu'au niveau national

En 2007, l'emploi salarié marchand non agricole progresse de 1,3 % en glissement annuel, en tenant compte de l'intérim.

Les services et la construction sont toujours les secteurs les plus porteurs, mais la progression des emplois dans ce dernier secteur fléchit. En revanche, l'industrie est moins déficitaire.

Fait nouveau, l'évolution de l'emploi en Aquitaine en 2007 est légèrement moins favorable qu'en France.

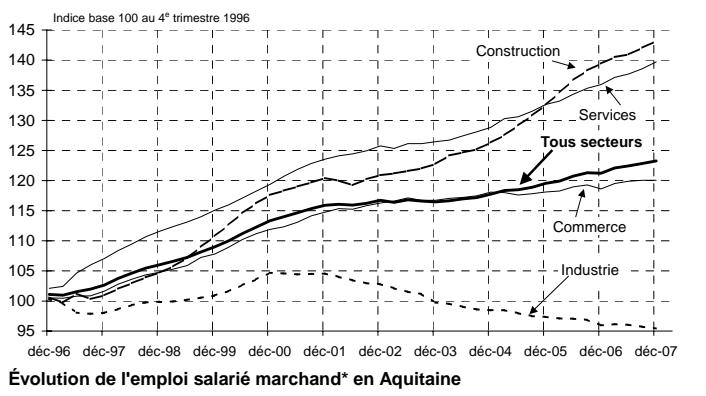
En 2007, selon les premières tendances, la progression enregistrée pour l'emploi salarié du secteur marchand non agricole, hors intérim, est de 1,7 %, contre 1,4 % en 2006. Dans le même temps, on assiste à un net recul du recours à l'intérim. En l'incluant, la progression de l'emploi salarié n'est plus que de 1,3 % contre 1,6 % l'année précédente

Une évolution moins favorable qu'au niveau national

En 2007, pour la première fois depuis plusieurs années, l'évolution de l'emploi salarié marchand non agricole est un peu moins favorable en Aquitaine qu'en France. La progression de 1,7 % hors intérim est à comparer au 1,9 % observé au niveau national.

Dès le deuxième trimestre, le dynamisme aquitain s'est affaibli. Le rythme moyen d'évolution trimestrielle sur l'année s'établit à 0,3 % contre 0,5 % en France.

Le recul des emplois industriels est moins intense en 2007



Évolution de l'emploi salarié marchand* en Aquitaine

Source : Urssaf-Traitement Insee

*Données CVS hors agriculture, hors intérim

Fléchissement des créations dans la construction

Dans la construction, la progression des effectifs se poursuit en 2007, mais les créations d'emplois sont nettement moins nombreuses que l'année précédente. La croissance de 2,7 % est presque moitié moindre qu'en 2006.

Les services marchands, les plus fournisseurs d'emploi, conservent un rythme d'évolution dynamique avec une augmentation annuelle de 2,8 % légèrement supérieure à celle de la période précédente. Tous les secteurs de services sont en progression améliorant pour la plupart, leur évolution par rapport à 2006. Ce n'est toutefois pas le cas pour les services aux entreprises qui progressent de 2,3 % contre 4 % l'an dernier.

L'activité a, par contre, été très soutenue pour les services aux particuliers. La hausse des effectifs est de 3,3 % en 2007, contre seulement 0,7 % en 2006. Elle est due en particulier aux hôtels-restaurants, qui ont davantage embauché, ainsi qu'aux activités récréatives, culturelles et sportives, secteur déficitaire en 2006.

Autre composante des services, les transports améliorent aussi leur hausse d'effectifs (+ 3,8 % contre + 2,2 % un an auparavant).

Le commerce enregistre en 2007 une hausse de 1,2 %. La progression du commerce de détail est de 1,5 % et celle du commerce de gros, qui était en recul en 2006, de 1 %.

Des créations d'emploi dans les IAA et les industries des biens d'équipement

Dans l'industrie, l'emploi salarié continue de se contracter, mais le déficit est moins important cette année. La perte d'emploi salarié se limiterait à 0,5 % contre 1,5 % l'an dernier. Certains sous-secteurs seraient même en progression. Les industries agricoles et alimentaires (IAA) notamment afficheraient un bilan de l'emploi positif avec 1,1 % alors qu'elles avaient perdu 2,7 % des effectifs sur l'année 2006.

Les industries des biens d'équipement créeraient des emplois en 2007 (+1 %). Ce serait seulement grâce aux industries des équipements mécaniques (+ 4 %), car au contraire, les industries des équipements électriques et électroniques sont en recul (- 3 %) et les effectifs de la construction navale, aéronautique et

ferroviaire stagnant. Le secteur des industries des équipements mécaniques profite de la bonne santé de plusieurs entreprises implantées dans la région. Citons en Gironde NANNI industries (La Teste) qui fabrique et distribue des moteurs marins, CASTEL et FROMAGET, filiale du groupe FAYAT, spécialisé dans la construction métallique qui vient d'implanter une nouvelle agence à Floirac ou STAI à Lormont qui conçoit et fabrique des cuves en acier inoxydable.

Des secousses dans les biens de consommation

Le déclin des effectifs se poursuit pour les industries des biens de consommation, mais sur un rythme moitié moindre qu'en 2006. Le recul est faible pour l'édition-imprimerie-reproduction et la pharmacie-parfumerie-entretien. En revanche, les industries des équipements du foyer et surtout l'habillement-cuir enregistrent à nouveau de fortes baisses. Des exemples de nouveaux « coups durs » pour ces secteurs sont fournis par la fermeture du groupe landais CAPDEVIELLE et fils pour le premier et la délocalisation en Chine de la Société ARENA implantée à Libourne en Gironde pour le second.

L'accalmie observée en 2006 pour les industries des biens intermédiaires ne se prolonge pas. Les effectifs diminuent de 1,9 % en 2007. L'évolution est encore légèrement positive pour les industries des produits minéraux, mais elle est négative pour tous les autres sous-secteurs. La situation la plus inquiétante est celle des industries des composants électriques et électroniques (- 12 %) illustrée par les difficultés de l'entreprise Solelectron en Gironde, rachetée par Flextronics.

Dans l'automobile, l'érosion du nombre d'emplois se poursuit, mais la perte de 2007 semble de moindre ampleur que celle de l'année précédente (- 1,8 % contre - 5,6 %). Les difficultés de Ford Aquitaine Industries ne laissent pas espérer d'amélioration ■

L'évolution de l'emploi salarié mesurée selon les données de l'URSSAF.

L'évolution de l'emploi salarié est estimée d'après le traitement INSEE, chaîne de traitement dite EPURE, des Bordereaux de Recouvrement des Cotisations (BRC). Ces bordereaux sont adressés par les employeurs aux Unions de Recouvrement de Sécurité Sociale et des Allocations Familiales (URSSAF), puis transmis trimestriellement à l'INSEE.

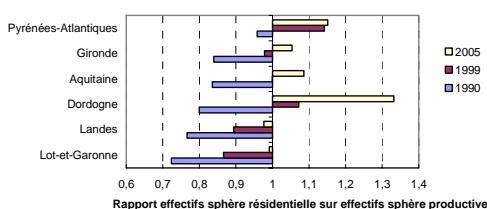
Le champ étudié, celui des « établissements marchands privés de l'industrie, de la construction, du commerce et des services », représente près de 60 % de l'emploi salarié total de la région Aquitaine. Les emplois exclus sont principalement ceux de l'agriculture et ceux du secteur public relevant respectivement de la mutualité sociale agricole et de l'administration.

L'économie résidentielle progresse dans tous les territoires aquitains

Au cours des quinze dernières années, l'économie résidentielle a renforcé son poids dans l'emploi régional. Elle devient, en lieu et place de l'économie productive, le premier pôle d'emploi régional. Cette évolution reste modeste en comparaison à d'autres régions.

L'économie résidentielle progresse dans tous les territoires aquitains. Elle procède à des rythmes différents sous l'effet du dynamisme démographique du territoire et de son attrait touristique. Toutefois, les emplois qu'elle génère ont des caractéristiques moins favorables que ceux de l'économie productive. L'économie résidentielle crée de nombreux emplois, mais la durée des contrats y est plus courte et le niveau des rémunérations moins élevé. (Source : CLAP)

Recul de la sphère productive au profit de la sphère résidentielle dans tous les départements

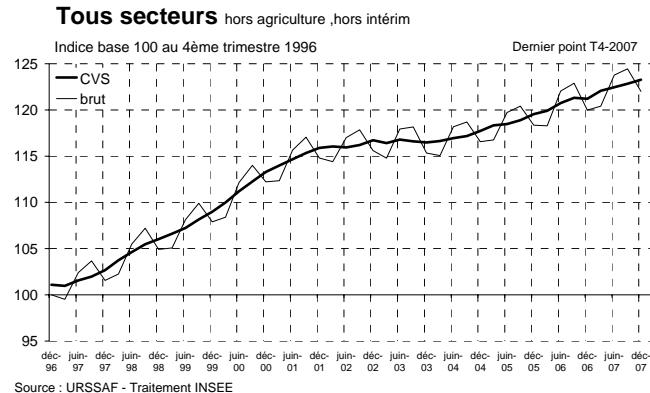


Cadrage

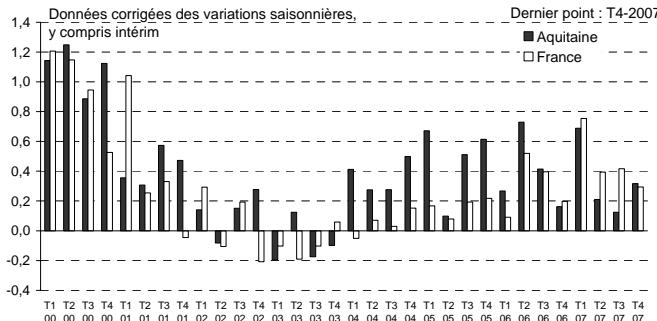
Emploi salarié

**2007, en Aquitaine :
l'emploi salarié marchand non
agricole progresse**

Les services et surtout ceux offerts aux particuliers créent des emplois. Dans la construction, les créations sont moins nombreuses qu'en 2006. Le commerce progresse. La contraction de l'emploi industriel ralentit.

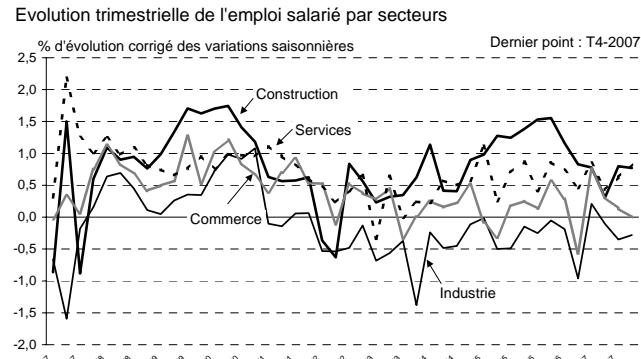


L'emploi salarié progresse un peu moins en aquitaine qu'en France en 2007



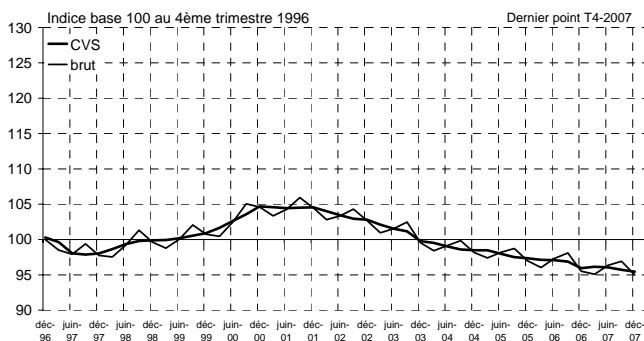
Evolution trimestrielle de l'emploi salarié dans le secteur marchand

Source : URSSAF - Traitement Insee



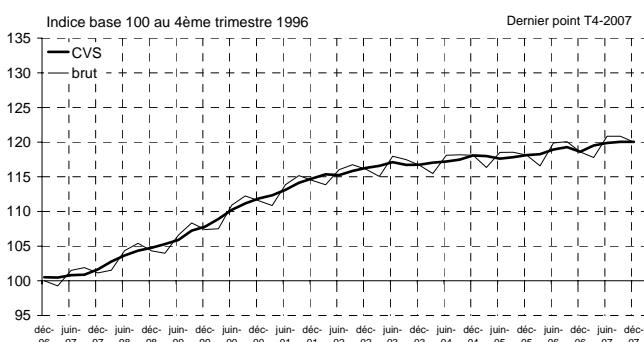
Source : URSSAF - Traitement INSEE

Industrie



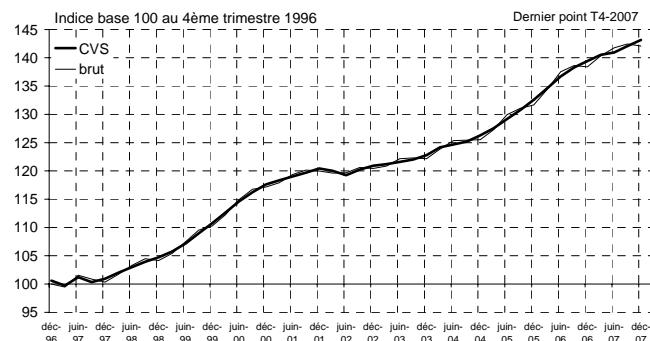
Source : URSSAF - Traitement INSEE

Commerce



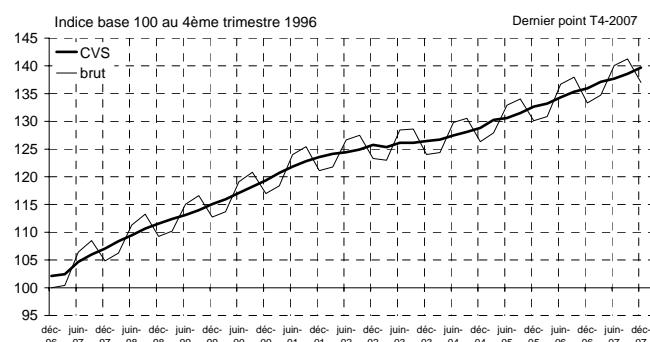
Source : URSSAF - Traitement INSEE

Construction



Source : URSSAF - Traitement INSEE

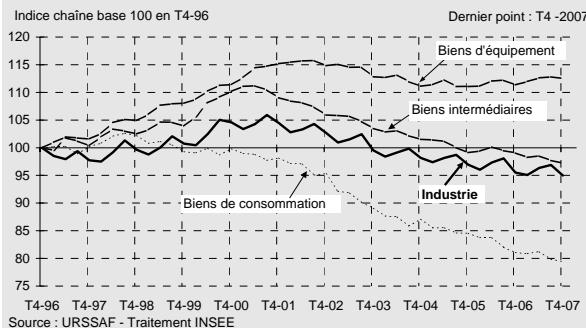
Services



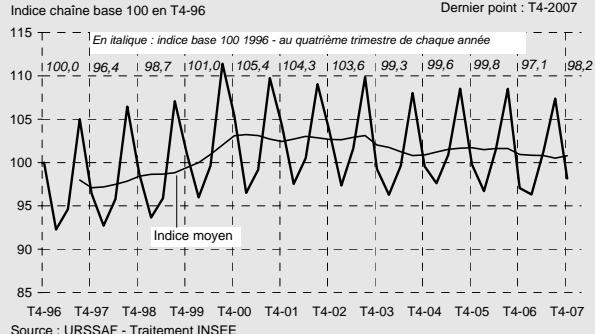
Source : URSSAF - Traitement INSEE

En 2007, le recul des emplois salariés dans le secteur industriel est moins intense

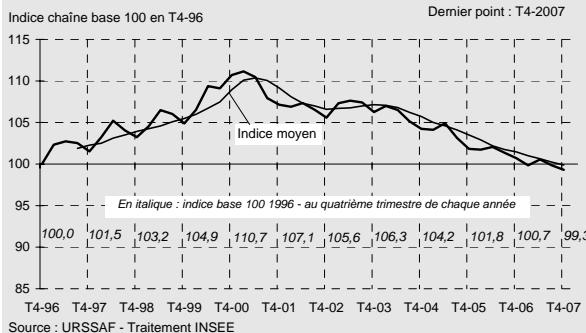
Par grands secteurs



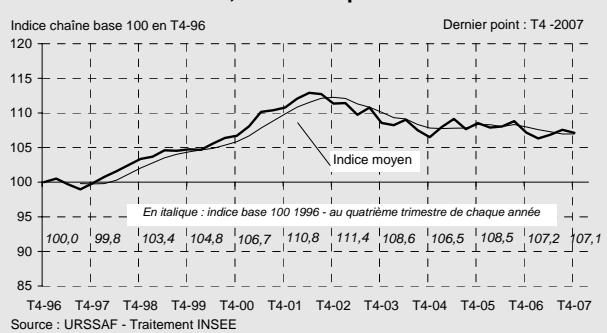
IAA



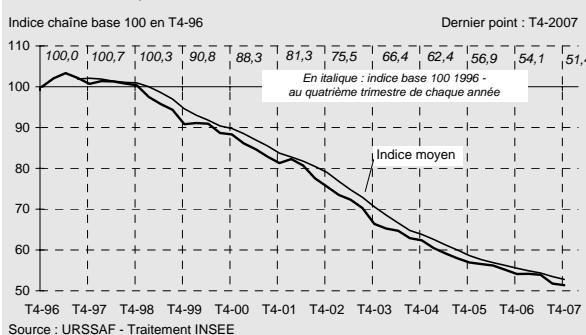
Chimie, Caoutchouc, Plastiques



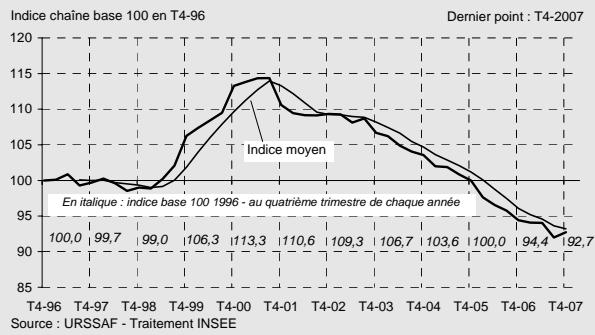
Construction navale, aéronautique et ferroviaire



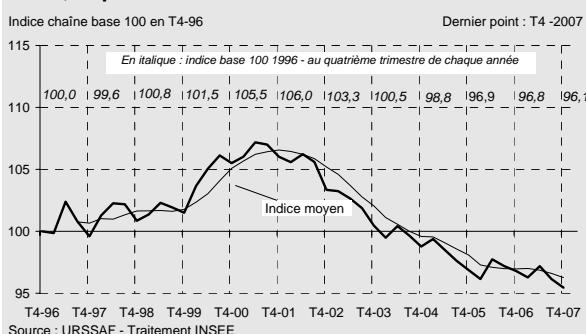
Habillement, Cuir



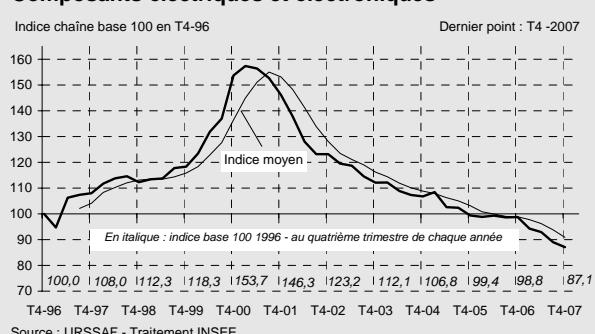
Automobile



Bois, Papier



Composants électriques et électroniques



L'emploi salarié progresse dans tous les départements aquitains

L'emploi salarié marchand non agricole, hors intérim, progresse en 2007 dans tous les départements aquitains. L'évolution la plus modeste est celle du Lot-et-Garonne avec 0,7 %. Les hausses d'effectifs se font sur un rythme trimestriel moyen identique (+ 0,4 %) pour la Dordogne, la Gironde et les Pyrénées-Atlantiques. Les croissances annuelles y varient entre 1,7 % et 1,8 %.

Le secteur services se montre le plus porteur (de + 2,6 à + 4 %), excepté en Lot-et-Garonne (+ 0,3 %).

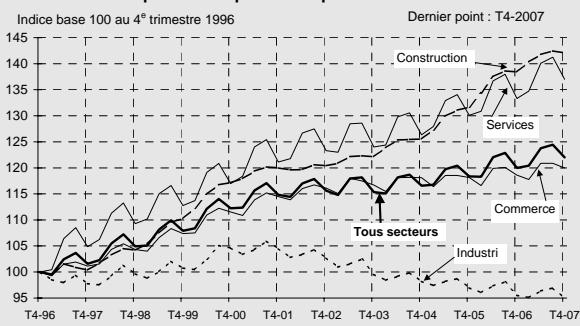
Le fléchissement des gains d'effectifs

dans le secteur de la construction se fait sentir en Gironde, dans les Pyrénées-Atlantiques et dans les Landes. En Lot-et-Garonne, ce secteur est très dynamique en 2007 (+ 4,6 %).

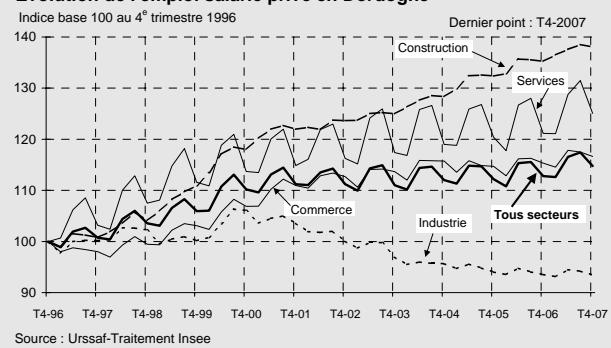
Le commerce est plus créateur d'emplois qu'en 2006 dans tous les départements, sauf en Pyrénées-Atlantiques où l'augmentation s'est un peu ralentie.

De nouvelles baisses du nombre de salariés de l'industrie sont enregistrées partout et particulièrement dans les Pyrénées-Atlantiques (- 1,5 %).

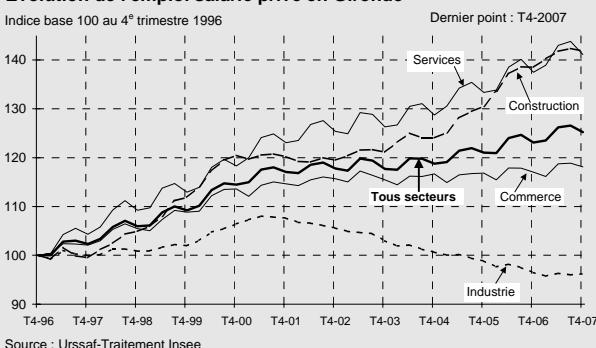
Évolution de l'emploi salarié privé en Aquitaine



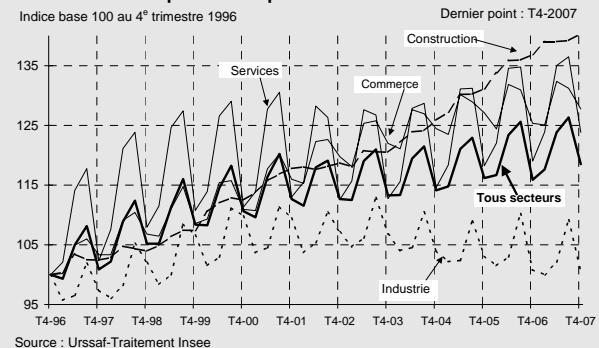
Évolution de l'emploi salarié privé en Dordogne



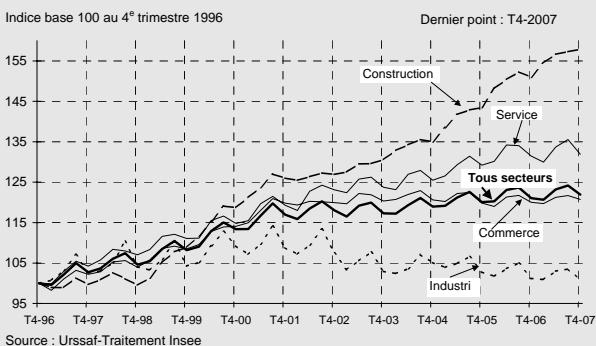
Évolution de l'emploi salarié privé en Gironde



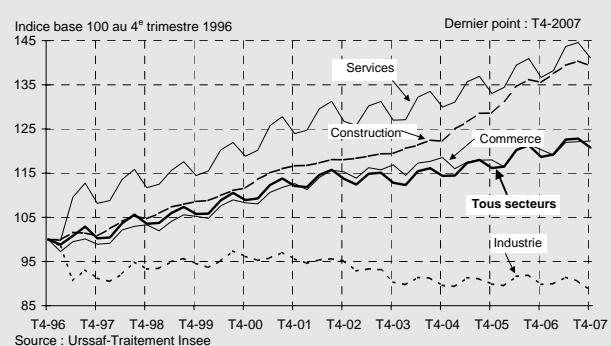
Évolution de l'emploi salarié privé dans les Landes



Évolution de l'emploi salarié privé en Lot-et-Garonne



Évolution de l'emploi salarié privé en Pyrénées-Atlantiques



Poursuite de la diminution du chômage en 2007 et début 2008

En 2007, le chômage a de nouveau diminué en Aquitaine comme en France. La baisse se poursuit début 2008 : entre fin avril 2007 et fin avril 2008, le nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1) a chuté de 8,1 % (9,4 % au niveau national). Au 30 avril 2008, 88 900 Aquitains recherchent un emploi.

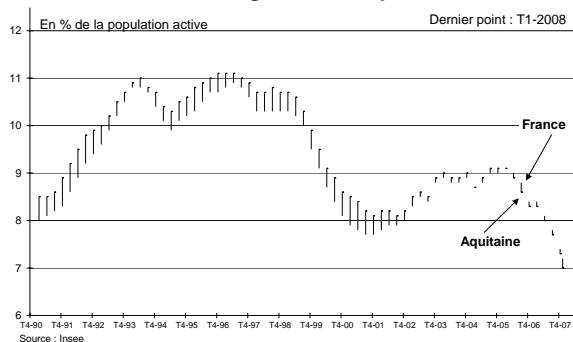
Le taux de chômage régional s'établit à 7,0 % au premier trimestre 2008, plus faible qu'au niveau national (7,2 %).

Les emplois aidés augmentent dans le secteur marchand.

Le taux de chômage s'établit à 7,0 % de la population active en Aquitaine, au premier trimestre 2008. Il est inférieur de 0,2 point à celui du niveau national. Le taux régional a baissé de 1,3 point depuis le premier trimestre 2007 et le taux national de 1,2 point.

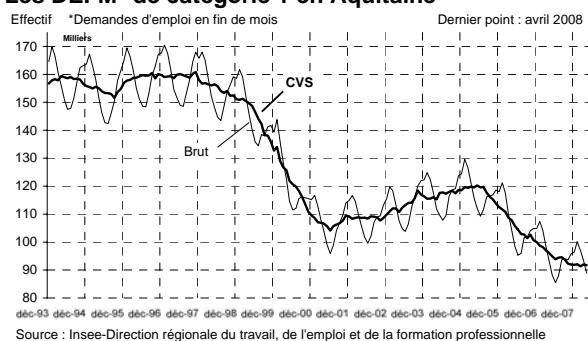
Le taux de chômage aquitain baisse depuis le début de l'année 2005. Depuis mars 2006, il reste en dessous du niveau national.

Ecart de taux de chômage entre l'Aquitaine et la France



En avril 2008, on compte 88 900 demandes d'emploi en fin de mois de catégorie 1 en Aquitaine. Sur un an, cette catégorie de chômeurs a diminué de 4 200 personnes.

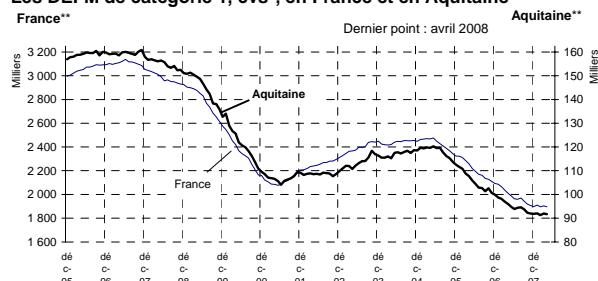
Les DEFMs* de catégorie 1 en Aquitaine



En 2007, le nombre de chômeurs diminuait en Aquitaine de 8 % en glissement

annuel et de 9,4 % en France. Début 2008, la baisse se poursuit. Entre fin avril 2007 et fin avril 2008, le nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1) a chuté de 4,5 % dans la région et de 5,7 % en France.

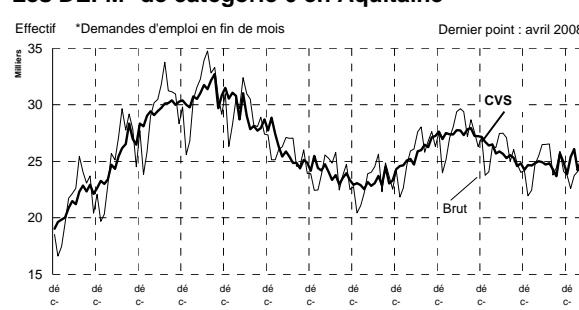
Les DEFMs de catégorie 1, cvs*, en France et en Aquitaine



Le nombre de chômeurs recherchant un emploi à temps partiel et immédiatement disponibles (catégorie 2) continue de diminuer début 2008, en Aquitaine. Il s'établit à 16 700 personnes en avril, soit 13 % en moins sur un an. Au niveau national, la baisse est un peu moindre (- 11 %). L'effectif national de cette catégorie de chômeurs est de 327 800 personnes fin avril 2008.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 6, soit les personnes à la recherche d'un emploi stable, mais ayant effectué une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, a cessé de diminuer en Aquitaine depuis fin 2007. Ces demandeurs d'emploi ayant « un peu travaillé » sont 25 600 fin avril 2008. Entre avril 2007 et avril 2008, leur nombre est quasiment stable (+0,6 %). Au niveau national, la baisse de cette catégorie de chômeurs a cessé un peu plus précocement au début 2007 et fin avril, la progression est de 1,4 % sur un an.

Les DEFMs* de catégorie 6 en Aquitaine



En Aquitaine, fin avril 2008, on dénombre 21 300 demandeurs d'emploi de catégorie 1

inscrits à l'ANPE depuis au moins un an. Leur nombre a diminué de 16,9 % sur un an. La baisse est du même ordre au niveau national. Cette population représente 24 % des DEFM de catégorie 1 en Aquitaine, soit 9 points de moins qu'en avril 2006.

Parmi eux, ceux en recherche d'emploi depuis trois ans ou plus, dont le nombre avait progressé de juillet 2004 à août 2006, sont en diminution depuis cette période. Leurs effectifs sont en baisse de 16,9 % sur un an, en avril 2008 dans la région et de 12,5 % en France.

Les jeunes de moins de 25 ans sont 14 000 à chercher un emploi en Aquitaine, fin avril 2008, soit 500 de moins qu'un an auparavant. La baisse est de 3,3 % en Aquitaine, identique à celle observée au niveau national. Leur part parmi l'ensemble des chômeurs s'établit à 15,8 % contre 16,4 % en France, en avril 2008.

Les femmes bénéficient également de la régression du chômage. En glissement annuel, fin avril 2008, dans la région la diminution est de 4,7 %. Dans le même temps, en France, cette réduction est de 5,7 %. La part des femmes, dans l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en catégorie 1, est de 52,1 % fin avril 2008, dans la région contre 48,4 % en France.

Les emplois aidés dans le secteur marchand augmentent en 2007¹

L'emploi aidé marchand, qui recouvre principalement la formation en alternance, les primes à l'embauche, les exonérations en zones prioritaires et les aides à la création d'entreprise, est en augmentation en 2007. Les évolutions diffèrent sensiblement selon les dispositifs.

Moins d'entrées en apprentissage, davantage de contrats de professionnalisation

La formation en alternance progresse de 3 % entre 2006 et 2007, avec des tendances opposées entre les deux dispositifs qui permettent d'enchaîner travail en entreprise et enseignement adapté à la filière.

Le contrat de professionnalisation permet au bénéficiaire d'acquérir une qualification sanctionnée par un diplôme reconnu par l'État ou les branches professionnelles. En fin d'année, 8 000 nouveaux contrats ont été signés, soit une hausse de 17 %.

Par contre, le nombre de nouveaux apprentis a diminué de 700 en Aquitaine sur

l'année, soit une baisse de 5,3 % alors que la moyenne française est en légère augmentation.

Fin du dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise

En 2007, le soutien à l'emploi des jeunes en entreprise (SEJE) a permis d'embaucher près de 4 300 jeunes éloignés de l'emploi, une centaine de plus qu'en 2006. Le contrat est souvent conclu pour une durée indéterminée, il peut être un CNE ou un contrat de professionnalisation. Les trois quarts des jeunes ont été embauchés à temps plein, seulement 17 % d'entre eux ont un salaire supérieur de 20 % au SMIC. La moitié de ces jeunes est titulaire d'un CAP ou d'un BEP, surtout dans la filière des Services ou du Bâtiment. Ce type de contrat qui donnait droit aux employeurs à une aide de l'État a pris fin début 2008. Le bilan global de la mesure initiée en 2002 est l'embauche de 22 600 jeunes. La moitié des contrats a été rompu, suite à une démission dans six cas sur dix, par un licenciement dans trois cas et par rupture de la période d'essai dans le dernier cas. Début 2008, 7 500 jeunes travaillent dans le cadre de cette mesure, tandis que 3 500 ont terminé leur contrat.

Moins de contrats initiative emploi

Le contrat initiative emploi (CIE) a vocation à insérer des personnes sans emploi dans des entreprises du secteur marchand, l'employeur bénéficiant d'exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale et d'une aide de l'État déterminée en fonction des actions de formation et d'accompagnement. Il ne peut dépasser 24 mois et s'adresse notamment aux chômeurs de longue durée. En 2007, moins de 2 000 conventions ont été signées en Aquitaine, contre 3 300 en 2006. Ce repli n'est pas spécifique à l'Aquitaine, il reflète l'enveloppe financière allouée.

Soutien à l'embauche par exonérations

Environ 1 900 déclarations d'embauche ont été enregistrées en 2007 dans les zones de revitalisation rurale de l'Aquitaine, contre 1 300 l'année précédente. La progression régionale est quatre fois plus importante que l'évolution nationale. L'Aquitaine a réalisé 15 % des résultats nationaux. Cette mesure d'exonérations de charges patronales à l'embauche a été utilisée surtout par les chefs d'entreprises landais, avec un tiers des entrées de la région. Avec l'objectif de la redynamisation urbaine, la mesure d'exonérations de charges s'est concrétisée par moins de 200 embauches contre 250 en 2006, presque toutes localisées en Gironde. Dans le périmètre de la zone franche urbaine (ZFU) de la rive droite de la Gironde, 1 200 déclarations d'embauche ont été

¹ Extrait de l'article rédigé par la DRTEFP Aquitaine dans le dossier Insee Aquitaine numéro 66 « L'année économique et sociale 2007 en Aquitaine » juin 2008

acceptées en 2007, soit 100 de plus que l'année précédente.

Incitation à la création d'entreprises

Le nombre de bénéficiaires de la mesure ACCRE (aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises) a fortement augmenté : 6 850 demandeurs d'emploi ont pu créer leur emploi en 2007, soit 45 % de plus qu'en 2006.

Des mesures pour le secteur non marchand

L'emploi aidé dans le secteur non marchand recouvre essentiellement le contrat d'accompagnement à l'emploi (CAE) et le contrat d'avenir (CAV). Le CAE doit permettre aux personnes en difficulté sur le marché du travail d'accéder pour au moins 6 mois à un emploi dont la durée hebdomadaire ne peut être inférieure à 20 heures. La personne embauchée doit bénéficier d'actions de formation et de validation des acquis de l'expérience. En 2007, l'Aquitaine a enregistré 14 000 CAE, entrées initiales et reconductions, soit 800 de plus qu'en 2006. Parmi les 8 000 nouveaux contractants, il y a majoritairement des femmes, des personnes titulaires d'un CAP ou d'un BEP, des chômeurs de longue durée. Les établissements d'enseignement et surtout les associations et fondations sont les signataires les plus fréquents de ce type de contrat.

Autre mesure de soutien, le contrat d'avenir s'adresse aux bénéficiaires des principaux minima sociaux, RMI, ASS, API ou AAH. Ce contrat à durée déterminée de deux ans est renouvelable dans la limite d'un an, voire davantage pour les actifs handicapés ou ayant plus de 50 ans. La durée de travail est fixée à 26 heures par semaine, mais modulable annuellement. En Aquitaine, 2 000 personnes ont été embauchées par ce biais en 2007, contre un peu plus de 3 000 en 2006. Le profil des contractants des CAV diffère de celui des CAE, compte tenu des publics visés par les mesures.

Accompagnement des jeunes en difficultés

Au-delà des emplois aidés, existent d'autres actions, des mesures d'accompagnement des licenciements économiques et des retraits d'activité, et aussi des formations spécifiques pour les demandeurs d'emploi, avec des actions préparatoires au recrutement. Les jeunes en difficulté d'insertion en emploi durable, car sans diplôme ou très faiblement qualifiés, peuvent bénéficier d'une mesure particulière d'accompagnement, le contrat d'insertion à la vie sociale (CIVIS). Cette mesure créée en avril 2005 est mise en œuvre par le réseau des missions locales. En 2007, 9 850 jeunes ont signé un CIVIS, c'est 700 de moins qu'en 2006 pour l'Aquitaine ■

Les catégories de demandeurs d'emploi
sont des outils de gestion que l'ANPE utilise pour classer les demandeurs d'emploi en fonction du type de contrat de travail qu'ils recherchent.

Les catégories 1, 2 et 3 regroupent les demandeurs d'emploi immédiatement disponibles, ayant accompli des actes concrets de recherche d'emploi. Les DEFMs 1 recherchent un emploi à durée indéterminée à temps plein, les DEFMs 2 un emploi à durée indéterminée à temps partiel, les DEFMs 3 un emploi à durée déterminée temporaire ou saisonnier.

Les catégories 6, 7 et 8 correspondent aux mêmes types d'emplois recherchés que les catégories 1, 2 et 3, mais pour des demandeurs qui ne sont pas immédiatement disponibles parce qu'ils exercent une activité de plus de 78 heures par mois.

Le regroupement des catégories 1, 2, 3 hors les personnes ayant effectué une activité réduite, c'est à dire incluant les seuls demandeurs d'emploi n'ayant travaillé aucune heure, permet d'approcher la définition du chômage au sens du Bureau International du Travail. Cette définition considère que sont chômeurs les personnes qui satisfont simultanément aux critères suivants : recherche d'un emploi, démarches effectives, disponibilité et absence d'occupation professionnelle au cours de la semaine de référence.

en Aquitaine au 31/12/2007

Catégorie 1	96 352
Catégorie 6	23 766
Catégories 1, 2, 3	129 821
Catégories 1,2,3 hors activité réduite	102 765

Taux de chômage localisé

Au niveau national, les taux de chômage infra-annuels sont désormais estimés trimestriellement et exclusivement à partir de l'enquête emploi en continu. L'utilisation des DEFMs est abandonnée. La période de référence des estimations n'est plus la fin du trimestre mais la moyenne trimestrielle.

Parallèlement, l'exploitation de l'enquête emploi a été revue et le concept BIT du chômage a été calé sur l'interprétation européenne.

Aux niveaux infra-nationaux, la méthode a été revue pour permettre la mise en cohérence des séries locales et nationales. Les taux de chômage sont estimés en synthétisant les informations nationales de l'enquête emploi et les DEFMs de l'ANPE. L'utilisation du terme « chômage au sens du BIT » est donc inappropriée. Les taux de chômage par région, département et zone d'emploi s'appellent désormais « taux de chômage localisés ».

Un excédent commercial en légère diminution en 2007 en Aquitaine

En 2007, le ralentissement de la demande mondiale et l'appréciation de l'euro ont freiné les exportations en France.

Au niveau aquitain, les exportations régionales ralentissent aussi en 2007 (+3,1 % après +12,5 %). Les importations progressent plus vite que les exportations. L'excédent commercial diminue un peu : 2,6 milliards d'euros. La région conserve sa position (12^e), à l'export et à l'import.

Les États-Unis récupèrent la place de premier client, talonnés par l'Espagne. Les pays de l'Europe restent les principaux partenaires commerciaux, mais leurs parts s'effritent légèrement.

Au premier trimestre 2008, importations et exportations régionales reprennent de la vigueur.

En 2007, au niveau national, les flux d'échanges extérieurs ralentissent et le commerce extérieur ampute la croissance française de 0,7 point (après -0,2). En effet le ralentissement des exportations en volume (3,1 % après 5,4 % en 2006) est plus accentué que celui des importations (5,5 % après 6,1 %). Ce ralentissement des exportations est dû à l'affaiblissement de la demande étrangère adressée à la France et aux pertes de compétitivité dues à l'appréciation de l'euro.

Le ralentissement des exportations de biens est très marqué (+ 2,9 % après + 6,4 %) ; il concerne notamment la filière agricole, les produits énergétiques et les biens d'équipement. Font exception les exportations de l'industrie automobile, qui se redressent après le repli de 2005 et 2006. Les exportations de services accélèrent elles aussi légèrement (+ 1,8 % après + 1,1 %), du fait d'un rebond des exportations de services aux entreprises.

Le déficit commercial français se creuse

Le ralentissement global des importations masque des tendances contrastées par produit. Les importations de biens d'équipement décélèrent, mais les importations d'automobiles, de biens intermédiaires et celles de la filière agricole (+ 4,7 % après + 3,4 %) accélèrent. Les importations d'énergie, constituées essentiellement d'hydrocarbures, diminuent sensiblement en volume pour la deuxième année consécutive (- 4,5 % après - 1,5 %).

En valeur, le solde commercial se creuse plus fortement encore qu'en 2006 et atteint -

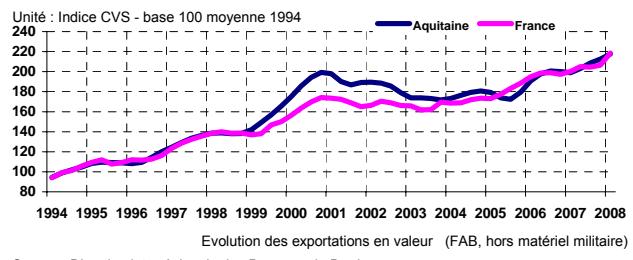
36,4 milliards d'euros. La détérioration concerne les biens comme les services.

Le décrochage¹ des exportations françaises par rapport au reste de la zone euro (et en particulier par rapport à l'Allemagne) est persistant depuis 2003. Les difficultés du commerce extérieur français semblent renvoyer pour partie à la structure même de l'appareil exportateur français. D'une part, le nombre d'entreprises exportatrices est relativement faible et en déclin depuis 2003 : il passe de 117 000 en 2003 à 98 000 en 2006 et 2007, soit moins de 4 % des entreprises implantées en France. D'autre part, la proportion d'exportateurs au sein des PME françaises est nettement plus réduite qu'en Allemagne (5 % contre 11%).

Ralentissement des exportations aquitaines en 2007

En 2007, en Aquitaine, les exportations s'élèvent à 13,3 milliards d'euros, soit 3,1 % de plus qu'en 2006, année où elles avaient largement progressé de 12,5 %. En 2007, les exportations aquitaines ont progressé dans tous les grands secteurs, hormis celui des PRODUITS DE L'AUTOMOBILE.

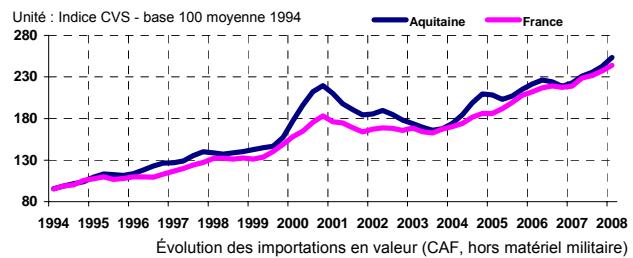
Un certain ralentissement des exportations



Source : Direction interrégionale des Douanes de Bordeaux

Les importations progressent toujours en valeur : 10,7 milliards d'euros. Elles augmentent de 6,2 %.

Des importations (en valeur) en hausse



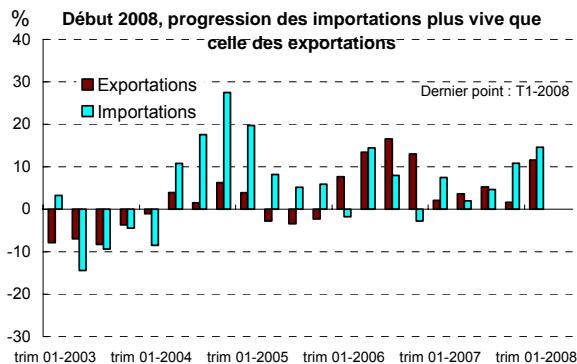
Source : Direction interrégionale des Douanes de Bordeaux

¹ L'Économie française, comptes et dossiers, édition 2008, juin 2008, collection Insee Références

La progression des importations est plus soutenue que celle des exportations, l'excédent commercial s'en trouve diminué et s'établit à 2,6 milliards d'euros.

La région représente, en 2006, 3,4 % des exportations françaises et 2,4 % des importations. Elle se classe toujours en 12^e position, à l'export et à l'import.

Au premier trimestre 2008, les importations et les exportations sont en accélération par rapport à l'année précédente.

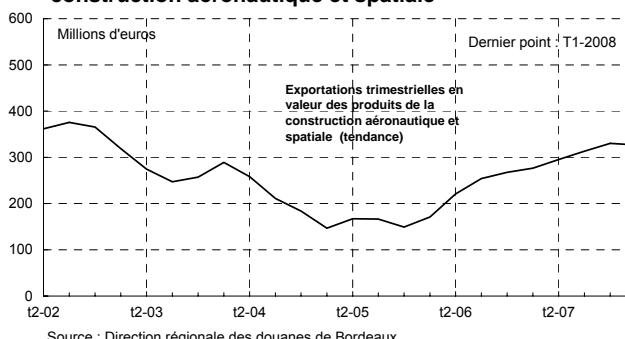


Évolution du trimestre (en valeur) d'une année par rapport au même trimestre de l'année précédente (Source : Douanes)

Construction aéronautique et spatiale, 19% des exportations

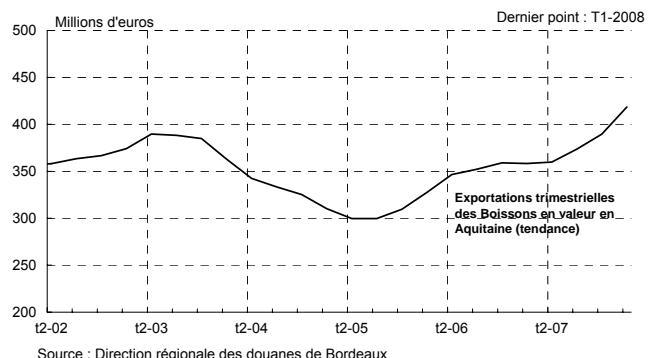
Les PRODUITS DE LA CONSTRUCTION AÉRONAUTIQUE restent encore largement les produits leader à l'exportation, ils dépassent en 2007 les 2,5 milliards d'euros. Leurs ventes à l'étranger représentent 19,2 % des exportations aquitaines (contre 16,2 % en 2006 et 11,8 % en 2005).

Reprise des exportations des produits de la construction aéronautique et spatiale



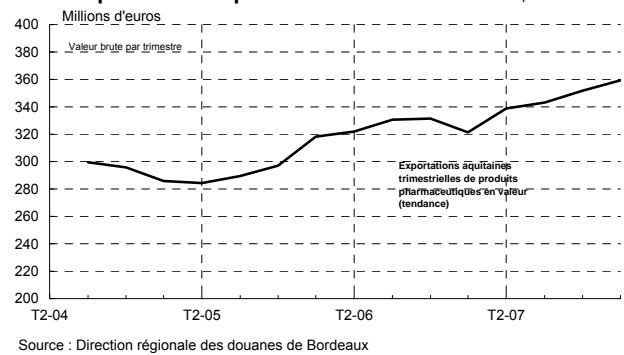
Ils sont suivis des BOISSONS (1,6 milliard, soit 11,7 %) et des PRODUITS PHARMACEUTIQUES (1,5 milliard, soit 10,6 %).

Un redressement des exportations de boissons



A eux trois, ils totalisent 42 % des exportations en 2007.

Hausse des exportations de produits pharmaceutiques

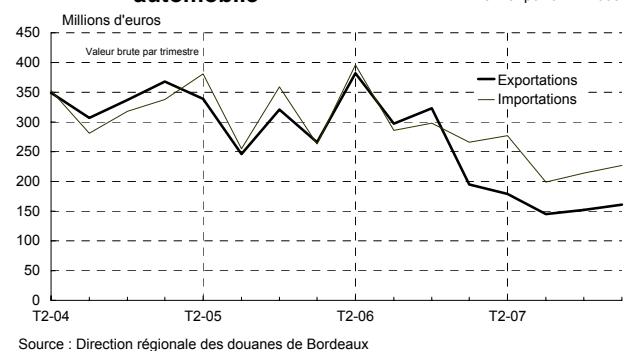


Source : Direction régionale des douanes de Bordeaux

On peut noter la progression continue (triplement en valeur entre 2005 et 2007) des exportations des PRODUITS DE LA CONSTRUCTION NAVALE, même si les chiffres restent encore modestes : 34 millions d'euros en 2005, 56 millions en 2006 et 90 millions en 2007.

Par contre, pour les PRODUITS DE LA CONSTRUCTION AUTOMOBILE, la chute continue que ce soit dans les achats ou dans les ventes.

Échanges de produits de l'industrie automobile



Source : Direction régionale des douanes de Bordeaux

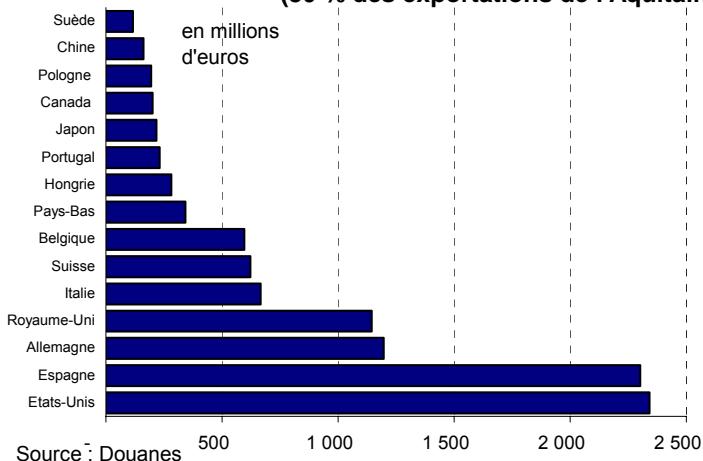
Au sein des biens d'équipement, les ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES continuent de chuter à l'export (-5 % en 2007).

Les États-Unis, premier client de la région en 2007

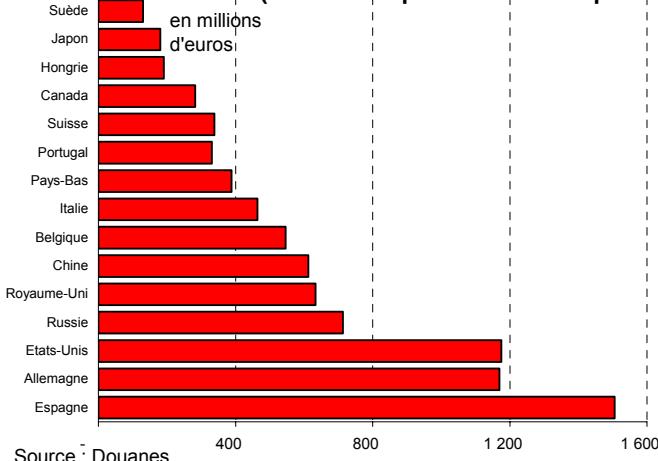
Les pays de l'Europe, et surtout ceux de l'Union européenne, restent les principaux partenaires commerciaux de l'Aquitaine, mais leurs parts s'effritent légèrement. En effet, 68 % de nos achats à l'étranger (en valeur) se réalisent en Europe (69 % en 2006) et 65 % de nos ventes y sont dirigées (contre 66 % en 2006).

L'Union européenne (à 27 pays) reste en tête des destinations, mais elle ne draîne en 2007 que 58 % des exportations régionales et 56 % des importations en proviennent. Ces proportions sont en diminution par rapport à 2006.

**Les premiers pays clients en 2007
(80 % des exportations de l'Aquitaine)**



**Les premiers pays fournisseurs en 2007
(67 % des importations de l'Aquitaine)**



Le principal client de la région redevient les États-Unis (18 % des ventes). L'Espagne, passée premier client en 2006, retrouve le second rang (17 % des ventes). Suivent l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie. A eux cinq, ces pays absorbent 58 % des exportations aquitaines.

Au niveau national, les États-Unis se classent 6^e client de la France, derrière l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni et la Belgique.

A l'importation, les principaux fournisseurs de la région sont l'Espagne (14 %), les États-Unis (11 %) et l'Allemagne (11 %).

Les échanges de l'Aquitaine avec les pays asiatiques ont progressé plus en export (+15 %) qu'en import (+3 %). Ils constituent 6,6 % des exportations et 10,4 % des importations. A noter le bond des importations chinoises : + 23 % en 2007, après + 20 % en 2006. La Chine est le 14^e client, mais le 6^e fournisseur de l'Aquitaine ■

Qui sont les entreprises exportatrices en Aquitaine ?

- 47 % des entreprises exportatrices appartiennent à l'industrie : la branche des industries des biens intermédiaires (textile, bois, chimie, métallurgie, composants électroniques) domine nettement ce groupe.
- 5 % sont des exploitations agricoles (ou forestières) : cette importante proportion s'explique par la prédominance des activités viticoles et forestières dans l'ensemble des exportations régionales.
- 41 % sont des entreprises de négoce. En regroupant les entreprises de l'agriculture, de l'industrie et du négoce intégrées à la filière agro-alimentaire, celle-ci représente 37 % des exportateurs aquitains.
- Enfin une minorité d'entreprises appartient à la branche des services, dont les transports.

Les trois quarts du chiffre d'affaires export de l'Aquitaine sont réalisés par 10 % des entreprises.

Source : CRCI Aquitaine - Situation Aquitaine numéro 68 de janvier 2008

Pour en savoir plus

Horizon 2030 : 3,6 millions d'Aquitains. Le quatre pages Insee Aquitaine n°167 - août 2007.

Économie résidentielle ou productive : le choix des territoires. Le quatre pages Insee Aquitaine n°175 - mars 2008.

La dynamique des métiers en Aquitaine. Dossier Insee Aquitaine n° 65 - mai 2008.

Les échanges internationaux de l'Aquitaine en 2007, Édition 2008, Direction régionale des douanes de Bordeaux - Aquitaine International - Conseil régional - Chambre régionale de commerce et d'industrie Aquitaine.

*Le site internet de la direction régionale du commerce extérieur Aquitaine
www.dree.org/Aquitaine*

L'envolée des prix agricoles en 2007¹

L'année 2007 est essentiellement marquée par une forte hausse des cours des céréales qui entraîne une augmentation des prix des aliments pour bétail, donc des coûts de production supplémentaires pour les producteurs de volailles, porcins et de lait. Ces coûts se répercutent à la vente. Face à une forte demande et une production plutôt en berne, le prix du lait est lui aussi à la hausse.

Les surfaces de maïs sont en baisse de plus de 2 %, mais l'été pluvieux et une belle arrière-saison ont favorisé l'obtention de très bons rendements.

La production de vin marque une pause avec une baisse d'environ 10 % par rapport à 2006.

Le revenu agricole devrait progresser.

L'année 2007 se caractérise essentiellement par un été "pluvieux". Janvier, février et mars, très doux et excédentaires en précipitations, ont favorisé la croissance de la végétation. Mais l'humidité et des températures douces ont aussi privilégié les parasites, notamment pour les céréales, les oléagineux et la vigne qui a supporté un nombre de traitements très important.

Une météo médiocre

En avril, le temps a été presque estival. Mai et juin ont connu des températures supérieures à la normale et les cumuls de précipitations ont encore nui à la production des prairies. En effet, les très bons rendements ont été accompagnés d'une mauvaise qualité des foins suite à des difficultés de séchage. Dans le même temps, la vigne connaît une forte coulure et une très forte pression du mildiou.

Les mois de juillet, août et septembre ne vont rien arranger avec des températures fraîches et des précipitations parfois trois fois supérieures aux normales saisonnières.

Avec un mois d'octobre ensoleillé et des mois de novembre et décembre plutôt secs, seul le maïs va tirer partie de la météo, pour atteindre des rendements exceptionnels, autant en maïs non irrigué qu'en maïs irrigué.

Le blé toujours cher en 2008

L'année 2008 commence comme 2007 avait fini. Sur un fond de risque alimentaire grave à l'échelle de la planète, avec les difficultés que connaissent les pays pauvres pour s'approvisionner en matières premières agricoles trop chères pour eux.

Le blé repart à la hausse après avoir marqué une pause à mi-campagne. Le maïs semble se stabiliser. Les cours du tournesol ont été multipliés par 2,5 en un an. Le colza marque le pas, tant au niveau des surfaces que des prix, peut-être à cause des incertitudes qui planent sur l'avenir des biocarburants de plus en plus objets de critiques.

La viticulture poursuit son redressement

La filière avicole, malgré l'augmentation des coûts d'alimentation des volailles affiche un dynamisme certain, stimulé par le marché du foie gras.

Les productions animales restent confrontées à la crise de la fièvre catarrhale et aux fortes hausses des prix des aliments pour bétail.

Gelées en avril

Le temps pluvieux et frais de mars 2008 contrarie la commercialisation de l'asperge et de la fraise. La campagne de commercialisation 2007/2008 du kiwi va se terminer sur des cours nettement supérieurs aux deux campagnes précédentes.

Dans la nuit du 7 avril 2008, des très fortes gelées ont sévèrement endommagé les vergers et les vignes en Dordogne, en Gironde et en Lot-et-Garonne.

Vins : une tendance au redressement des cours

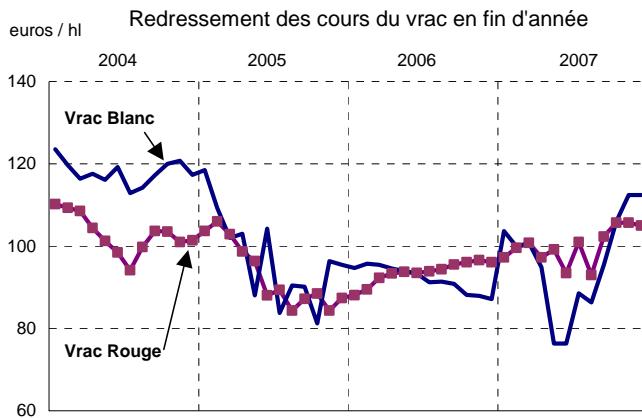
Globalement, les surfaces consacrées à la culture de la vigne diminuent de près de 1 % en Aquitaine. Des arrachages conséquents ont été réalisés en Lot-et-Garonne (-4 %) et dans une moindre mesure en Dordogne (-2 %). La production de raisin est faible en 2007. La coulure et la forte présence de mildiou ont fortement affecté les rendements. Ensuite, les vendanges, après avoir débuté sous le soleil en blanc, se sont poursuivies en rouge sous un temps beaucoup moins clément. La présence du botrytis a

¹Extrait du bilan agricole aquitain 2007 et des éléments de conjoncture d'avril 2008 rédigés par le SRISE-DRAF
site DRAF http://draf.aquitaine.agriculture.gouv.fr/rubrique.php3?id_rubrique=170
site Observatoire de la viticulture <http://observatoire-aquitain-viticulture.agriculture.gouv.fr>

Secteurs d'activité

Agriculture, sylviculture, pêche

été parfois très importante selon les parcelles. La vendange 2007 est très hétérogène tant au niveau de la qualité, de la quantité que de l'état sanitaire. La production est en baisse de 10 % par rapport à la vendange 2006 (-10,7 % en blanc et -8,7 % en rouge). En ce qui concerne la commercialisation, on note une nette tendance au redressement qui devrait se confirmer durant la campagne 2007/2008.



Source : Dépêche agricole et commerciale - cours moyen du vrac

En décembre, le prix du bordeaux vrac au tonneau est de 864 euros pour le rouge et de 784 euros pour le blanc. Les exportations ont augmenté de 3 % en volume et de 4 % en valeur. Ce sont les exportations sur les pays émergents qui progressent, essentiellement vers le Sud-Est asiatique et la Russie. Dans le même temps, le marché traditionnel européen diminue de 2 % (fort ralentissement des importations belges, néerlandaises et danoises) mais avec un marché anglais stabilisé et un marché allemand en progrès de 5 %. De plus, le marché nord-américain se maintient avec une légère reprise aux États-Unis.

Une gestion difficile des assolements

L'année 2007 a été marquée par la difficulté pour de nombreux producteurs de se procurer des engrains, par un manque de lisibilité dans le développement des biocarburants, par des incertitudes sur la possibilité de cultiver des "OGM" et plus simplement dans le choix pour l'agriculteur, de l'assoulement au vu des cours des différentes céréales.

Les surfaces de blé tendre progressent en 2007 de 3 %. Avec une demande supérieure à l'offre, les cours très élevés de cette production la rendent très attractive. Les orges continuent leur repli de 5 %, malgré des cours très élevés. La sole maïs diminue encore cette année d'un peu plus de 2 % à 296 000 hectares. Mais certains semis ont été très tardifs et d'autres purement annulés. On peut cependant observer que le maïs semence fait un bond de 18 %, ce qui

laisse raisonnablement envisager une reprise pour la prochaine campagne.

La culture du colza continue de progresser fortement (+25 % au niveau de l'Aquitaine). Les surfaces en tournesol et soja diminuent (de 12 % à 15 %), malgré aussi des cours très rémunérateurs.

Les légumes pour la conserve à la hausse

Suite à un hiver doux, la campagne 2007 d'asperges est plus précoce que celle de 2006. Les surfaces diminuent légèrement, mais la production reste stable.

Les surfaces de tomates regagnent plus de 8 % avec le retour de parcelles destinées à la tomate industrie.

Plus généralement, on observe un essor des légumes destinés à la transformation. Le maïs doux reprend plus de 2 500 hectares par rapport à 2006, le haricot vert plus de 1 000 hectares.

Pour la carotte, le mauvais temps de cet été, puis le coup de froid de début novembre entraînent des répercussions sur la production de fin d'année (écart de tri importants). La production est en baisse de 5 %.

La fraise a aussi souffert du temps avec un pic de production en avril que le marché a eu du mal à écouler, ce qui a provoqué des baisses de prix.

Les surfaces de melons sont en baisse de 6 %, en raison notamment de gros problèmes sur les abris bas avec une production nettement inférieure à la normale, à cause de conditions climatiques défavorables. L'humidité et la fraîcheur sont à l'origine d'un manque de maturation et de maladies.

Les surfaces en vergers se stabilisent

Avec un peu plus de 4 100 hectares, les surfaces en pomme se stabilisent en Aquitaine. Le kiwi, avec plus de 1 800 hectares est plutôt prospère. Il connaît depuis quelques années une commercialisation maîtrisée à des niveaux de prix rémunérateurs.

La noix et la noisette devraient progresser dans les années à venir.

Avec près de 10 400 hectares en production, la prune d'ente, en 2007, obtient des rendements supérieurs de plus de 5 % par rapport à l'année précédente, malgré un pourcentage d'éclatement important suite aux fortes pluies de fin août.

L'aviculture se rempile

En 2007, la production de volailles retrouve son niveau de 2005 en volume. Elle est principalement orientée sur les Gallus (55 % des effectifs totaux en 2007) et les canards (29 %). Ces élevages, principalement localisés dans les Landes et les Pyrénées-Atlantiques, sont associés en grande partie à des productions labelli-

Secteurs d'activité

Agriculture, sylviculture, pêche

sées. La tradition du Sud-Ouest reste par ailleurs un gage de qualité pour ce type de produits.

Les productions annexes (lapins, pigeons, cailles d'élevage et oies) sont stables depuis 2000. Seules les productions de dindes et de dindons progressent sur cette période, au détriment de celle des pintades.

Production bovine contrariée

Le premier trimestre 2007 laisse apparaître une baisse du nombre d'animaux abattus de l'ordre de 11 %. Cette situation est en partie due aux divers événements épidémiologiques (fièvre catarrhale, fièvre aphteuse) survenus ces derniers mois et à la stabilisation des troupeaux allaitants depuis 2006 limitant de fait les abattages dans cette catégorie.

La production de veaux de boucherie et de génisses est à l'image de cette tendance. Seul l'abattage des bœufs (mâles castrés) connaît une progression (+2,5 %) principalement liée à une très forte demande survenue courant avril.

D'un côté, la décision sanitaire de reprise de l'embargo des viandes britanniques a favorisé une reprise des activités. De l'autre, l'explosion de la demande en lait, tant au niveau européen qu'au niveau des pays émergents, et la revalorisation de sa tarification devraient permettre de stabiliser voire de faire progresser les effectifs de vaches laitières.

La reprise observée sur l'automne 2007 ne peut, à elle seule, compenser la baisse constatée sur l'année (-2,1 % par rapport à 2006). Les cotations ont une bonne tenue avec un prix fixé à 2,85 €/kg pour la vache catégorie O et à 6,34 €/kg pour le veau élevé au pis (soit les niveaux supérieurs atteints la saison dernière).

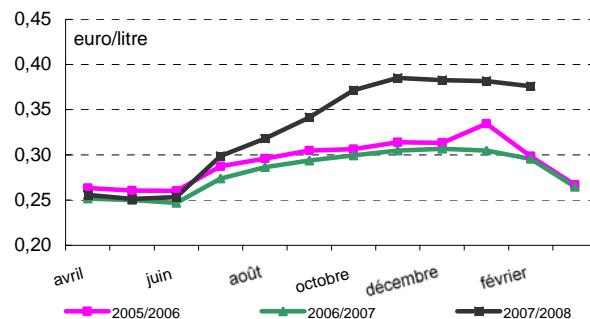
Marché du lait sous pression

La production de lait de vache a connu une année riche en rebondissements. Face à une sous-production (-633 000 hectolitres) en partie liée à la baisse constante des effectifs laitiers et aux conditions atmosphériques défavorables du printemps (froid, épisode neigeux, pluviométrie, etc....), le marché déjà excessivement tendu a dû faire face à une demande accrue émanant des pays émergents (Asie, Russie, Inde) et à la chute des productions des pays européens.

Cet accroissement de la demande entraîne une très forte augmentation du prix du lait (0,383 € du litre au producteur en décembre pour 0,251 € en mai de la même année) faisant de 2007 l'année de tous les records.

Concernant le lait de brebis, les productions fromagères des Pyrénées-Atlantiques et du bassin de Roquefort (alimenté en partie par la Dordogne) limitent la chute tendancielle de la collecte de lait en Aquitaine (-2,9 % par rapport à 2006).

Forte hausse du prix standard à la production du lait de vache en 2007 en Aquitaine



La production de lait de chèvre connaît, pour sa part, une croissance régulière (+2,8 %). Elle est à associer à l'effort effectué sur la conservation et la pérennisation du cheptel (+11,9 % par rapport à 2006 pour les chevrettes). Dordogne et Lot-et-Garonne restent les deux départements phares de ce développement.

Le revenu agricole moyen en Aquitaine devrait être en progression sensible en 2007, en particulier pour les céréaliers. En France, le résultat agricole net par actif augmente de 11 % selon les données provisoires les plus récentes ■

Marché foncier rural en 2007

Des superficies échangées plus importantes et des prix en forte augmentation

Le nombre de transactions enregistrées en 2007 est en légère baisse par rapport à 2006 (- 3 %), en revanche les superficies échangées sont nettement plus importantes (+10 %). Elles totalisent un peu plus de 29 000 hectares en 2007 contre 26 500 en 2006. Elles dépassent le seuil des 1,2 milliard d'euros contre juste 1 milliard en 2006 (+18 %).

L'année 2007 marque une reprise du marché soutenue pour les acquisitions des non-agriculteurs et plus modérée pour les agriculteurs.

Source : Observations de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) Aquitaine Atlantique sur les départements de la Gironde, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques.

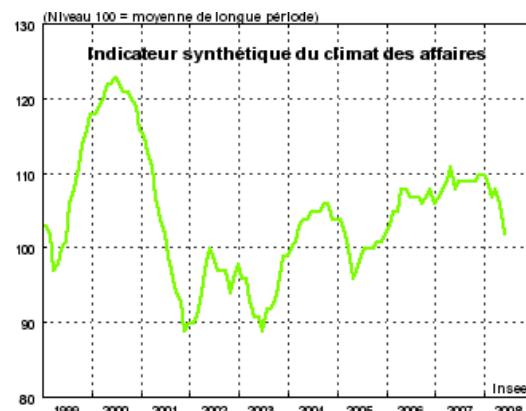
Les perspectives sur l'activité de l'industrie en France se dégradent nettement en mai 2008

Vigueur excessive de l'euro, hausse des prix du pétrole, inflation, ralentissement de la croissance mondiale, des motifs d'inquiétude qui contribuent au pessimisme des industriels.

D'après l'enquête mensuelle dans l'industrie de mai 2008

- Le fléchissement de la conjoncture industrielle entamé le mois dernier s'est accentué : l'indicateur synthétique du climat des affaires diminue de quatre points. Il tombe à 102, alors qu'il restait dans une bande entre 106 et 111 depuis plus de deux ans. Il reste au-dessus de sa moyenne de long terme, 100.
- Les entrepreneurs de l'industrie manufacturière estiment que leur activité passée a de nouveau sensiblement ralenti.
- Les stocks de produits finis s'allègent, mais restent jugés proches de la normale.
- Les carnets de commandes en France et à l'étranger se dégarnissent nettement et retrouvent ainsi un niveau proche de la moyenne de longue période.
- Au vu du net repli des perspectives personnelles de production, l'activité pourrait encore ralentir dans les prochains mois, surtout dans les biens de consommation et l'automobile.
- Les perspectives générales, qui représentent l'opinion des industriels sur l'activité de l'industrie dans son ensemble, se dégradent nettement.

- Les chefs d'entreprise prévoient d'augmenter leurs prix à peu près au même rythme qu'en avril.



Opinion des industriels, soldes de réponses, CVS, en % (Insee)

	janv- 08	févr- 08	mars- 08	avr- 08	mai- 08	moyenne sur longue période
Évolution récente de la production	18	16	17	11	7	(5)
Niveau des stocks de produits finis	12	12	11	16	14	(15)
Niveau de la demande et des carnets						
--globaux	1	0	1	- 4	- 11	(-18)
--étrangers	2	1	1	3	- 7	(-13)
Perspectives personnelles de production	16	15	15	13	6	(4)
Perspectives personnelles de prix	8	12	9	12	13	(14)
Perspectives générales						
--production	- 2	- 9	- 5	- 9	- 15	(-8)
--prix	44	39	49	45	47	(27)

La production industrielle en France : rebond en avril après la chute de mars 2008

En avril 2008, la production industrielle en France (hors énergie et IAA) a progressé. L'indice CVS-CJO s'établit à 106,4 après 104,6 en mars. La hausse d'avril (+1,7 %) succède à une baisse entre février et mars (-1,6 %).

La production de l'ensemble de l'industrie (yc. énergie et IAA) augmente par rapport à mars (+1,4 % après -1,0 % en mars).

Indices de la production industrielle (NES - cvs-cjo, base 100 en 2000)	Variations en %			
	T/T-4 (1)	T/T-1 (2)	Mars / Fév.	Avril / Mars
INDUSTRIE				
ensemble (EB...EG)	+2,1	+0,8	-1,0	+1,4
hors énergie et IAA (EC...EF)	+1,7	+0,7	-1,6	+1,7
Ind. agricoles et alimentaires (EB)	-0,4	-0,3	-0,8	+0,1
Biens de consommation (EC)	-1,7	-0,1	-1,6	+0,5
Industrie automobile (ED)	+1,0	-0,6	-2,6	+3,8
Biens d'équipement (EE)	+6,3	+1,8	-1,2	+2,0
Biens intermédiaires (EF)	+0,4	+0,7	-1,8	+1,6
Énergie (EG)	+6,0	+1,6	+2,5	+0,5
Construction (EH)	+3,1	+1,3	-0,9	+0,5

(1) Trois derniers mois / trois mêmes mois de l'année précédente.

(2) Trois derniers mois / trois mois précédents.

La production de **biens de consommation** est en hausse (+0,5 %) : elle augmente dans "l'habillement, cuir" (+2,4 %), les "équipements du foyer" (+1,5 %) et les "produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien" (+0,3 %).

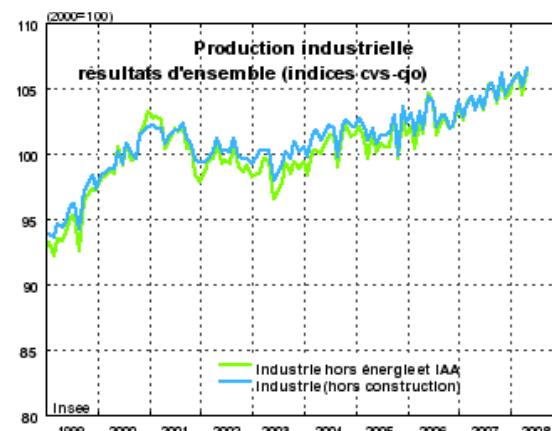
L'**industrie automobile** enregistre un rebond en avril (+3,8 %).

La production de **biens d'équipement** s'accroît (+2,0 %) : elle augmente dans les "équipements électriques et électroniques" (+2,7 %), les "équipements mécaniques" (+1,8 %) et les "bateaux, avions, trains, motos" (+1,3 %).

La production de **biens intermédiaires** augmente également (+1,6 %) : elle est en hausse dans les "produits chimiques, en caoutchouc ou plastique" (+3,1 %), les "composants électriques et électroniques" (+2,0 %), les "produits de l'industrie textile" (+1,3 %), les "produits minéraux" (+1,2 %) et les "métaux et produits métalliques" (+1,1 %) ; elle diminue dans les "produits en bois, papier ou carton" (-1,6 %).

Les **industries agricoles et alimentaires** ont une production quasiment stable en avril (+0,1%).

La production d'**énergie** est en hausse (+0,5 %) de même que l'activité dans la **construction** (+0,5 %) ■



Champ couvert par l'indice de la production industrielle

Les statistiques de production alimentant l'indice de la production industrielle sont représentatives de 90,8 % de la valeur ajoutée des entreprises non artisanales (entreprises de 10 salariés et plus appartenant aux branches 15 à 45 de la NAF). Certaines branches ne sont pas couvertes en totalité. L'indice ne couvre pas la récupération (NAF 37).

Le champ de l'ensemble de l'industrie ('INDUSTRIE (EB...EG)') correspond à l'indice 'ensemble de l'industrie' publié par Eurostat. La décomposition selon les différents regroupements de produits est légèrement différente, même lorsque les intitulés français sont identiques (énergie, biens intermédiaires), en raison de l'utilisation de deux nomenclatures différentes : nomenclature économique de synthèse (NES) pour la France, principaux regroupements de l'industrie (MIG) pour Eurostat.

Progression des mises en chantier en 2007, début 2008, un repli des mises en chantier et des autorisations de construire

En 2007, le secteur aquitain de la construction, tout en restant à un niveau élevé, présente des résultats contrastés.

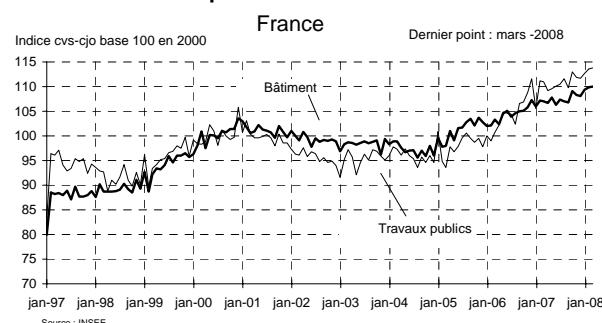
Les ouvertures de chantiers ont progressé pour les logements neufs et pour les locaux non résidentiels..

Les autorisations de construire sont stables pour les logements neufs et diminuent pour les locaux non résidentiels.

Les carnets de commandes pour les travaux publics se garnissent moins vite qu'en 2006, mais l'activité reste à la hausse.

En France

Indice de production de la construction



L'activité dans la construction est restée robuste

En 2007, l'activité dans la construction est restée robuste, malgré un léger ralentissement (+3,6 % contre 3,9 % l'année précédente). Le ralentissement de l'investissement des ménages en bâtiment, amorcé en 2005, a été compensé par une nette accélération dans les travaux publics, traditionnellement stimulés à l'approche des élections municipales.¹

Un haut niveau de mises en chantier en 2007

En 2007, 435 000 logements ont été mis en chantier en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer, soit 0,3 % de plus qu'en 2006. C'est la troisième année consécutive avec un niveau de mises en chantier supérieur à 400 000 logements.

Le nombre de logements autorisés s'élève quant à lui à 548 000, soit 4,7 % de moins qu'en 2006. Il reste cependant supérieur à celui observé en 2005. Le chiffre des autorisations doit toutefois être interprété avec beaucoup de prudence, dans la mesure où suite à la réforme des autorisations d'urbanisme intervenue au 1^{er} octobre 2007, plusieurs centres instructeurs ne sont toujours pas

en mesure de transmettre les informations relatives aux autorisations et aux mises en chantier pour les dossiers déposés après cette date.

Sur l'ensemble de l'année 2007, 51 millions de mètres carrés de locaux non résidentiels ont été autorisés à construire. Les autorisations restent sur un niveau élevé, quasiment identique à celui de 2006. Après un ralentissement observé au début de 2007 et une reprise au troisième trimestre, on observe une nouvelle décélération en fin d'année².

En Aquitaine

Logements neufs³: stabilité des autorisations de construire

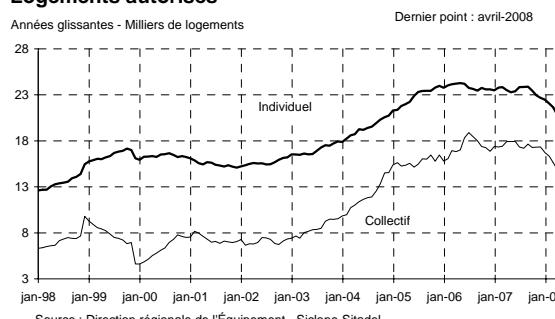
Le nombre d'autorisations de construire varie peu depuis trois ans. Avec près de 40 000 logements autorisés fin 2007, le niveau aquitain baisse très légèrement en une année : de 1,1 %. Au niveau national, la conjoncture est moins bien orientée, le volume de logements autorisés baisse.

Avec 22 700 unités, le secteur des logements individuels connaît une baisse de 3,9 % par rapport à l'année 2006. Cependant près de 5 100 logements ont été autorisés au terme des trois premiers mois de l'année 2008, soit une croissance de 4,5 % par rapport au trimestre précédent.

Fin 2007, le secteur du logement collectif poursuit sa progression avec une croissance annuelle de 2,3 % et près de 17 300 autorisations de construction. Mais, au premier trimestre 2008, le logement collectif chute de 24,7 % par rapport au trimestre précédent.

Un repli début 2008 pour les logements autorisés

Logements autorisés



² Ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement Durables. SESP Infos rapides n° 412 et n° 414.

³ Logements ordinaires (logements en résidence non compris)

¹ INSEE Conjoncture : note de mars 2008

Logements neufs : progression des mises en chantier

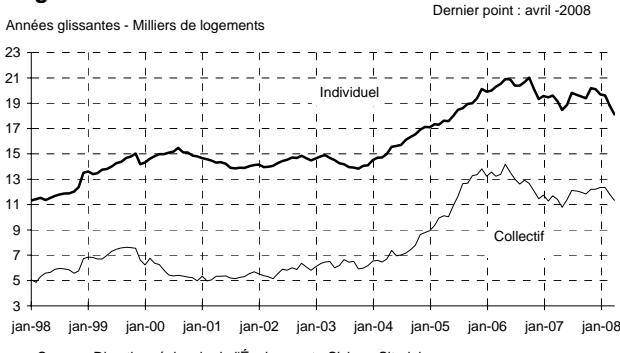
En ce qui concerne l'activité sur le terrain, plus de 32 300 logements ont été mis en chantier fin 2007. En une année, l'évolution des ouvertures de chantiers a été plus importante en Aquitaine qu'en France métropolitaine. Par rapport à 2006, la progression est de 5 % pour la région alors qu'au niveau national il y a stabilité.

Au premier trimestre 2008, les mises en chantier s'établissent à 6 400 logements, soit une diminution de 12,7 % par rapport au trimestre précédent.

Le secteur individuel, avec plus de 20 100 mises en chantier fin 2007, affiche une hausse de 3,9 % par rapport à l'année 2006. Mais au premier trimestre 2008, le secteur est orienté à la baisse : - 20,7 % par rapport au trimestre précédent.

Avec 12 200 logements commencés, le secteur du logement collectif présente de meilleurs résultats qu'en 2006, soit une évolution annuelle de 6,5 %. Sur le premier trimestre 2008, les mises en chantier progressent de près de 3,6 % par rapport au trimestre précédent.

Logements commencés



Commercialisation des logements neufs : ventes de maisons en forte progression

Sur l'année 2007, près de 8 000 logements neufs ont été vendus, soit un recul de 2 % en un an. Le niveau aquitain se situe en dessous de la moyenne nationale (+ 0,9 %). Le nombre des appartements vendus diminue en 2007 pour atteindre le niveau de 2004. La baisse est de 7,4 % en un an. Au contraire, les ventes de maisons neuves progressent de 31 %, pour atteindre un niveau élevé, supérieur à l'excellente année 2005.

Le niveau d'écoulement des stocks augmente. En une année, il est passé de neuf à dix mois pour les maisons individuelles et de sept à onze mois pour les appartements.

Les mises en vente de logements neufs stagnent en 2007 alors que le marché progresse au niveau national (+1,5 %). Malgré la progression des mises en vente des maisons

individuelles (+ 28 %), leur nombre est quatre fois moins important que celui des appartements. Les mises en vente des appartements régressent de 6 % en une année.

Locaux non résidentiels : recul des surfaces autorisées et progression des mises en chantier.

En 2007, les autorisations de construire des locaux non résidentiels baissent de 5 % par rapport à 2006, contre - 0,2 % au niveau national. Avec 2,6 millions de m², le niveau reste très élevé. Le premier trimestre 2008 enregistre une progression de 12 % par rapport au trimestre précédent.

Le secteur primaire présente de moins bons résultats qu'en 2006 (- 13,6%), entraîné par la chute du stockage agricole.

Le secteur secondaire se redresse par rapport à 2006 (+ 23,5 %). Cette croissance est portée par les « bâtiments industriels » et les « ouvrages spéciaux ».

Le tertiaire cesse sa progression depuis deux ans et enregistre une baisse de 12,9 % en 2007. Seuls deux secteurs échappent à cette tendance : « l'hygiène et l'action sociale » et « les commerces ».

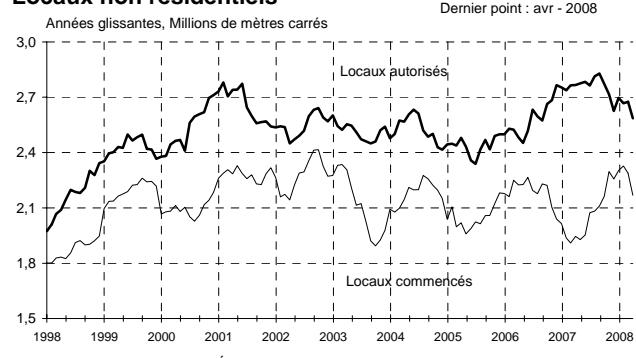
Avec 2,3 millions de mètres carrés de bâtiments non résidentiels dans l'année 2007, les mises en chantier enregistrent une hausse de 10,6 % dans la région. Le niveau national affiche une hausse moins importante de 6,2 %.

Les aléas de la conjoncture affectent toujours le secteur primaire, mais la chute est enrayer fin 2007 avec une timide croissance de 0,6 % par rapport à 2006.

Depuis deux ans, le secteur secondaire poursuit sa progression qui s'établit fin 2007 à 17,1 %, surtout portée par les « bâtiments industriels ».

La conjoncture est mieux orientée pour le tertiaire en 2007 par rapport à l'année précédente. Avec une croissance de 14,3 %, seuls trois secteurs ralentissent cette progression : « hygiène et action sociale », « hôtels et autres locaux » et les « commerces »..

Locaux non résidentiels



Travaux publics en 2007 en Aquitaine : activité soutenue, mais les carnets de commandes se remplissent moins vite

Fin 2006, les travaux publics présentent un chiffre d'affaires en nette augmentation par rapport à l'année précédente. Le volume des travaux réalisés dans la région atteint 2,1 milliards d'euros, soit une évolution de 11,4 % par rapport à 2005⁴. Le secteur est plus dynamique en Aquitaine qu'au niveau national (+ 9,5 %). Dans le classement des régions françaises, l'Aquitaine se situe en 6^e position comme l'année précédente. Le secteur des travaux routiers représente 40 % de l'activité des travaux publics et son chiffre d'affaires a augmenté de 8,3 %. Contrairement à l'année précédente, excepté le secteur des « fondations spéciales, travaux souterrains, travaux maritimes et fluviaux » qui présente un chiffre d'affaires stable, tous les secteurs présentent des résultats en progression.

Travaux publics

Répartition du chiffre d'affaires aquitain

	2006	en % Evolution 2006/05
Travaux routiers	40	8,3
Ouvrage d'art et terrassements généraux	21	10,0
Hygiène publique	21	19,6
Réseaux électriques	11	2,3
Fondations spéciales, travaux souterrains, travaux maritimes et fluviaux	5	0
Voies ferrées	3	159,1

Source : Fédération et Syndicat des Travaux Publics d'Aquitaine

Le début de l'année 2007 a permis de continuer sur la tendance à la hausse d'activité. Les carnets de commandes se garnissent moins vite qu'en 2006, la fin des grands projets aquitains et la nouvelle gestion des routes laissent planer des tensions sur la profession. Selon les entrepreneurs interrogés en janvier 2008, la conjoncture fléchit dans les travaux publics. Le rythme de l'activité s'est globalement maintenu au dernier trimestre 2007. Les carnets de commandes des entrepreneurs s'érodent nettement au 1^{er} trimestre 2008, tant pour la clientèle privée que publique. L'emploi serait également moins dynamique au cours des prochains mois.

Parallèlement, les contraintes de production se réduisent aussi, mais restent encore élevées.. Les entrepreneurs sont un peu moins nombreux à invoquer l'insuffisance de personnel comme facteur limitant la production. Un peu plus de deux entreprises sur cinq déclarent encore être contraintes par une insuffisance de main-d'œuvre En revanche, ils citent un peu plus souvent l'insuffisance de matériel.

⁴ Fédération et Syndicat des Travaux Publics de la Région Aquitaine

Les investissements des collectivités locales s'élèvent à 1,1 milliard d'euros pour des travaux publics en 2007⁵. En un an, l'augmentation est de 8,7 %. Les investissements les plus importants sont effectués par les communes de moins de 5 000 habitants (23 %), la Communauté Urbaine de Bordeaux (21 %), les départements et la région (19 %).

En 2007, les prévisions de travaux routiers financés par les départements progressent de 20 % en une année.

Les perspectives d'investissements des Conseils généraux sur les routes départementales seraient de 230 millions d'euros, soit une évolution de 24 %⁵ ■

Conséquences possibles de la réforme du permis de construire sur le suivi statistique de la construction et du logement.

Les autorisations d'urbanisme constituent la base du suivi statistique de la construction. La réglementation issue de la réforme du permis de construire, entrée en vigueur le 1^{er} octobre dernier, risque d'en affecter les modalités d'observation.

Une réforme d'une telle ampleur s'accompagne en effet d'une période de « rodage ». S'agissant des statistiques de la construction, le maximum a été fait pour assurer la continuité des séries régulièrement diffusées. Pour autant, il n'est pas exclu que les données mensuelles puissent être perturbées sur une courte période notamment par des effets de décalage d'enregistrements.

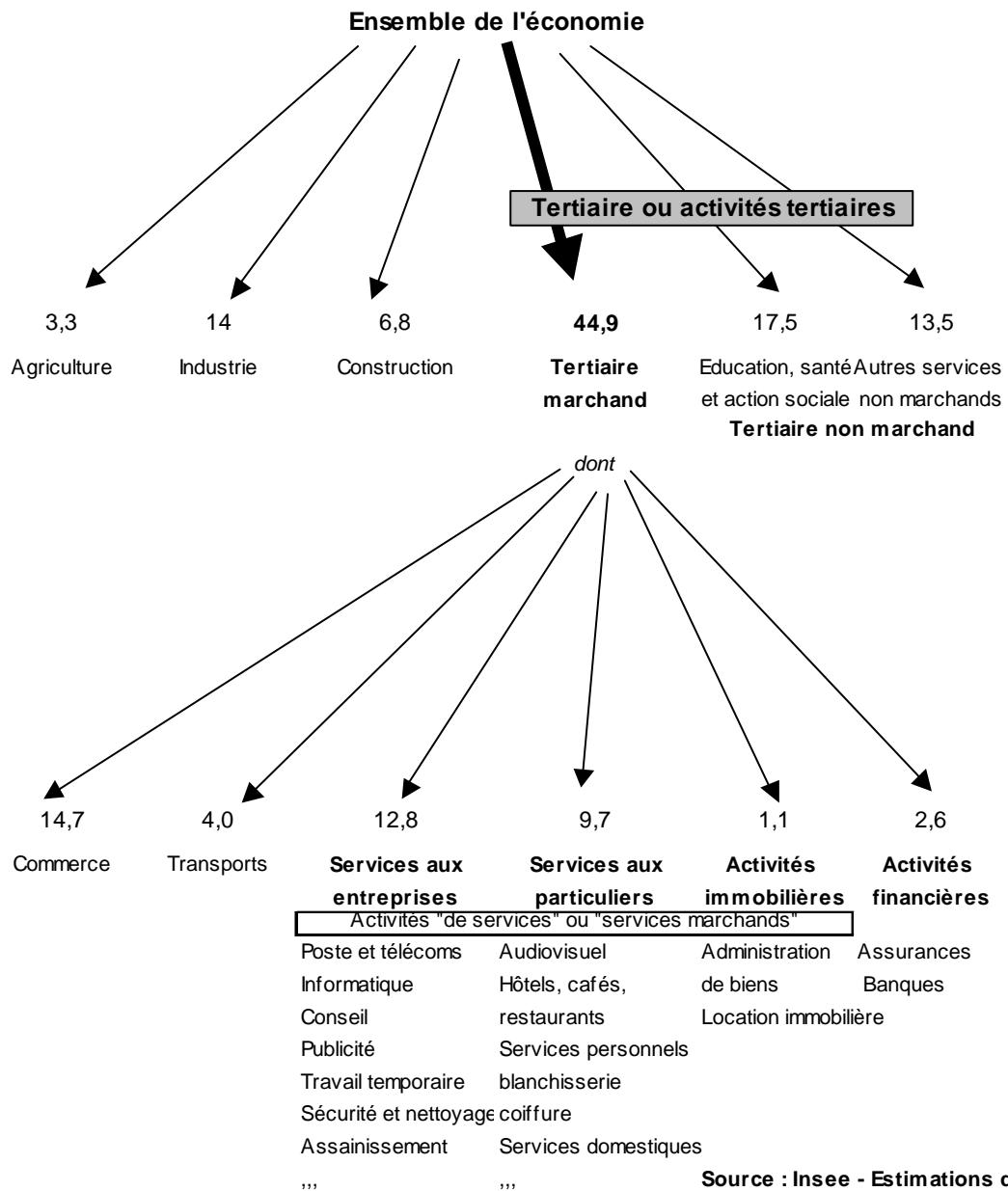
La réforme des autorisations d'urbanisme a pour objectif de simplifier et de sécuriser l'application du droit de l'urbanisme. Les règles d'instruction des permis de construire sont renouvelées, rendant le permis de construire plus clair et plus proche des usagers.

Ministère de l'Énergie, du Développement et de l'Aménagement Durables.
Communiqué de presse du 29 octobre 2007

⁵ Budgets primitifs. Ne sont pas pris en compte les budgets des groupements sans fiscalité propre. Source CEBATRAMA, Observatoire régional du BTP

La place des services dans l'économie aquitaine

en % d'emploi salarié au 01/01/2007



NES 16 Intitulés de la NES Nomenclature Economique de Synthèse

EA	Agriculture, Sylviculture, Pêche
EB	Industries agricoles et alimentaires
EC	Industries de biens de consommation
ED	Industrie automobile
EE	Industries des biens d'équipement
EF	Industries des biens intermédiaires
EG	Energie
EH	Construction
EJ	Commerce
EK	Transports
EL	Activités financières
EM	Activités immobilières
EN	Services aux entreprises
EP	Services aux particuliers
EQ	Education, Santé, Action sociale
ER	Administration

Industrie	EB à EG
Industrie manufacturière	EC à EF
Tertiaire	EJ à ER
Services marchands	EL, EM, EN, EP

La progression du trafic TER voyageurs se poursuit début 2008

Le trafic aquitain voyageurs¹ poursuit sa progression en 2007 dans tous les modes de transport, souvent de manière plus ralenties qu'en 2006.

Les croissances les plus importantes concernent le mode ferroviaire (+5,5% pour les Trains Express Régionaux en 2007 et 6,2 % début 2008) et le mode aérien (+4,4% en 2007 et 2,5 % début 2008).

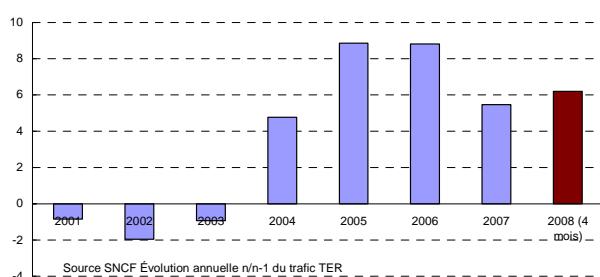
Pour les marchandises, le mode maritime enregistre une hausse de trafic après une baisse entre 2005 et 2006.

Par ailleurs, le fret ferroviaire maintient son redressement alors que le trafic Poids lourds est toujours croissant.

L'année 2007 est marquée par une baisse significative du trafic du transport routier de marchandises pour des flux intra-aquitains. Les activités de transport combiné progressent.

En 2007, la fréquentation des trains express régionaux (TER), mesurée en nombre de voyageurs*kilomètres, progresse de 5,5 %, poursuivant ainsi la croissance entamée depuis 2004. Cette tendance est cependant moins forte que dans les années précédentes : le trafic total augmentait de 8,8 % en 2005 et en 2006. Pour le début 2008 (janvier à avril), la hausse atteint 6,2 %.

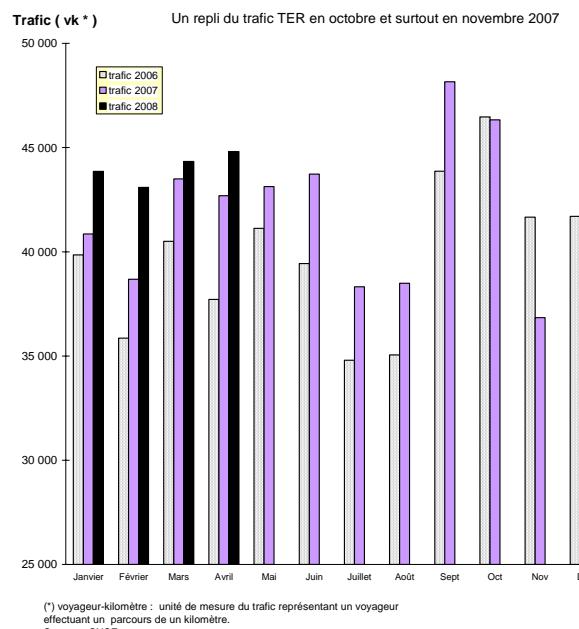
Des TER très fréquentés depuis 2004



Les grèves observées en novembre 2007 ont affecté le trafic. Octobre et novembre sont les deux mois 2007 pour lesquels le trafic est inférieur à celui de 2006.

Hormis sur les liaisons Périgueux-Brive et surtout Hendaye-Tarbes, lesquelles avaient augmenté en 2006, la totalité des liaisons voyageurs en Aquitaine progresse en 2007. Les lignes Bordeaux-Agen, Bordeaux-Périgueux et Bordeaux-Arcachon sont les plus empruntées. Le trafic de Bordeaux-Hendaye a plus que doublé entre 2004 et 2007.

¹ Extrait de l'article rédigé par la DRE dans le dossier Insee Aquitaine numéro 66 «L'année économique et sociale 2007 en Aquitaine» juin 2008
site : www.transports.equipement.gouv.fr



Trafic passagers en baisse pour l'aéroport de Bergerac - Roumanières

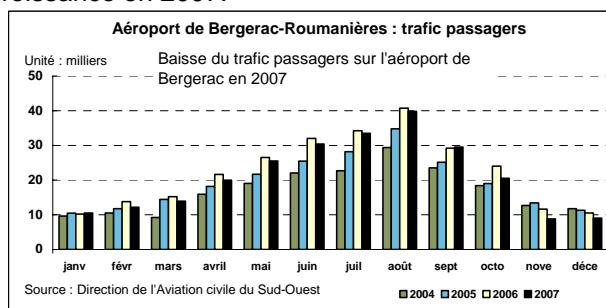
Le nombre de passagers locaux des aéroports aquitains s'élève en 2007 à 5,4 millions, soit 4,4 % de plus qu'en 2006.

Le trafic passagers de l'aéroport de Bordeaux en 2007 poursuit sa croissance au même rythme qu'en 2006 (6 %). Dix nouvelles lignes ont été créées : Ajaccio, Bastia, Brest, Toulon, Abidjan, Bologne, Francfort, Venise, Milan, Oslo et Londres-Gatwick. La création de ces lignes contribue à la croissance du trafic international de 13 % et à celle du trafic national de 2,6 %. Début 2008, sur 4 mois, la croissance est de 2,4 %.

Le trafic de l'aéroport de Biarritz-Anglet-Bayonne progresse de 7,3 %, dopé en particulier par l'ouverture de quatre nouvelles liaisons à bas-coût : Oslo, Copenhague, Genève et Francfort.

A Pau, le trafic de l'aéroport est stable. Une nouvelle ligne à bas-coût sur Bruxelles a été créée depuis octobre 2007. Les résultats sont meilleurs en début 2008 (+2,4 %).

L'aéroport de Bergerac a stoppé sa forte croissance en 2007.



Il fait face à une baisse de 6 % de son trafic passagers, malgré la création de trois nouvelles lignes à bas-coût vers Londres-Gatwick, Manchester et Edimbourg.

La baisse considérable du nombre de passagers pour l'aéroport d'Agen est due à l'arrêt de l'exploitation de la ligne à Obligation de Service Public sur Paris par Aérocondor en avril 2007. Le trafic passagers sur l'aéroport de Périgueux est toujours nul en 2007, depuis la fermeture de la ligne Périgueux-Paris en mars 2005.

Trafic maritime : record pour les conteneurs à Bordeaux

Le trafic maritime aquitain progresse de 3,4 % en 2007. Cette progression résulte de la hausse significative du trafic du Port de Bayonne combinée à celle plus légère du trafic du Port autonome de Bordeaux.

L'activité du Port Autonome de Bordeaux augmente de 1,1 % en 2007 avec 8,3 millions de tonnes. Notons que pour l'ensemble des ports autonomes, le trafic est stable en 2007.

Le port autonome de Bordeaux assoit principalement son trafic sur les importations d'hydrocarbures qui constituent près de 45% de son activité. Néanmoins, l'année 2007 a été marquée par un retard de 150 000 tonnes par rapport à 2006 qui reflète la baisse nationale observée dans la filière.

Les conteneurs illustrent tout particulièrement l'activité portuaire bordelaise au cours de l'année écoulée : avec 65 223 EVP (équivalent vingt pieds) manutentionnés, le trafic est à son plus haut niveau historique, et leur tonnage, en augmentation de 18 %, dépasse les 660 000 tonnes.

A l'export, le pétrole brut local, après avoir culminé à près de 500 000 tonnes, représente depuis plusieurs années un poste de l'ordre de 350 000 tonnes par an. Suite à l'arrêt des expéditions consécutif à l'accident enregistré en début d'année sur le terminal de stockage dédié d'Ambès, moins de 40 000 tonnes ont quitté la presqu'île en 2007, impactant de près de 300 000 tonnes le trafic portuaire attendu.

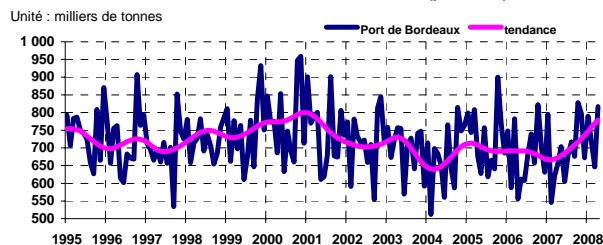
Cependant, les trafics énergétiques n'ont pas tous été pénalisés. Les gaz de pétrole liquéfiés progressent de 5 % et les charbons atteignent 261 000 tonnes (+26 %).

Parallèlement, on constate une très forte croissance des matériaux de construction : les granulats, les ciments, et désormais les laitiers, après le démarrage du broyeur de Lafarge Ciments.

Nonobstant le repli de 15 % (un million de tonnes en 2007) par rapport à 2006, dans le domaine des trafics agricoles, le premier poste est toujours occupé par les céréales. Fortement liés à l'activité agricole régionale, les engrais

manufacturés sont en hausse de 31 % par rapport à 2006.

Port de Bordeaux : trafic marchandises (par mois)



Source : Direction des transports maritimes, des ports et du littoral

Les résultats des quatre premiers mois de 2008 laissent apparaître une progression de 5,9 %.

Trafic maritime : + 8 % à Bayonne

Le port de Bayonne, avec 4,4 millions de tonnes en 2007, connaît une hausse de trafic de 8,2 %. Dans le domaine des produits pétroliers qui représentent 20 % des échanges du port de Bayonne, le trafic est en forte hausse et résulte de la croissance des exportations de pétrole brut (+112 %). Parallèlement, le trafic des solides en vrac croît de 10 % en 2007 : les pertes sur les céréales, la nourriture animale et les charbons sont compensées par la hausse du trafic de minerais et du trafic d'engrais.

Les résultats du premier trimestre 2008 sont moins encourageants : + 0,2 % de hausse.

Réforme des sept ports autonomes français, dont le port de BORDEAUX

Le projet de réforme des sept grands ports autonomes a été adopté par le Sénat le 21 mai 2008 et la discussion devant l'assemblée nationale est prévue le 18 juin 2008.

Une des dispositions consiste à transférer les outillages (grues, etc.) des ports concernés vers des opérateurs de manutention privés. Les grutiers et les mécaniciens seraient repris par ces sociétés privées.

Les sept ports autonomes français sont : **Bordeaux** (8,3 millions de tonnes de trafic marchandises en 2007 et 1 500 emplois portuaires directs)

Dunkerque (57,1 millions de tonnes et 2 045 emplois)

Le Havre (78,8 millions de tonnes et 10 519 emplois)

Marseille (96,4 millions de tonnes et 11 117 emplois)

Nantes Saint-Nazaire (34,1 millions de tonnes et 2 075 emplois)

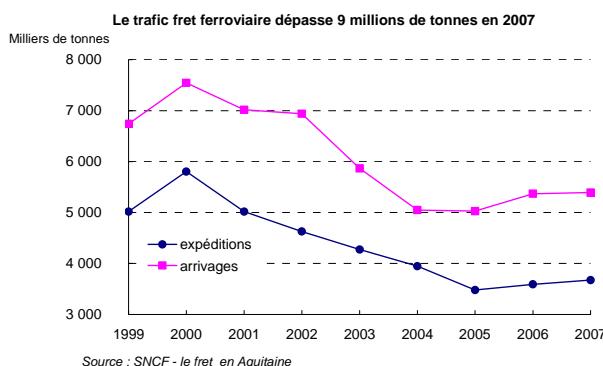
La Rochelle (7,5 millions de tonnes et 1 300 emplois)

Rouen (22,2 millions de tonnes et 2 818 emplois)

Maintien du fret ferroviaire

L'activité fret ferroviaire en 2007 continue sa croissance entamée en 2006.

Le trafic 2007, de 9,1 millions de tonnes, est en hausse par rapport à 2006. Les expéditions totalisent 3,7 millions de tonnes (+4,1 %). Les arrivages, supérieurs aux expéditions, atteignent 5,4 millions de tonnes (+2,8 %).



Marchandises par transport routier : moins de flux intra - aquitains

En trafic moyen journalier annuel, l'évolution du trafic Véhicules Légers (VL) est en hausse depuis 2001 sur l'axe Nord-Sud. Sur les quatre points de comptages, la croissance moyenne annuelle de trafic moyen entre 2001 et 2007 s'élève à 3,5 %.

A Biriou, à la frontière avec l'Espagne, elle atteint 6,6 %. Plus de 18 000 véhicules y sont comptés chaque jour en 2007.

Le trafic Poids lourds (PL) continue de progresser depuis 2001, encore plus que le trafic VL.

L'année 2007 est marquée par une baisse significative du trafic du transport routier de marchandises pour des flux intra-aquitains. En effet, le trafic diminue de 14 % avec un trafic de 97 millions de tonnes (111 millions de tonnes en 2006). Les flux internes à la région concernent les tonnages réalisés par des utilisateurs de véhicules routiers de transport de marchandises, sous pavillon français, sans considération de la localisation géographique de l'entreprise ou de l'établissement qui utilise les véhicules.

Les flux entrants (venant de France ou de l'étranger) sont en légère baisse durant toute l'année 2007. Depuis 2004, le volume du flux de marchandises entrant en Aquitaine est quasiment identique au volume du flux sortant de l'Aquitaine.

Les flux totaux en Aquitaine connaissent en 2007 une nouvelle baisse de 9,7 % due en grande partie aux flux intra-Aquitaine.

Le Transport Combiné en progression

Le transport combiné de la SNCF (maritime et terrestre) connaît une hausse continue du tonnage de ses activités pour atteindre 1,4 millions de tonnes en 2007, soit une augmentation de 11 % par rapport à 2006.

Combiné SNCF				Tonnes Evolution 2007/2006 (%)
	2005	2006	2007	
Expéditions	580 471	658 774	707 906	7,5
Arrivages	626 676	670 708	764 056	13,9
TOTAL	1 207 147	1 329 482	1 471 962	10,7

Source : SNCF

L'activité du transport combiné se voit complétée par l'activité de l'entreprise Novatrans sur les plates-formes de Bordeaux Hourcade et Bayonne Mouguerre. En 2007, le transport combiné de Novatrans, avec plus de 752 000 tonnes a augmenté de 6,4 %. En UTI, le trafic a augmenté de 2,9 % et s'élève à 43 887 UTI. Cette forte augmentation est due à un trafic plus important sur la plate-forme de Bayonne Mouguerre, le trafic sur la plate forme de Bordeaux Hourcade ayant diminué.

Le transport combiné est le transport de marchandises de bout en bout dans un même conteneur ou une même caisse mobile utilisant successivement plusieurs modes de transport. Chez les professionnels du secteur, l'appréciation du transport combiné est effectuée en unité de transport intermodal (UTI).

L'unité de transport intermodal correspond à des conteneurs, caisses mobiles et semi-remorques convenant au transport intermodal ■

Une stabilité du nombre d'établissements dans le commerce et une progression de l'emploi salarié

En France, en 2007, l'activité dans le commerce est dynamique. Dans la région, on observe encore en 2007 une quasi-stabilité du nombre d'établissements commerciaux, la hausse dans le commerce de gros compensant le recul du commerce de détail, soit les phénomènes inverses de 2006.

La progression de l'emploi salarié est essentiellement portée par le commerce de détail, comme au niveau national.

Les commerces de détail d'alimentation générale sont de moins en moins nombreux dans le paysage commercial dans tous les départements, excepté celui de la Gironde.

En 2007, les créations d'entreprises dans le commerce sont en augmentation encore plus sensible qu'au niveau France.

En Aquitaine, le nombre de commerces de gros est en légère hausse (+ 0,5 %), après une baisse en 2006 (- 0,6 %). Par contre, dans le commerce de détail, c'est la stabilité en 2007 qui fait suite à l'augmentation de 2006 (-0,3 %).

En 2007, on compte 34 250 établissements commerciaux en Aquitaine, répartis entre 23 740 établissements de commerce de détail ou d'artisanat commercial¹ et 10 510 établissements de commerce de gros..

Ils sont 135 100 salariés employés dans ce secteur², les deux tiers travaillent dans le commerce de détail ou l'artisanat commercial.

Dans le commerce de gros, la progression est due principalement aux commerces de biens intermédiaires non agricoles, en augmentation de 3,5 %.

Le nombre de commerces de produits de consommation non alimentaires diminue de nouveau (-1,8 %), après une baisse de 3,7 % en 2006. Ce recul est plus marqué dans les départements de Dordogne et de Lot-et-Garonne.

Le parc des établissements de commerce de gros des produits de consommation alimentaires baisse de -1,4 %. Un déficit est observé dans tous les départements aquitains hormis celui de Gironde qui progresse de 1 %.

Le nombre d'établissements dans l'ensemble du commerce de gros diminue dans le Lot-et-

Garonne et les Pyrénées-Atlantiques, mais il augmente dans tous les autres départements. Dans le commerce de gros, l'emploi salarié progresse légèrement.

Dans le commerce de détail, les magasins qui ont le plus disparu du paysage commercial aquitain sont les commerces d'alimentation générale (-3,2 %). Excepté la Gironde, tous les départements ont perdu un grand nombre de ces petits commerces (entre -6 % et -5 %). Dans le commerce de détail, l'emploi salarié progresse nettement plus que dans le commerce de gros.

En 2007, les créations d'entreprises dans le commerce aquitain ont augmenté de 19 %, hausse plus importante qu'au niveau national (+15 %).

Au niveau national, en 2007, la croissance dans le commerce de détail et l'artisanat commercial est toujours tirée par les commerces non alimentaires spécialisés et les pharmacies ■

Le commerce de détail consiste à vendre des marchandises dans l'état où elles sont achetées (ou après transformations mineures) généralement à une clientèle de particuliers, quelles que soient les quantités vendues. Outre la vente, cette activité de commerce de détail peut aussi recouvrir la livraison et l'installation chez le client (de meubles ou d'électroménager par exemple).

La commercialisation d'un bien comprend généralement successivement une activité de commerce de gros (commerce inter entreprise) suivie d'une activité de commerce de détail mais certains biens (biens d'équipement) ne font pas l'objet de commerce de détail.

Le commerce de gros consiste à acheter, entreposer et vendre des marchandises généralement à des détaillants, des utilisateurs professionnels (industriels ou commerciaux) ou des collectivités, voire à d'autres grossistes ou intermédiaires, et ce quelles que soient les quantités vendues.

Les intermédiaires du commerce de gros mettent, quant à eux, en rapport les acheteurs et les vendeurs (ou bien exécutent des opérations commerciales pour le compte d'un tiers), sans être eux-mêmes propriétaires des marchandises (il s'agit des commissionnaires, courtiers, agents commerciaux, représentants non salariés, etc.). Les centrales d'achats, autres intermédiaires du commerce, peuvent, quant à elles, être propriétaires des marchandises, qu'elles cèdent alors à leurs adhérents et à leurs affiliés pour une marge de commerce très faible.

¹ Le champ inclut ici les activités artisanales assimilées au commerce, telles les boulangeries, pâtisseries, charcuteries, mais n'inclut pas le commerce automobile, ni le commerce de détail des carburants.

² Source : Insee - Unedic au 01/01/2006

Les SERVICES AUX ENTREPRISES, une progression de l'emploi salarié plus ralenties en 2007

Dans le secteur des services aux entreprises, créateur d'emplois, la croissance de l'emploi salarié marchand hors intérim, resterait vive en 2007 avec + 2,3 %, mais la hausse serait nettement plus modeste qu'en 2005 et 2006.

Les SERVICES AUX ENTREPRISES regroupent un peu plus de 137 500 personnes en Aquitaine, soit environ 13 %¹ des emplois salariés régionaux. Les 27 000 établissements aquitains représentent 4,4 % de l'offre de service française en nombre d'unités. Ils sont localisés dans les départements les plus urbanisés, la Gironde (52 %) et les Pyrénées-Atlantiques (21 %). Dans ces deux départements, la progression se situe au-dessus de la moyenne régionale.

L'Aquitaine se caractérise par un réseau de petits établissements. Six sur dix n'ont pas de salarié. Seulement 8 % du total des établissements emploient plus de 9 salariés. Les SERVICES PROFESSIONNELS (activités juridiques, comptables et conseil pour les affaires et la gestion) et les SERVICES DE SÉCURITÉ, NETTOYAGE ET SERVICES DIVERS sont les activités les plus employeuses.

Dans les SERVICES AUX ENTREPRISES :

- ▲ Le nombre d'établissements aquitains progresse de 3,6 % en 2006, après 4 % en 2006 et 5 % en 2005.
- ▲ Les plus fortes hausses relatives du nombre d'établissements se réalisent dans les ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION D'ENTREPRISES, et les ACTIVITÉS INFORMATIQUES.
- ▲ Les créations d'entreprises dans ce secteur augmentent de 9 % en Aquitaine, comme au niveau national. Les augmentations les plus fortes sont enregistrées dans les départements des Landes et du Lot-et-Garonne.
- ▲ En 2006, l'emploi salarié aquitain dans les services aux entreprises avait progressé de 1,7 %, deux fois moins vite qu'en 2005. C'est dans les activités « Conseils et assistance » que l'emploi salarié a le plus augmenté. Les services de « postes et télécommunications » continuent à afficher un recul du nombre de salariés.

¹ Chiffres issus des estimations d'emploi INSEE

Zoom sur l'ingénierie et les bureaux d'études, un secteur en pleine évolution²

Au sein des services aux entreprises, « l'ingénierie et les études techniques » est une activité importante en Aquitaine.

Les bureaux d'études techniques doivent faire face à de profondes évolutions, en particulier l'atomisation du secteur et la variété des enjeux.

Au 1^{er} janvier 2007, les établissements aquitains (environ 1 950) représentaient 4,7 % des établissements français du secteur, un pourcentage légèrement supérieur à celui de la région voisine de Midi-Pyrénées (4,5 %). Le développement industriel aquitain est de plus en plus consommateur de ressources en ingénierie, notamment dans l'aéronautique ou le BTP, parmi lesquels certaines structures dépassent 100 salariés.

Le poids des grandes agglomérations impacte leur implantation.

Le marché de l'emploi est tendu en ingénierie tant au niveau national (le Syntec Ingénierie prévoyait environ 13 000 embauches annuelles), que régional. En 2006, 40 % des recrutements sont envisagés comme difficiles, principalement sur Bordeaux et Pau³. Sont surtout recherchés des profils expérimentés, en particulier dans le domaine du projet (chefs de projet, ingénieurs de projet ou d'étude, contrôleurs techniques...).

De plus en plus de contraintes

Le secteur se trouve confronté aux contraintes grandissantes des donneurs d'ordres, notamment la nécessaire réduction des délais de développement et la mobilisation de nombreuses expertises pour faire face à la complexité croissante des réglementations et des contraintes environnementales et sécuritaires. La profession doit également envisager d'autres prestations que la seule conception (partenariats publics-privés, projets clés en main...), s'allier à d'autres ingénieries, s'internationaliser pour investir les marchés émergents, participer au financement des projets et à la prise en charge du risque, mouvement qui l'amène à se doter d'une structure financière solide.

² Extrait de l'article rédigé par la Drire dans le dossier Insee Aquitaine numéro 66 « L'année économique et sociale 2007 en Aquitaine » juin 2008

³ Enquête BMO (Besoins en Main-d'œuvre) – 2006 – Unedic Assedic

La saison touristique en 2007, satisfaisante dans les hôtels girondins, mais passable dans les campings aquitains

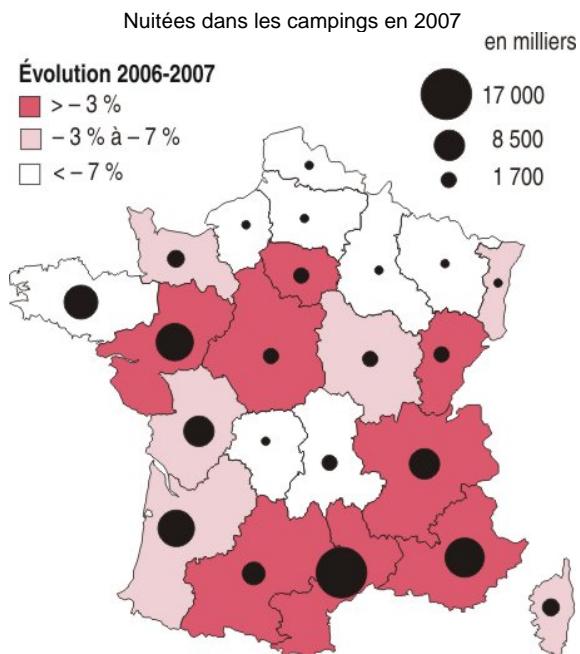
En Aquitaine, avec 17,7 millions de nuitées de mai à septembre 2007, la fréquentation touristique dans les hôtels et les campings diminue de 2 % par rapport à 2006.

L'augmentation des nuitées dans l'hôtellerie (+ 1,6 %) ne suffit pas à compenser la baisse de fréquentation dans les campings, plus affectés par le mauvais temps (-3,6 %). Les étrangers ont été proportionnellement plus nombreux en 2007 dans les campings et dans les hôtels.

Le bilan de la saison en Gironde et dans l'agglomération bordelaise en particulier est très satisfaisant, favorisé par les effets « coupe du monde de rugby » et « inscription de Bordeaux au patrimoine de l'Unesco ».

L'offre d'hébergement dans les hôtels est stable, par contre elle diminue dans les campings.

Au niveau national, en 2007, la fréquentation touristique progresse nettement dans les hôtels par rapport à 2006 (+ 2,6 %), surtout grâce aux touristes étrangers. Le nombre des nuitées dans les campings recule de 2,5 %. À l'exception des régions méditerranéennes, les mauvaises conditions météorologiques affectent fortement la fréquentation. Cette année, seules les régions Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur réalisent de bons résultats. Dans les autres régions, la fréquentation est en nette diminution. (*cf. carte ci dessous*).



Source : Insee, Direction du tourisme

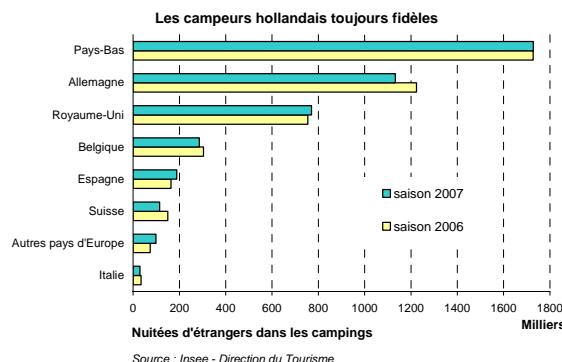
Au niveau aquitain, la fréquentation progresse de 1,6 % dans l'hôtellerie (5 millions de nuitées), et diminue de 3,6 % dans l'hôtellerie de plein air, plus affectée par le mauvais temps (12,7 millions de nuitées).

Une saison difficile dans les campings

La fréquentation, en baisse, dans les campings durant la saison 2007 place la région au 3^e rang. Les campings aquitains sont légèrement moins occupés qu'en 2006. Les taux d'occupation sont similaires à ceux de la saison précédente en Lot-et-Garonne et les Pyrénées-Atlantiques. Un repli autour de 1 % est observé dans les trois autres départements, tant en bord de mer que dans l'intérieur des terres. L'occupation des campings aquitains recule beaucoup au mois d'août (-3,5 points), seul le mois de septembre affiche un résultat en hausse de 0,8 point par rapport au même mois de 2006.

La quasi-totalité des nuitées perdues par les campings aquitains en un an l'ont été au cœur de la saison, juillet et août (respectivement -1,1 % et -6,5 %). Les touristes ne retrouvent le chemin des campings qu'en septembre (+2 %). Le déficit des nuitées de la clientèle française par rapport à la saison 2006 s'élève à 4,4 %, principalement réparti en juillet et août. La hausse des nuitées de septembre (+3 %) de cette clientèle ne compense pas les pertes enregistrées en début de saison.

Le nombre de nuitées des touristes étrangers diminue de 2 % sur l'ensemble de la région. Les départements de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques présentent des résultats nettement moins bons qu'en 2006, respectivement -13 % et -18 %. La fréquentation étrangère des campings de la Dordogne progresse de 3 %, alors que celle de la Gironde se maintient (+1 %).



La part des Européens dans la clientèle étrangère des campings de la région est forte (99 %). Ils viennent d'abord des Pays-Bas, puis d'Allemagne et ensuite du Royaume-Uni.

Moins d'emplacements dans les campings

Le nombre de campings est stable, mais celui des emplacements proposés aux campeurs diminue de 2 % par rapport à la saison 2006. Cette baisse est liée à la suppression d'emplacements « nus » (-4 %), alors que les emplacements locatifs augmentent de 5 %. Lors de la saison 2007, ces emplacements équipés constituent un quart de l'offre totale. Le dynamisme de l'offre haut de gamme se confirme : la catégorie « 3 ou 4 étoiles » atteint désormais les deux tiers de la capacité d'accueil des campings aquitains.

Une bonne saison dans l'hôtellerie

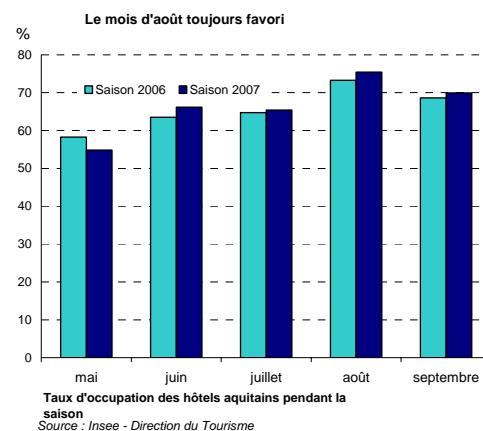
La saison dans l'hôtellerie aquitaine est plus satisfaisante (+1,6 %). Contrairement à la saison 2006, les Français ont contribué à la hausse de la fréquentation hôtelière, mais de façon moindre que les touristes étrangers (1 % contre 3 %). La progression des nuitées est surtout liée aux bons résultats des hôtels girondins. Elles augmentent aussi en Lot-et-Garonne, mais diminuent dans les autres départements.

La fréquentation hôtelière de la Ville de Bordeaux et de l'agglomération gagne quatre points par rapport à la saison précédente. Celle de la côte basque est stable. La clientèle étrangère participe à ces bons résultats en Gironde. Ses nuitées augmentent de 12 % sur le département. Le salon de Vinexpo en juin, la Coupe du monde de rugby en septembre, le classement de Bordeaux au patrimoine de l'Unesco concourent certainement à ces excellents résultats.

L'origine des touristes étrangers logeant dans les hôtels aquitains varie peu d'une saison à l'autre. Ils sont à 80 % européens, les plus nombreux étant les Britanniques, suivis des Espagnols et des Allemands.

Un taux d'occupation hôtelier en hausse

De mai à septembre 2007, avec 66,4 % de chambres louées, les hôtels aquitains affichent un taux d'occupation supérieur de 0,7 point à celui la saison 2006. En 2007, cet indicateur croît plus sensiblement en août (+ 2,2 points) et surtout en juin (+ 2,7 points), où il est cette année plus élevé qu'en juillet, particulièrement en Gironde. Les mois d'août et septembre sont les plus occupés.



Le taux d'occupation saisonnier des hôtels girondins augmente de trois points en 2007 et devance celui des hôtels pyrénéens. Le mois de mai reste le plus faiblement occupé de la saison, en dépit de l'opportunité de week-end prolongés et du « pont » possible de l'Ascension. Une météo médiocre et l'absence de vacances scolaires sur la période en sont les causes principales.

L'occupation des hôtels des deux zones touristiques bordelaises, Bordeaux et son agglomération (70 %), dépasse celle des autres zones, à l'exception de celle de la côte basque toujours élevée (80 %).

Le déficit d'ensoleillement de la saison 2007 a vraisemblablement incité les touristes à délaisser les hôtels du littoral au profit de ceux de l'arrière-pays.

L'activité hôtelière sur toute l'année 2007

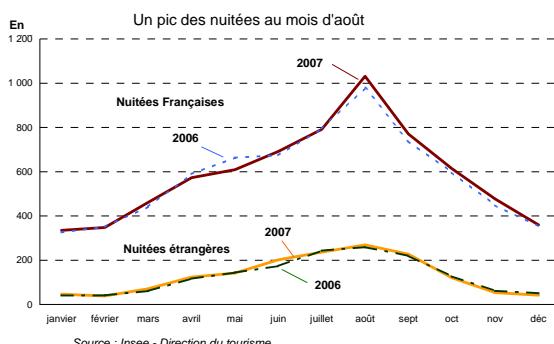
Moins d'hôtels, mais autant de chambres

La stabilisation de l'offre hôtelière aquitaine se poursuit en 2007, malgré la fermeture d'une vingtaine d'hôtels, mais avec le même nombre de chambres proposées aux touristes. Tous les départements aquitains perdent des établissements hôteliers, mais les plus touchés sont les Landes et les Pyrénées-Atlantiques. De plus, pour ces deux départements, la diminution du nombre d'hôtels s'accompagne d'une baisse de la capacité d'accueil en chambres.

L'offre en catégorie « 3 et 4 étoiles » continue d'augmenter : près de 2 % d'établissements et de chambres de plus qu'en 2006. Les établissements ayant au plus « 1 étoile » sont moins nombreux qu'en 2006, mais offrent toujours autant de chambres, voire un peu plus. Enfin, la capacité d'accueil dans la catégorie « 2 étoiles » diminue en 2007 (- 2 %), tant en nombre d'hôtels qu'en nombre de chambres, mais elle reste prépondérante.

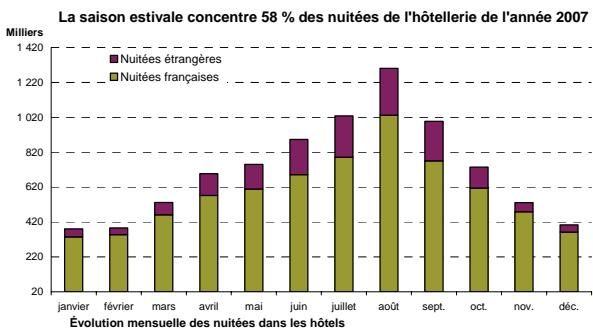
Une progression sur l'année de 1,7 %

En 2007, le nombre de nuitées dans les hôtels homologués augmente de 1,7 % par rapport à 2006. Cette hausse est un peu inférieure à celle observée au niveau national (+2,6 %). La fréquentation hôtelière progresse davantage pour la clientèle étrangère (+2,2 %) que pour la clientèle française (+1,6 %). Les visiteurs étrangers représentent 18 % des nuitées. En 2007 comme en 2006, les hôtels haut de gamme affichent les meilleures performances, en nombre de nuitées, mais les taux d'occupation sont en dessous de ceux relevés pour les hôtels plus économiques (0 et 1 étoile).



Source : Insee - Direction du tourisme

Contrairement au niveau de l'Hexagone, la clientèle française est très majoritaire dans les hôtels haut de gamme avec 72 % des nuitées, et leur fréquentation progresse encore : + 2,7 % en 2007 par rapport à l'année précédente. Le taux d'occupation augmente globalement de 0,6 point en 2007. Il progresse davantage dans les hôtels économiques et surtout dans les hôtels de moyenne gamme (2 étoiles, + 4,3 points) que dans les 4 étoiles.



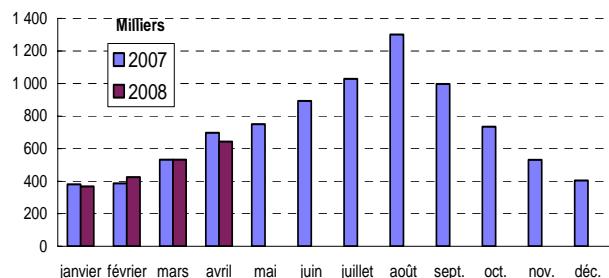
Source : Insee - Direction du tourisme

La fréquentation hôtelière régionale fluctue au cours de la saison touristique, passant ainsi de 380 000 nuitées en janvier 2007 mars à 1 300 500 au mois d'août, pic traditionnel de la saison.

Un début 2008 plutôt timide

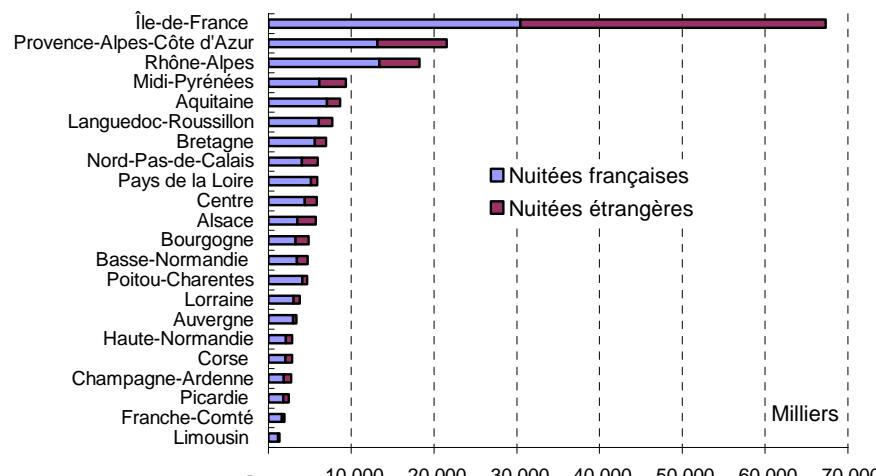
Les premiers mois de 2008 affichent des scores un peu plus faibles qu'en 2007 (-1,3 %) ■

Des débuts un peu moins bons dans l'hôtellerie en 2008



Source : Insee - Direction du tourisme

L'Aquitaine au 5e rang des régions pour la fréquentation hôtelière en 2007



Source: Insee, Direction du tourisme- Enquête de fréquentation hôtelière

Les enquêtes de fréquentation touristique

L'enquête de fréquentation hôtelière existe dans toutes les régions depuis 1982. Elle est réalisée en partenariat avec la Direction du Tourisme par les directions régionales de l'INSEE. Elle concerne la fréquentation mensuelle des hôtels homologués de 0 à 4 étoiles tout au long de l'année. Jusqu'en 1999, les publications ne portaient que sur les hôtels de 1 à 4 étoiles.

En Aquitaine, cette enquête était réalisée jusqu'en 2000 sur un échantillon d'hôtels. A partir de 2001, un partenariat local avec le Conseil régional d'Aquitaine, la Délégation régionale du Tourisme, le Comité régional et les Comités départementaux du Tourisme permet d'interroger l'ensemble des hôtels homologués de la région.

L'enquête de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air est réalisée dans toutes les régions depuis 1981 et, depuis 1992, en partenariat avec la Direction du Tourisme. Elle concerne la fréquentation mensuelle des campings de 1 à 4 étoiles, classés avec la mention « tourisme » ou « loisir », pendant la saison d'été (de mai à septembre). L'interrogation concerne l'ensemble des campings de la région.

En raison de la nature du tourisme pratiqué, **les zones touristiques** définies pour l'hôtellerie, réactualisées en 2001, sont plus nombreuses que celles de l'hôtellerie de plein air. La composition communale d'une zone peut avoir changé sans que son nom soit modifié. Les résultats 2001, ne sont donc pas comparables aux résultats publiés antérieurement.

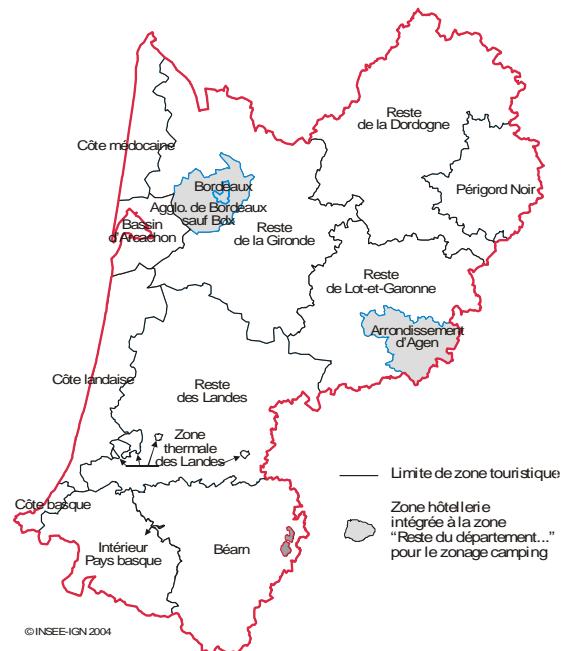
Quelques définitions :

Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un hôtel ou un camping. Ainsi, un couple passant 3 nuits consécutives dans un hôtel correspondra à 6 nuitées de même que 6 personnes ne séjournant qu'une nuit.

Taux d'occupation :

$\frac{\text{nombre de chambres occupées}}{\text{nombre de chambres disponibles}} \times 100$

Emplacements de camping offerts à la clientèle de passage : emplacements destinés à la location, à la nuitée, la semaine ou au mois, pour une clientèle qui n'élit pas domicile dans le camping. Sont exclus les emplacements loués à l'année à un même client, qu'il y séjourne ou pas.



Pour en savoir plus

L'industrie en France - Édition 2007 - Insee Références - janvier 2008.

Les comptes prévisionnels de l'agriculture pour 2007 - Envolée des prix des céréales et hausse du revenu agricole. Insee première n°1168 - décembre 2007.

Les services en France - Édition 2007 - Services aux entreprises - Insee Références - décembre 2007.

Le commerce en France - Édition 2007 - Insee Références - décembre 2007.

L'agriculture en 2007 en France et en Europe. Les cours mondiaux font monter les revenus. Insee première n°1199 - juillet 2008.

Une année 2007 excellente pour l'hôtellerie, plus mitigée pour les campings. Insee première n°1179 - février 2008.

Les services marchands en 2007 : les services aux entreprises ralentissent, les services aux particuliers se redressent. Insee première n°1197 - juin 2008.

Le commerce en 2007. une année dynamique. Insee première n° 1198 - juin 2008.

L'artisanat

Au 1^{er} janvier 2007, l'Aquitaine compte 50 360 entreprises artisanales, représentant 5,7 % du total national et 6,7 % de celui de la France de province. La région se situe toujours au 7^e rang pour l'importance de l'artisanat, mesuré par le nombre d'entreprises rapporté à la population estimée au 1^{er} janvier 2007, derrière les régions méridionales, le Limousin et Rhône - Alpes.

Le nombre d'établissements artisanaux a augmenté de 2,9 % entre 2006 et 2007 en Aquitaine. C'est dans le département de la Gironde que l'évolution sur cette période est la plus marquée (+3,5 %), puis en Dordogne (+3,1 %). Les activités rattachées au bâtiment concentrent 43 % des établissements. Les activités de services et de commerce - réparation arrivent en deuxième position avec 34 % des établissements. Le secteur de l'alimentaire ne représente que 6 % des unités artisanales.

Le nombre d'entreprises artisanales dépassant 10 salariés progresse

Le nombre d'artisans exerçant seuls progresse peu, + 1 % par rapport à 2006. Par contre, le nombre d'entreprises artisanales employant entre 1 et 10 salariés augmente de 4,5 %. Et le nombre d'entreprises artisanales de plus de 10 salariés, poursuit sa croissance (+ 8,8 %).

Le secteur de l'alimentaire se stabilise en 2007 par rapport à l'année précédente (+0,6 %), ainsi que celui de la production (+0,1 %). La progression soutenue de +4,6 % des unités du bâtiment confirme l'activité de la construction toujours orientée à la hausse en 2007.

Les défaillances d'entreprises artisanales, tous secteurs confondus, diminuent de 4,5 % entre 2006 et 2007. Elles augmentent nettement (+21 %) dans les industries agroalimentaires, mais cela ne concerne qu'un petit nombre d'entreprises. Elles sont en hausse de 4 % dans la construction, secteur qui concentre les deux tiers des défaillances d'entreprises artisanales.

Les défaillances d'entreprises artisanales régressent de 23 % dans les autres activités de production et de 21 % dans le commerce et les services ■

Les professions libérales

En Aquitaine, à la fin de l'année 2007, l'ensemble des activités libérales regroupe 25 700 unités, soit 700 de plus qu'à la fin 2006.

La part des professions de la santé reste stable avec 66 % des professions libérales. L'évolution de ce secteur est inférieure à celle de l'ensemble : respectivement 2,5 % et 2,7 %.

L'augmentation du nombre des professions libérales du secteur de la santé en 2006 (+ 413 inscrits en Aquitaine) est imputable pour l'essentiel aux auxiliaires médicaux. Les effectifs des médecins ont augmenté de 74 unités, soit deux fois plus qu'en 2006. Ceux des pharmaciens augmentent également de 34 unités alors qu'ils avaient diminué l'année précédente. En 2007, aucune baisse ne touche les autres professions libérales de la santé.

Des contrastes existent dans la croissance des professions libérales entre départements. Le département des Landes dépasse le rythme régional, avec 4,2 %. Les Pyrénées-Atlantiques progressent plus modestement avec 1,9 % ■

Statuts d'activité

Le secteur de l'économie sociale

En 2006, 10 900 établissements employeurs et 100 800 salariés relèvent de l'économie sociale. Ce secteur représente 10 % des établissements de la région et concerne un salarié sur dix.

L'économie sociale rassemble quatre grandes familles d'entreprises : les coopératives, les mutuelles, les associations et les fondations.

Les coopératives représentent 12 % des établissements de l'économie sociale et 16 % des emplois. 1 300 établissements emploient près de 16 000 salariés en 2006. Sur l'ensemble des coopératives, près de la moitié de l'emploi relève du secteur crédit. Un quart des salariés travaille pour le domaine agricole et l'autre quart pour les autres coopératives.

Les mutuelles regroupent 317 établissements, soit 3 % du secteur de l'économie sociale et près de 5 % de l'emploi. Ce sont souvent de grands groupes qui exercent soit dans le domaine de la santé et de l'action sociale, soit dans les activités d'assurance de biens et de personnes.

Avec 9 200 établissements employeurs et 77 500 salariés, **les associations** constituent la principale composante de l'économie sociale. Elles représentent 85 % des établissements et 77 % de l'emploi.

La moitié des employés des associations travaillent dans le secteur social. Ce domaine comprend principalement l'aide aux personnes âgées, l'aide aux adultes handicapés et les structures d'aide aux personnes sans emploi.

Les associations d'enseignement ou de recherche occupent 18 % de l'emploi associatif. Il s'agit d'établissements de formation professionnelle pour adultes, d'enseignement primaire, secondaire et professionnel.

Les associations de santé représentent moins de 2 % des établissements associatifs, mais sont des structures de taille importante. Elles occupent 6 % de l'emploi associatif.

Le domaine culture-sports-loisirs se compose de petites structures. Près de 40 % des établissements associatifs relèvent de ces activités, mais ils n'occupent que 9 % des salariés.

Les associations offrant des services aux entreprises emploient 6,5 % des salariés

Le secteur de l'économie sociale

des associations et représentent 7,6 % des établissements.

Les secteurs de l'hébergement et de la restauration ou bien des transports sont également présents dans les structures associatives, mais représentent une faible part des emplois, respectivement 1,7 % et 0,6 %.

Les « autres » secteurs regroupent toutes les associations ne correspondant pas aux catégories précédentes ou « non classées ». La part de ces établissements est de 13 % et ils occupent 5 % de l'emploi associatif.

Les fondations sont au nombre de 31 en 2006. Elles rassemblent 2 700 emplois. Elles interviennent principalement dans le domaine de la santé, de l'accueil d'enfants ou d'adultes handicapés ■

Le secteur de l'économie sociale

L'économie sociale constitue une entité de l'activité économique qui recouvre des activités très différentes. Ces structures partagent un ensemble de valeurs éthiques communes fortes : la liberté d'adhésion, la gestion démocratique avec le principe "une personne, une voix", la primauté de la personne et de l'objet social sur le capital, la solidarité, la non-redistribution individuelle des profits et l'indépendance à l'égard des pouvoirs publics.

Le périmètre de l'économie sociale a été établi en lien avec le réseau des CRES (Chambres Régionales de l'Économie Sociale).

Il est constitué d'un ensemble de catégories juridiques (société mutuelle, SARL ou SA coopérative, association, etc...) dont sont exclues certaines activités définies par le code APE de l'établissement : administration publique, organisations patronales et consulaires, syndicats de salariés, organisations politiques ou religieuses.

Pour en savoir plus

DCASPL : Direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales.

« Chiffres clefs des PME » (DCASPL), Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi.

Secrétariat d'État chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme et des services
site : www.pme.gouv.fr

Les clefs de la pérennité pour les entreprises aquitaines Le quatre pages Insee Aquitaine n°171 - novembre 2007.

Indicateurs statistiques

Sommaire

Les indicateurs statistiques tiennent compte des informations disponibles au 15 juin 2008.

1. Cadrage

1.1. International	48
1.1.1. Taux de change - Euro	
1.1.2. Taux d'intérêt - Euribor	
1.1.3. Taux de chômage	
1.1.4. Produit intérieur brut	
1.2. Emploi salarié - Masse salariale	50
1.2.1. Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand non agricole	
1.2.2. Emploi salarié agricole et emploi salarié total au 1 ^{er} janvier	
1.2.3. Emploi salarié public au 1 ^{er} janvier	
1.2.4. Évolution des déclarations préalables à l'embauche	
1.2.5. Effectifs salariés et masse salariale par sphère économique en 2006	
1.2.6. Effectifs salariés par sexe et masse salariale par sphère économique par département en 2006	
1.3. Marché du travail	56
1.3.1. Taux de chômage, tableau	
1.3.2. Taux de chômage, graphiques	
1.3.3. Évolution des DEFM de catégorie 1	
1.3.4. Structure des DEFM de catégorie 1 au 31-12	
1.3.5. Évolution des DEFM de catégorie 2	
1.3.6. Évolution des DEFM de catégorie 6	
1.3.7. Offres et demandes d'emploi enregistrées	
1.3.8. Demandes d'emploi sorties	
1.3.9. Travail temporaire	
1.3.10. Bénéficiaires du régime de préretraites	
1.3.11. Principales mesures en faveur de l'emploi	
1.4. Commerce extérieur	63
1.4.1. Pays fournisseurs et pays clients de l'Aquitaine	
1.4.2. Produits exportés en valeur	
1.4.3. Produits importés en valeur	

1. Secteurs d'activité

2.1. Agriculture, Sylviculture, Productions marines	66
2.1.1. Exploitations agricoles	
2.1.2. Productions animales	
2.1.3. Productions végétales	
2.1.4. Évolution du résultat agricole de l'Aquitaine	
2.1.5. Le résultat agricole par département	
2.1.6. Amélioration des structures des exploitations agricoles	
2.1.6bis. Dotations Jeunes Agriculteurs	
2.1.14 ¹ . Exploitations forestières et scieries par département	
2.1.15. Récolte de bois et production de sciages par département	
2.1.16. Évolution de la pêche	

¹ Les tableaux 2.1.7. à 2.1.13. ne sont présentés que dans le document de février.

Indicateurs statistiques

Sommaire

Les indicateurs statistiques tiennent compte des informations disponibles au 15 juin 2008.

2.2. Industrie	76
2.2.1. Répartition des établissements industriels selon l'activité et la taille	
2.2.2. Évolution des établissements industriels selon l'activité et la taille	
2.2.3. Répartition des établissements industriels par département	
2.2.4. Créations d'entreprises dans industrie hors IAA	
2.2.5. Défaillances d'entreprises dans l'industrie hors IAA	
2.2.6. Créations d'entreprises dans les IAA	
2.2.7. Défaillances d'entreprises dans les IAA	
2.2.8. Évolution des établissements IAA selon l'activité	
2.3. Construction	81
2.3.1. Répartition des établissements de la construction selon l'activité et la taille	
2.3.2. Évolution des établissements de la construction selon l'activité et la taille	
2.3.3. Répartition des établissements de la construction selon le département	
2.3.4. Créations d'entreprises dans la construction par département	
2.3.5. Défaillances d'entreprises dans la construction en Aquitaine	
2.3.6. Production de granulats, de béton prêt à l'emploi et consommation de ciment	
2.3.7. Production de logements	
2.3.8. Production de locaux autres qu'habitations - surfaces concernées	
2.3.9. Travaux publics réalisés en Aquitaine	
2.4. Transports	85
2.4.1. Répartition des établissements de transports selon l'activité et la taille	
2.4.2. Évolution des établissements de transports selon l'activité et la taille	
2.4.3. Répartition des établissements de transports par département	
2.4.4. Créations d'entreprises de transports par département	
2.4.5. Défaillances d'entreprises dans les transports	
2.4.6. Trafic aérien des principaux aéroports de la région	
2.4.7. Trafic portuaire	
2.4.8. Trafic ferroviaire de marchandises	
2.4.9. Trafic voyageurs sur les lignes principales SNCF	
2.4.10. Trafic et recettes TER Aquitaine	
2.4.11. Flux routiers et autoroutiers	
2.5. Activité commerciale	91
2.5.1. Répartition des établissements du commerce selon l'activité et la taille	
2.5.2. Évolution des établissements du commerce selon l'activité et la taille	
2.5.3. Etablissements du commerce selon l'activité et le département	
2.5.4. Évolution des établissements du commerce selon l'activité et le département	
2.5.5. Créations d'entreprises dans le commerce par département	
2.5.6. Défaillances d'entreprises dans le commerce en Aquitaine	
2.5.7. Emploi salarié par activité	
2.6. Services aux entreprises	94
2.6.1. Répartition des établissements de services selon l'activité et la taille	
2.6.2. Évolution des établissements de services selon l'activité et la taille	
2.6.3. Répartition des établissements de services par département	
2.6.4. Créations d'entreprises dans les services aux entreprises par département	
2.6.5. Défaillances d'entreprises dans les services aux entreprises en Aquitaine	
2.6.6. Emploi salarié dans les services par activité détaillée	
2.6.7. Emploi salarié dans les services par département	

Indicateurs statistiques

Sommaire

Les indicateurs statistiques tiennent compte des informations disponibles au 15 juin 2008.

2.7. Tourisme	97
2.7.1. Capacité d'accueil des hôtels par zone touristique	
2.7.2. Capacité d'accueil des campings par zone touristique	
2.7.3. Taux d'occupation des hôtels et des campings	
2.7.4. Nuitées totales dans les hôtels et les campings	
2.7.5. Nuitées des touristes étrangers dans les hôtels et les campings	
2.7.6. Nuitées des touristes étrangers par pays de provenance	
3. Statuts d'activité	
3.1. Ensemble des entreprises	103
3.1.1. Répartition des établissements par activité	
3.1.2. Répartition des établissements selon la taille par département par activité	
3.1.3. Répartition des entreprises selon la catégorie juridique	
3.1.4. Création d'entreprises par secteur d'activité	
3.1.5. Création d'entreprises par département et secteur d'activité	
3.1.7. Défaillances d'entreprises par département	
3.1.8. Défaillances d'entreprises par secteur d'activité	
3.2. Artisanat	107
3.2.1. Répartition des entreprises artisanales selon l'activité et la taille	
3.2.2. Répartition des entreprises artisanales selon la taille et le département	
3.2.4. Évolution des créations d'entreprises artisanales	
3.2.5. Évolution des défaillances d'entreprises artisanales	
3.3. Professions libérales	109
3.3.1. Répartition des professions libérales selon l'activité et la taille de l'établissement	
3.3.2. Répartition des professions libérales selon la taille de l'établissement et le département	
3.4. Économie sociale	110
3.4.1. Répartition des établissements employeurs et des effectifs salariés selon les familles	
3.4.2. Répartition des établissements employeurs par département	
3.4.3. Répartition des associations employeuses et de leurs effectifs salariés par département	
3.5. Données sociales	111
3.5.1. Accidents du travail	
3.5.2. Bénéficiaires du RMI	
3.5.3. Bénéficiaires d'aides au logement	
4. Comparaisons régionales	113
4.1. Commerce extérieur	
4.2. Emploi salarié	
4.3. Taux de chômage localisé	
4.4. Taux d'activité des 15 à 64 ans	
4.5. Taux de création d'entreprises	
4.6. Bénéficiaires du RMI	
4.7. Salaires nets annuels moyens	
4.8. Montant annuel moyen des retraites versées	
4.9. Taux de pauvreté	

Signes conventionnels

- | | |
|-----|--|
| - | résultats nuls |
| (p) | données provisoires |
| ... | données non disponibles |
| /// | absence de résultat due à la nature des choses |

1. Cadrage

1.1. International

1.1.1. Taux de change de l'euro

	Taux de conversion	2007 Moyenne annuelle	Valeur de l'euro en 2008			
			fév	mars	avril	mai
			Moyenne mensuelle			
Euro/Deutschmark	1,95583					
Euro/Franc	6,5596					
Euro/Lire	1936,27					
Euro/Peseta	166,386					
Livre		0,6846	0,7509	0,7749	0,6793	0,7921
Dollar		1,3706	1,4748	1,5527	1,5751	1,5557
Yen (100)		1,6124	1,5797	1,5659	1,6156	1,6231

Source : Eurostat, Banque de France

1.1.2. Taux d'intérêt

France	2008						
	2006	2007	07/06	en point	fév	mars	avril
	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Moyenne mensuelle		EURIBOR 3 mois	mai	
Taux court	3,10	4,29	-1,2	4,36	4,60	4,78	4,86
Taux longs : Taux de rendement des emprunts d'état	3,60	4,21	-0,6	4,08	4,02	4,27	3,96

Source : Banque de France, Eurostat

1.1.3. Taux de chômage

	2008						
	2006	2007	07/06	en point	janv	fév	mars
	décembre	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle		Données CVS	avril	
France métropolitaine	8,8	8,0	-0,8	...	...	7,2	...
Union Européenne ¹	8,1	7,1	-1,0	6,8	6,7	6,7	...
Allemagne	10,8	9,0	-1,8	8,2	8,0	7,9	7,9
Italie (trimestriel)	6,8	6,1	-0,7	...	...	...	...
Royaume-Uni	2,9	2,7	-0,2	2,5	2,5	2,5	2,5
Espagne ²	8,5	8,3	-0,2	9,0	9,1	8,2	...
Etats-Unis	4,6	4,6	0,0	4,9	4,8	5,1	5,0
Japon	4,1	4,1	0,0	4,0	4,0	4,0	3,8

Source : nationales, OCDE et Eurostat pour UE25

1.1.4. Produit intérieur brut

	2008						
	2006	2007	2007		2008		
			T1	T2	T3	T4	T1
France	2,4	2,1	0,6	0,6	0,7	0,3	0,6
Zone euro ³	2,9	2,6	0,7	0,3	0,7	0,4	0,7
Allemagne	3,1	2,6	0,6	0,2	0,7	0,3	1,5
Italie	1,9	...	0,3	0,1	0,4	...	...
Royaume-Uni	2,9	3,0	0,7	0,8	0,6	0,6	0,4
Espagne	3,9	3,8	1,0	0,9	0,7	0,8	0,3
Etats-Unis ³	2,9	2,2	0,2	0,9	1,2	0,1	0,1
Japon ⁴	2,4	2,0	0,9	-0,4	0,3	0,9	...

PIB au prix de l'année précédente chaînés en données cvs-cjo, en pourcentage

Source : Eurostat, Insee

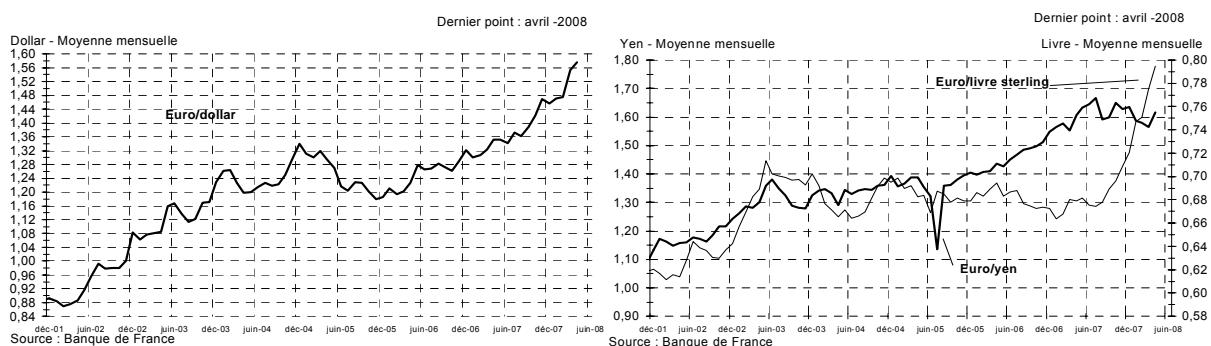
¹ Depuis le 1er janvier 2007, l'Union Monétaire inclut la Slovénie et l'Union Européenne comprend la Bulgarie et la Roumanie.
Lorsque les indicateurs agrégés publiés dans ce document sont disponibles pour le mois de janvier 2007,
ils sont ventilés conformément à la nouvelle composition de ces zones.

² Taux de chômage standardisé Eurostat.

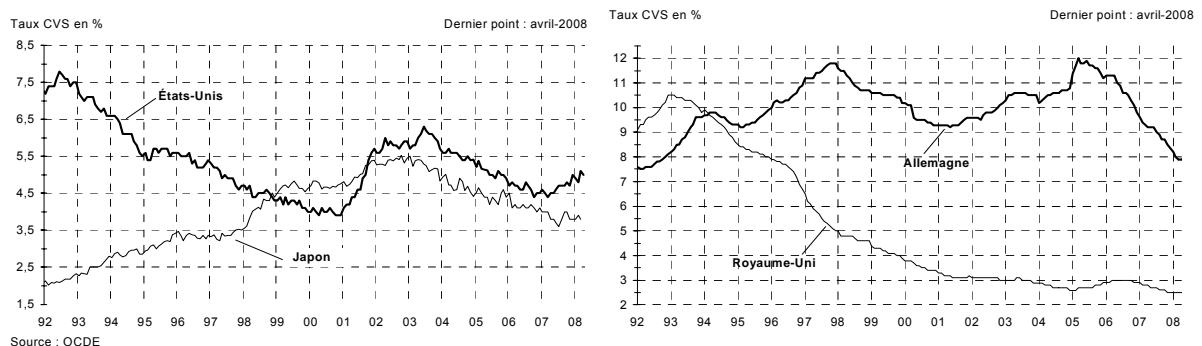
³ PIB au prix de l'année précédente chaînés en données cvs et partiellement cvs-cjo pour la Zone euro.

⁴ PIB en données cvs base 2000.

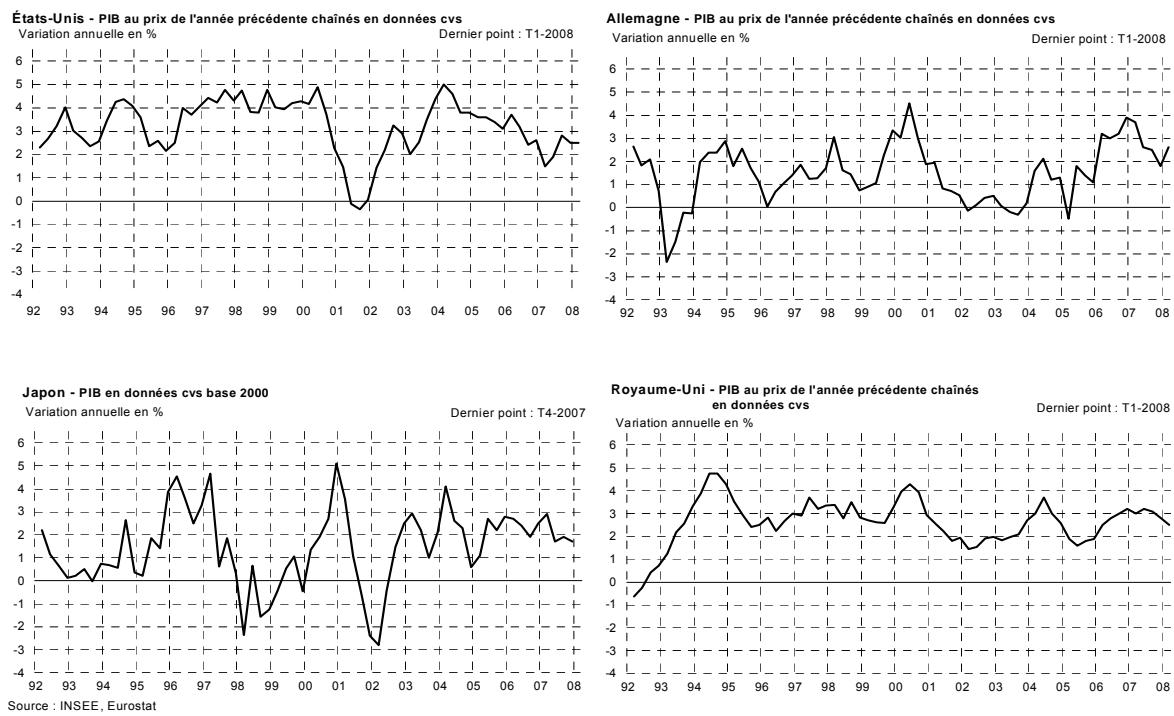
1.1.1. Taux de change de l'euro



1.1.3. Taux de chômage



1.1.4. Produit intérieur brut



1. Cadrage

1.2. Emploi salarié

1.2.1. Evolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand, hors agriculture

	Unité : %							
	2006		2007		2006		2007	
	T4	Variation annuelle	T4	Variation trimestrielle*	T3	Variation trimestrielle*	T2	T4
Dordogne								
Industrie	-0,5	-0,1	-0,5	0,0	0,1	0,1	0,0	-0,3
Construction	2,2	2,1	0,0	0,6	0,7	0,1	0,8	0,5
Commerce	0,5	1,2	0,5	-0,3	1,0	0,3	0,1	-0,3
Services	0,6	3,2	0,3	0,7	0,7	-0,1	1,4	1,2
Total	0,5	1,8	0,1	0,3	0,6	0,1	0,7	0,4
Gironde								
Industrie	-2,4	-0,3	-0,4	-0,9	-0,4	-0,2	-0,1	0,4
Construction	6,1	2,4	1,4	0,9	0,8	0,2	0,8	0,6
Commerce	0,1	1,0	0,1	-0,3	0,4	0,6	0,2	-0,2
Services	3,1	2,6	1,1	0,6	1,0	0,6	0,5	0,6
Total	1,7	1,7	0,6	0,1	0,6	0,4	0,4	0,3
Landes								
Industrie	-2,2	-0,2	0,3	-2,6	0,6	0,8	0,1	-1,8
Construction	4,4	2,6	0,9	0,8	1,1	-0,6	1,0	1,0
Commerce	-1,4	1,9	0,2	-1,3	1,1	0,4	0,0	0,4
Services	0,7	4,1	0,4	-0,9	1,6	-0,7	1,2	1,8
Total	-0,2	2,2	0,3	-1,3	1,4	0,0	0,5	0,3
Lot-et-Garonne								
Industrie	-1,5	-0,4	-0,6	-0,6	0,3	0,1	-1,2	0,4
Construction	5,2	4,6	1,6	0,5	1,1	0,9	0,7	1,8
Commerce	0,2	0,6	0,1	0,1	0,1	-0,3	0,1	0,8
Services	1,8	0,3	-0,7	0,7	-0,8	0,4	0,8	0,0
Total	0,8	0,7	-0,2	0,1	-0,1	0,3	0,1	0,4
Pyrénées-Atlantiques								
Industrie	-0,1	-1,5	0,3	-0,6	0,5	-0,5	-0,9	-0,7
Construction	5,4	2,8	0,9	0,8	0,8	0,9	0,5	0,5
Commerce	2,0	1,6	0,8	-0,7	0,9	0,4	0,0	0,4
Services	2,7	3,2	0,7	0,5	0,9	0,8	0,3	1,2
Total	2,2	1,8	0,7	-0,1	0,9	0,5	0,0	0,4
Aquitaine								
Industrie	-1,5	-0,5	-0,2	-1,0	0,2	-0,1	-0,4	-0,3
Construction	5,1	2,7	1,2	0,8	0,8	0,3	0,8	0,8
Commerce	0,4	1,2	0,3	-0,6	0,8	0,3	0,1	0,0
Services	2,5	2,8	0,7	0,5	0,9	0,4	0,6	0,8
Total	1,4	1,7	0,5	-0,1	0,7	0,3	0,3	0,3

Source : Insee - URSSAF

Champ : secteur marchand, hors agriculture

Non compris l'intérim, la SNCF, Air France, la Banque de France, la Poste et France-Télécom.

*Variation trimestrielle calculée sur les données corrigées des variations saisonnières

Dernier trimestre (T4-2007) provisoire.

1.2. Emploi salarié

1.2.2. Emploi salarié agricole et emploi salarié total au 1er janvier

	2006	2007	07/06 %
Dordogne			
Emploi salarié total	118 734	119 954	1,0
Dont emploi salarié agricole	3 435	3 389	-1,3
Part de l'emploi salarié agricole	2,9	2,8	///
Gironde			
Emploi salarié total	507 135	516 607	1,9
Dont emploi salarié agricole	20 963	20 295	-3,2
Part de l'emploi salarié agricole	4,1	3,9	///
Landes			
Emploi salarié total	115 985	117 306	1,1
Dont emploi salarié agricole	3 979	4 019	1,0
Part de l'emploi salarié agricole	3,4	3,4	///
Lot-et-Garonne			
Emploi salarié total	99 743	101 063	1,3
Dont emploi salarié agricole	4 498	4 302	-4,4
Part de l'emploi salarié agricole	4,5	4,3	///
Pyrénées-Atlantiques			
Emploi salarié total	217 650	221 982	2,0
Dont emploi salarié agricole	3 623	3 607	-0,4
Part de l'emploi salarié agricole	1,7	1,6	///
Aquitaine			
Emploi salarié total	1 059 247	1 076 912	1,7
Dont emploi salarié agricole	36 498	35 612	-2,4
Part de l'emploi salarié agricole	3,4	3,3	///

Source : Insee - Estimations d'emploi.

Les estimations d'emploi sont calculées à partir d'une base au 31/12/1998 issue du Recensement de la population 1999 (estimation 31/12/2005 définitive - 31/12/2006 provisoire).

L'actualisation est effectuée chaque année, en fonction des données fournies par différents organismes.

Pour l'agriculture, l'actualisation est faite grâce aux données de la Mutualité Sociale Agricole.

1. Cadrage

1.2. Emploi salarié

1.2.3. Emploi salarié public au 1er janvier

	2 004	2 006	06/04 %	Part en % départ. Aquitaine
Dordogne				
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	11 004	10 615	-3,5	10,9
Collectivités territoriales ⁽²⁾	10 286	11 175	8,6	13,8
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	5 982	6 637	10,9	14,3
Total	27 272	28 427	4,2	12,6
Gironde				
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	53 458	51 551	-3,6	52,8
Collectivités territoriales ⁽²⁾	34 090	36 853	8,1	45,4
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	20 872	22 789	9,2	49,0
Total	108 420	111 193	2,6	49,3
Landes				
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	9 380	9 386	0,1	9,6
Collectivités territoriales ⁽²⁾	9 688	10 917	12,7	13,4
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	4 251	4 546	6,9	9,8
Total	23 319	24 849	6,6	11,0
Lot-et-Garonne				
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	8 547	8 639	1,1	8,8
Collectivités territoriales ⁽²⁾	6 343	6 793	7,1	8,4
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	4 730	5 183	9,6	11,1
Total	19 620	20 615	5,1	9,1
Pyrénées-Atlantiques				
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	17 648	17 444	-1,2	17,9
Collectivités territoriales ⁽²⁾	14 236	15 481	8,7	19,1
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	7 293	7 362	0,9	15,8
Total	39 177	40 287	2,8	17,9
Aquitaine				(4)
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	100 037	97 635	-2,4	4,7
Collectivités territoriales ⁽²⁾	74 643	81 219	8,8	5,2
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	43 128	46 517	7,9	4,7
Total	217 808	225 371	3,5	4,9
Militaires ⁽¹⁾	18 897	20 436	8,1	6,1
Total (y compris militaires)	236 705	245 807	3,8	4,9
France métropolitaine				
Fonction publique d'Etat ⁽¹⁾	2 105 491	2 080 037	-1,2	///
Collectivités territoriales ⁽²⁾	1 470 688	1 558 495	6,0	///
Etablissements publics de santé ⁽³⁾	944 751	1 000 232	5,9	///
Total	4 520 930	4 638 764	2,6	///
Militaires ⁽¹⁾	309 756	333 151	7,6	///
Total (y compris militaires)	4 830 686	4 971 915	2,9	///

extrait du rapport annuel fonction publique (DGAFF, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation).

Sources: Insee - Dreess - DHOS

Champ : Emplois principaux (hors emplois aidés)

⁽¹⁾ Agents des ministères y compris EPA (Etablissements Publics Administratifs) nationaux. L'information sur le personnel du ministère de la défense n'est pas diffusible par départements.

⁽²⁾ Y compris EPA locaux, Y compris assistantes maternelles.

⁽³⁾ Y compris médecins et non-titulaires sur crédits de remplacement.

⁽⁴⁾ Part en % de l'Aquitaine dans la France

1.2. Emploi salarié

1.2.4. Evolution des déclarations préalables à l'embauche

					2007			
					2006	2007	07/06	jan
					Cumul sur l'année	%	Variation annuelle, données brutes	fev
Dordogne								
	Ensemble des déclarations	129 233	141 826	9,7	...	...	...	...
	<i>dont travail temporaire (%)</i>	56,0	53,3					
Gironde								
	Ensemble des déclarations	739 827	800 264	8,2	...	...	...	...
	<i>dont travail temporaire (%)</i>	50,8	50,0					
Landes								
	Ensemble des déclarations	156 943	169 367	7,9	...	...	...	...
	<i>dont travail temporaire (%)</i>	51,3	53,1					
Lot-et-Garonne								
	Ensemble des déclarations	128 562	142 562	10,9	...	...	...	...
	<i>dont travail temporaire (%)</i>	57,4	58,5					
Pyrénées-Atlantiques								
	Ensemble des déclarations	300 624	309 283	2,9	...	...	...	...
	<i>dont travail temporaire (%)</i>	50,1	49,5					
Aquitaine								
	Ensemble des déclarations	1 455 189	1 563 302	7,4	...	...	...	...
	<i>dont travail temporaire (%)</i>	51,8	51,3					

Source : URSSAF

Les données de 2008 ne sont pas disponibles

La déclaration préalable à l'embauche (DPAE) est imposée à tout employeur qui envisage de recruter un salarié.

Les entreprises de "travail temporaire" effectuent des déclarations spécifiques pour le recrutement des salariés intérimaires.

1. Cadrage

1.2. Emploi salarié

1.2.5. Effectifs salariés et masse salariale par sphère économique en 2006

	Sphères économiques			Total
	productive	résidentielle	publique	
Effectifs salariés (au 31/12)				
Dordogne	36 597	48 641	32 736	117 974
Gironde	190 660	198 207	124 092	512 959
Landes	40 968	40 264	28 629	109 861
Lot-et-Garonne	37 977	38 333	24 141	100 451
Pyrénées-Atlantiques	81 159	92 096	47 679	220 934
Aquitaine	387 361	417 541	257 277	1 062 179
Salaires versés (en millions d'euros)				
Dordogne	821	1 003	720	2 544
Gironde	4 869	4 514	3 122	12 505
Landes	950	860	654	2 464
Lot-et-Garonne	848	756	552	2 156
Pyrénées-Atlantiques	2 054	1 985	1 124	5 163
Aquitaine	9 542	9 118	6 172	24 832

Source : Insee - CLAP 2006

Champ : Tous secteurs hors agriculture et hors militaires et personnel domestique

1.2.6. Effectifs salariés et masse salariale par activité économique en 2006

	Effectifs salariés (au 31/12)			Salaires versés (millions d'€)
	Hommes	Femmes	Total	
	(Part en %)			
Industries agricoles et alimentaires	55	45	29 123	665
Industries biens de consommation	52	48	19 138	548
Industrie automobile	89	11	4 312	138
Industries biens d'équipement	83	17	36 512	1 253
Industries biens intermédiaires	80	20	48 089	1 358
Energie	80	20	11 106	414
Construction	90	10	72 634	1 512
Commerce	51	49	153 847	3 454
Transports	80	20	43 840	1 101
Activités financières	40	60	27 709	948
Activités immobilières	41	59	14 812	362
Services aux entreprises *	57	43	194 007	3 839
Services aux particuliers	44	56	60 374	1 219
Education, santé, action sociale	27	73	225 387	5 188
Administration	45	55	121 289	2 833
Total*	52	48	1 062 179	24 832

Source : Insee - CLAP 2006

Champ : Tous secteurs hors agriculture et hors militaires et personnel domestique

*La répartition hommes, femmes est celle des salariés hors intérim

CLAP connaissance locale de l'appareil productif

Un nouveau dispositif de connaissance locale de l'appareil productif (CLAP) permet de suivre désormais chaque année par activité détaillée les profils d'emplois et de salaires de zones localisées au lieu de travail.

Ce dispositif s'appuie sur plusieurs sources administratives dont il fait la synthèse, principalement les URSSAF et les Déclarations annuelles de données sociales (DADS).

Pour rendre compte des différentes logiques de localisation des emplois et des salaires sur le territoire, les activités ont été réparties en trois sphères.

La sphère « productive » regroupe essentiellement l'industrie, le secteur de l'énergie, les services aux entreprises, le transport de marchandises, le commerce de gros. Dans cet ensemble d'activités orientées vers les marchés extérieurs, ce sont d'abord les choix des entreprises qui déterminent la localisation de l'emploi.

La sphère de « l'économie résidentielle » contient principalement les services aux particuliers, la construction, la santé, l'action sociale, le commerce de détail, les activités financières et le transport de voyageurs. Pour ces activités de proximité, l'emploi suit la population.

Enfin, **la sphère « publique »** regroupe les emplois relevant des trois fonctions publiques : d'Etat, territoriale et hospitalière. Leur répartition spatiale renvoie directement à l'organisation administrative du territoire.

Le champ de CLAP couvre l'ensemble de l'emploi salarié, hormis les emplois domestiques et, pour des raisons de qualité d'information, l'agriculture et la défense.

CLAP fournit des informations sur la localisation de l'activité économique au travers des effectifs et des rémunérations. Le champ de CLAP couvre l'ensemble des entreprises et établissements ayant eu au moins un jour d'activité économique dans l'année d'exercice, qu'ils soient employeurs ou non.

Quelle que soit la région, Clap fournit une information homogène sur la localisation des établissements, l'emploi et la masse des rémunérations versées. La source Clap est destinée à l'analyse économique localisée du facteur travail : c'est pourquoi on évalue le nombre de postes de travail des établissements implantés dans une zone et la masse salariale qu'ils versent.

Clap ne se substitue donc pas aux estimations d'emploi réalisées par ailleurs par l'Insee qui privilient l'évaluation du nombre de personnes ayant un emploi sur une zone.

1. Cadrage

1.3. Marché du travail

1.3.1. Taux de chômage

	Unité : %							
	2006	2007	07/06	2007				2008
	T4	T4	Ecart point	T1	T2	T3	T4	T1
<i>Données CVS</i>								
Nord-Est de la Dordogne	5,8	5,1	-0,7	5,8	5,4	5,3	5,1	
Périgueux	8,0	7,1	-0,9	7,9	7,8	7,6	7,1	
Terrasson	7,6	6,8	-0,8	7,5	6,9	6,9	6,8	
Sarlat-la-Canéda	9,0	7,7	-1,3	9,0	8,6	7,8	7,7	
Bergerac	8,8	8,1	-0,7	8,8	8,4	8,3	8,1	
Libourne-Montpon-Ste-Foy-la-Grande	8,8	8,0	-0,8	8,9	8,4	8,4	8,0	
Langon-Bazas-La Réole	8,4	7,1	-1,3	8,2	7,8	7,7	7,1	
Bordeaux-Médoc	10,0	9,3	-0,7	10,1	9,4	9,2	9,3	
Bordeaux-Arcachonnais	9,4	8,2	-1,2	9,4	8,9	8,4	8,2	
Bordeaux-Entre-deux-Mers	7,5	6,8	-0,7	7,5	7,2	7,1	6,8	
Bordeaux-Cubzacais	9,7	8,8	-0,9	9,6	9,2	9,1	8,8	
Bordeaux-zone centrale	8,7	7,6	-1,1	8,5	8,3	8,0	7,6	
Dax	7,8	6,9	-0,9	7,7	7,6	7,3	6,9	
Sud des Landes	9,4	8,4	-1,0	9,7	9,2	8,7	8,4	
Mont-de-Marsan-Haute Lande	8,1	6,8	-1,3	8,1	7,9	7,2	6,8	
Mont-de-Marsan-Est des Landes	6,4	5,6	-0,8	6,4	6,3	6,1	5,6	
Marmande-Casteljaloux	7,7	6,9	-0,8	7,7	7,3	7,1	6,9	
Villeneuve-sur-Lot-Fumel	9,6	8,1	-1,5	9,6	9,1	8,6	8,1	
Agen	8,9	7,5	-1,4	8,8	8,4	8,0	7,5	
Lacq-Orthez	6,6	5,7	-0,9	6,5	6,4	6,0	5,7	
Oloron-Mauléon	6,4	5,8	-0,6	6,3	6,0	5,9	5,8	
Pau	7,4	6,9	-0,5	7,4	7,3	7,2	6,9	
Bayonne-Pyrénées	7,3	6,7	-0,6	7,4	7,2	7,0	6,7	
Dordogne	8,2	7,3	-0,9	8,2	7,9	7,6	7,3	7,1
Gironde	8,8	7,7	-1,1	8,7	8,4	8,1	7,7	7,4
Landes	7,8	6,8	-1,0	7,8	7,6	7,2	6,8	6,6
Lot-et-Garonne	8,7	7,5	-1,2	8,8	8,3	7,9	7,5	7,3
Pyrénées-Atlantiques	7,2	6,6	-0,6	7,3	7,1	6,9	6,6	6,3
Aquitaine	8,3	7,3	-1,0	8,3	8,0	7,7	7,3	7,0
France métropolitaine	8,4	7,4	-1,0	8,4	8,1	7,8	7,4	7,2

Source : Insee - taux de chômage localisés

Le taux de chômage pour la France métropolitaine est exprimé en données corrigées des variations saisonnières et en moyenne trimestrielle. Il est obtenu en rapportant le nombre de chômeurs (au sens du BIT) au nombre de personnes actives (en emploi ou au chômage). Des améliorations ont été apportées à la méthode dans la nouvelle série publiée depuis décembre 2007. Les nouvelles séries ne sont pas comparables à celles publiées précédemment.

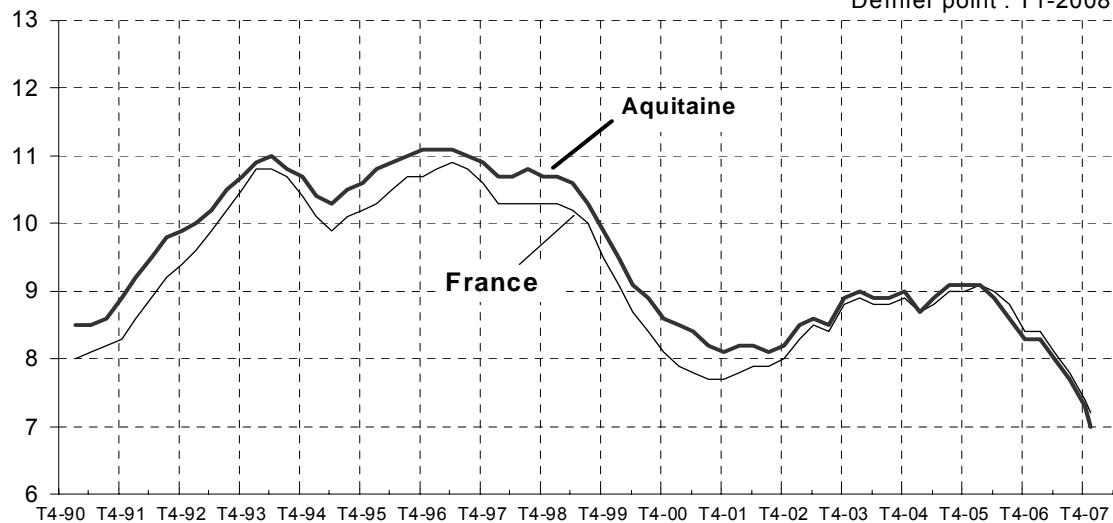
Les séries de taux de chômage localisés sont établies selon une nouvelle méthode qui tient compte des changements méthodologiques intervenus au niveau national. Il s'agit de taux en moyenne sur le trimestre, et non en fin de trimestre comme auparavant.

1.3.2. Taux de chômage

Taux de Chômage : Aquitaine - France

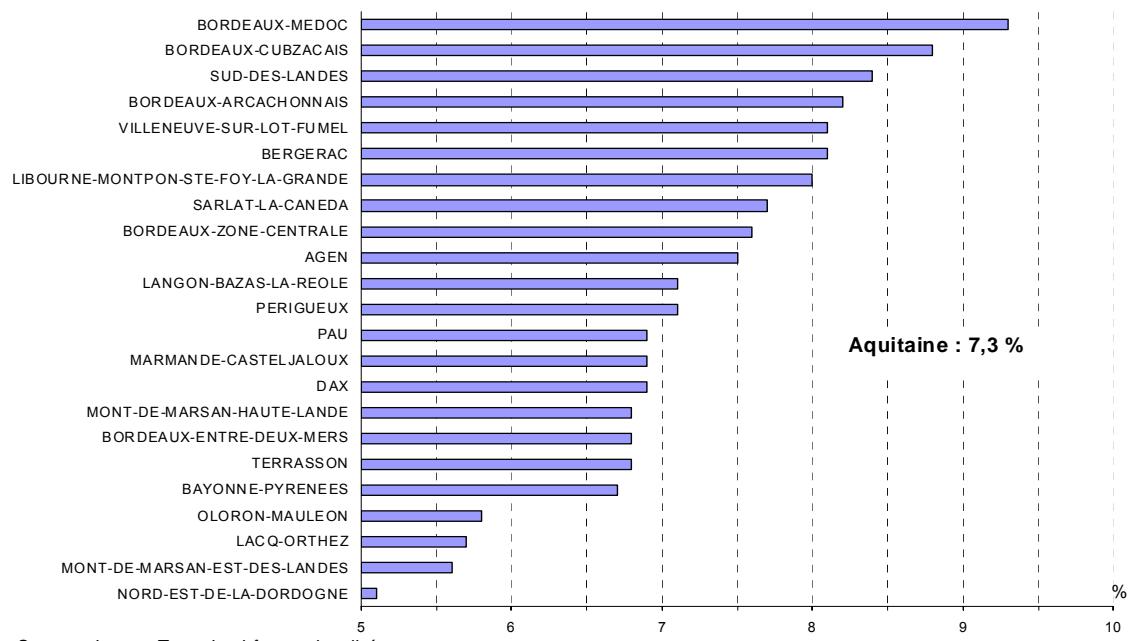
En % de la population active

Dernier point : T1-2008



Source : Insee

Taux de chômage par zone d'emploi au T4 - 2007



Source : Insee - Taux de chômage localisé

1. Cadrage

1.3. Marché du travail

1.3.3. Evolution des DEFM de catégorie 1

	au 31 décembre		07/06 % <i>Données brutes</i>	2008			
	2006	2007		janv	fev	mar	avr
	<i>Variation annuelle, données brutes</i>						
Dordogne	12 405	11 644	-6,1	-5,4	-4,4	-4,4	-1,5
Gironde	51 803	47 186	-8,9	-8,1	-8,1	-6,0	-5,9
Landes	11 334	10 373	-8,5	-4,2	-5,0	-3,6	-3,1
Lot-et-Garonne	10 667	9 451	-11,4	-9,2	-9,6	-7,6	-4,4
Pyrénées-Atlantiques	18 636	17 698	-5,0	-3,7	-5,4	-2,4	-3,3
Aquitaine	104 845	96 352	-8,1	-6,7	-7,0	-5,1	-4,5
France métropolit.(en milliers)	2 143,5	1 942,0	-9,4	-8,4	-8,2	-6,5	-5,7

Source : Insee - Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Note : les DEFM de catégorie 1 sont les demandeurs d'emploi à durée indéterminée, à temps plein.

1.3.4. Structure des DEFM de catégorie 1 au 31 décembre 2007

	Femmes	Moins de 25 ans	Unité : %	
			Chômeurs de longue durée	
Dordogne	53,0	19,4	23,8	
Gironde	51,6	19,4	24,5	
Landes	56,8	17,0	21,9	
Lot-et-Garonne	51,6	20,9	23,9	
Pyrénées-Atlantiques	52,7	18,1	24,9	
Aquitaine	52,5	19,0	24,2	
France métropolitaine	48,4	19,6	25,9	

Source : Insee - Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Note : les chômeurs de longue durée sont au chômage depuis au moins un an.

1.3.5. Evolution des DEFM de catégorie 2

	au 31 décembre		07/06 % <i>Données brutes</i>	2008			
	2006	2007		jan	fev	mar	avr
	<i>Variation annuelle, données brutes</i>						
Dordogne	2 411	2 119	-12,1	-10,8	-11,4	-9,0	-8,8
Gironde	9 575	8 274	-13,6	-11,4	-11,9	-11,3	-12,1
Landes	2 291	1 814	-20,8	-19,2	-19,0	-16,3	-15,8
Lot-et-Garonne	1 987	1 646	-17,2	-18,0	-19,5	-15,0	-14,0
Pyrénées-Atlantiques	4 675	3 978	-14,9	-14,4	-15,6	-13,1	-16,0
Aquitaine	20 939	17 831	-14,8	-13,5	-14,2	-12,3	-13,2
France métropolitaine	390 032	342 313	-12,2	-10,8	-11,0	-10,2	-10,6

Source : Insee - Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

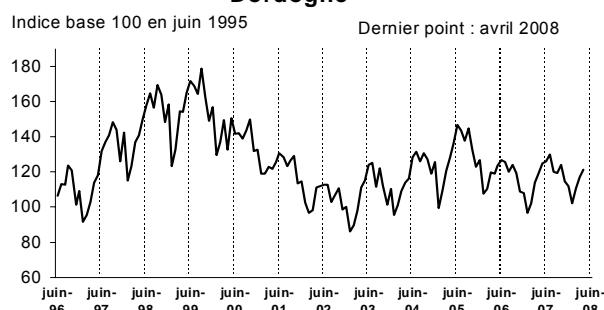
Note : les DEFM de catégorie 2 sont les demandeurs d'emploi à durée indéterminée, à temps partiel.

1.3. Marché du travail

1.3.6. Evolution des DEFM de catégorie 6

	au 31 décembre		07/06 %	2008			
	2006	2007		jan	fev	mar	avr
	Données brutes			Variation annuelle, données brutes			
Dordogne	2 270	2 354	3,7	5,8	8,6	2,7	1,6
Gironde	11 610	11 410	-1,7	3,4	5,6	-4,0	-0,1
Landes	3 013	2 905	-3,6	-3,1	2,4	-0,8	-1,1
Lot-et-Garonne	2 561	2 449	-4,4	0,7	4,5	-3,3	0,1
Pyrénées-Atlantiques	4 728	4 648	-1,7	4,9	7,7	-1,8	3,3
Aquitaine	24 182	23 766	-1,7	2,9	5,8	-2,5	0,6
France métropolitaine	447 525	452 943	1,2	3,9	5,0	-1,8	1,4

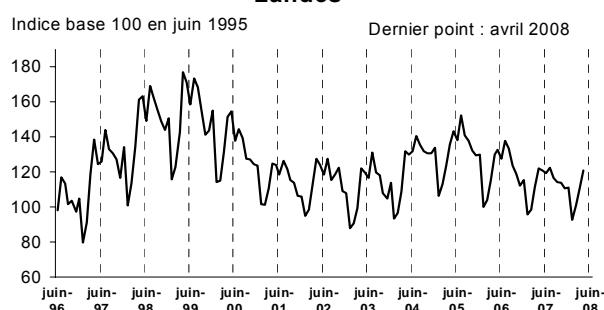
Dordogne



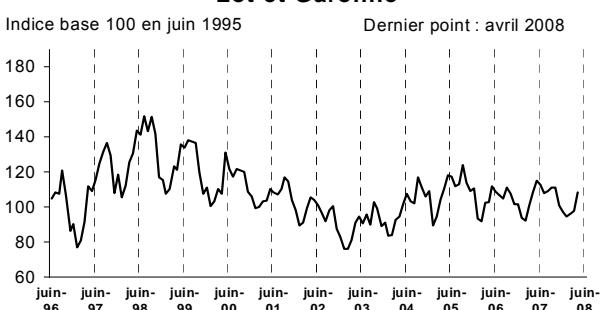
Gironde



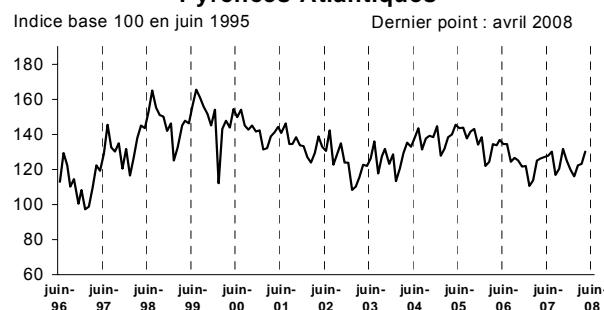
Landes



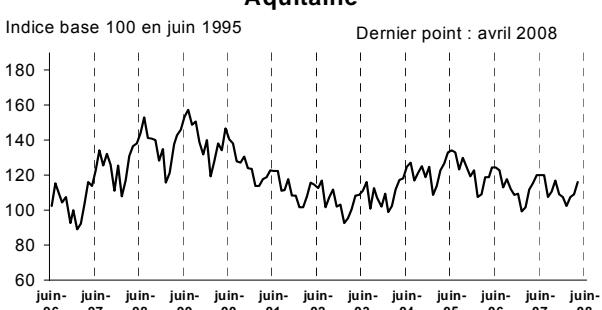
Lot-et-Garonne



Pyrénées-Atlantiques



Aquitaine



Source : Insee - Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Note : depuis juin 1995, les demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps plein, mais exerçant un travail transitoire de plus de 78 heures par mois, ne sont plus considérés comme immédiatement disponibles et constituent la catégorie 6. Pour les graphiques, les indices ont été calculés à partir des DEFM de catégorie 6 en données brutes.

1. Cadrage

1.3. Marché du travail

1.3.7. Offres et demandes d'emploi enregistrées

	2006 Cumul sur l'année	2007 Cumul sur l'année	07/06 %	Evolution annuelle 2008 en %			
				jan	fev	mar	avr
				Cumul sur les premiers mois de l'année			
Offres d'emploi							
Aquitaine							
Ensemble des offres	174 190	188 361	8,1	-14,2	-2,6	-7,1	-3,5
<i>dont durables</i>	71 449	75 601	5,8	7,2	7,8	3,4	4,7
France							
Ensemble des offres	3 403 344	3 628 246	6,6	5,5	4,6	0,7	3,0
<i>dont durables</i>	1 531 477	1 616 596	5,6	7,4	6,0	2,1	5,5
Demandes d'emploi							
Aquitaine							
Licenciement économique	7 804	6 953	-10,9	-13,6	-12,4	-14,6	-6,5
PAP anticipé, fin de convention de conversion*	1 924	1 606	-16,5	-20,1	-17,6	-15,5	-14,0
Autres licenciements	28 654	29 170	1,8	0,7	1,0	1,2	4,2
Démissions	13 921	14 376	3,3	-2,8	-4,9	-6,4	-2,8
Emplois précaires	75 150	78 467	4,4	1,5	2,9	2,9	6,4
Premières entrées vie active	14 524	13 544	-6,7	1,6	-2,3	-4,7	0,0
Autres cas	63 770	72 912	14,3	10,6	5,1	-1,6	0,9
Total	205 747	217 028	5,5	3,2	1,8	-0,7	2,5
France métropolitaine							
Licenciement économique	166 205	145 498	-12,5	-11,5	-10,3	-10,9	-7,4
PAP anticipé, fin de convention de conversion*	29 123	23 705	-18,6	-20,2	-17,0	-18,2	-16,9
Autres licenciements	589 133	586 281	-0,5	-4,1	-2,1	-2,2	1,7
Démissions	222 025	220 172	-0,8	1,4	1,9	1,3	4,5
Emplois précaires	1 479 177	1 488 709	0,6	2,0	2,7	2,7	6,0
Premières entrées vie active	365 264	306 255	-16,2	-15,5	-16,3	-17,1	-13,3
Autres cas	1 511 879	1 593 466	5,4	5,9	2,9	-1,2	1,4
Total	4 362 806	4 364 086	0,0	0,7	0,2	-1,4	1,8

* Le "PAP anticipé" (Projet d'Action Personnalisé) ou "Pré-PAP" existe depuis avril 1992. Depuis janvier 2003, ce motif non comptabilisé auparavant, a été regroupé avec celui des conventions de conversion, dispositif de même nature en voie d'extinction.

1.3.8. Demandes d'emploi sorties

	2006 Cumul sur l'année	2007 Cumul sur l'année	07/06 %	Evolution annuelle 2008 en %			
				jan	fev	mar	avr
				Cumul sur les premiers mois de l'année			
Aquitaine							
<i>dont</i>							
Reprises d'emploi	57 430	58 106	1,2	-2,4	-4,3	-5,7	-5,3
Entrées en stage	17 745	18 042	1,7	-0,6	6,5	8,3	12,8
France métropolitaine							
<i>dont</i>							
Reprises d'emploi	1 146 001	1 107 257	-3,4	-6,8	-6,3	-7,7	-6,6
Entrées en stage	330 195	319 098	-3,4	-2,7	-2,9	-2,7	0,1

Source : Insee - Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

1.3. Marché du travail

1.3.9. Travail temporaire

	2006 Cumul sur l'année	2007 Cumul sur l'année	07/06 %	Part en % départ. Aquitaine	Evolution annuelle 2008 en %			
					jan	fev	mar	avr
Travail temporaire⁽¹⁾								
Dordogne	67 597	79 181	17,1	10,1	-6,0	-4,8	-0,4	...
Gironde	371 178	387 347	4,4	49,3	-8,8	-8,1	-3,7	...
Landes	78 117	85 775	9,8	10,9	6,3	7,6	8,8	...
Lot-et-Garonne	69 687	80 304	15,2	10,2	-5,4	2,9	1,9	...
Pyrénées-Atlantiques	154 176	152 651	-1,0	19,4	0,6	-0,1	-0,5	...
Aquitaine	740 755	785 258	6,0	100,0	-4,9	-3,5	-0,9	...

Source : Insee - Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

⁽¹⁾ Nombre de contrats

* Données provisoires

1.3.10. Bénéficiaires du régime de préretraites

	au 31 décembre		07/06 %	Part en % départ. Aquitaine	2008			
	2006	2007			jan	fev	mar	avr
<i>Part en % de l'Aquitaine dans la France</i>								
Dordogne	180	123	-31,7	0,2	-34,1	-26,5	...	...
Gironde	622	419	-32,6	0,5	-35,3	-35,3	...	...
Landes	222	131	-41,0	0,2	-39,9	-39,7	...	...
Lot-et-Garonne	220	128	-41,8	0,2	-39,1	-36,4	...	...
Pyrénées-Atlantiques	397	231	-41,8	0,3	-38,4	-38,2	...	...
Aquitaine	1 641	1 032	-37,1	3,9⁽¹⁾	-37,0	-35,7	...	...
France métropolitaine	38 400	26 300	-31,5	///	-32,0	-31,7	...	...

Source : Unedic

Champ : nombre de bénéficiaires du régime des préretraites de l'Etat : allocations spéciales du fonds national de l'emploi, allocations de préretraite progressive et allocations complémentaires.

⁽¹⁾ Part en % de l'Aquitaine dans la France

1. Cadrage

1.3. Marché du travail

1.3.11. Principales mesures en faveur de l'emploi

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlant.	Aquitaine
Flux cumulés de janvier à décembre 2007						
EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR MARCHAND						
Exonérations à l'embauche (1)						
Exo. zone de redynamisation urbaine (1er - 50ème salarié)	0	184	0	0	8	192
Exo. zone de revitalisation rurale (1er - 50ème salarié)	358	341	660	245	285	1 889
Exo. zone Franche urbaine (1er - 50ème salarié)	0	1 206	0	0	0	1 206
Exo. Association en ZFU (1er - 15ème salarié)	0	3	0	0	0	3
Contrats jeune en entreprise (2)	590	2 246	514	518	886	4 754
Contrats en alternance (3)						
Contrats d'apprentissage (a)	1 836	4 346	1 291	1 260	3 112	11 845
Contrats de professionalisation	892	4 433	711	586	1 413	8 035
Contrats initiative emploi (4)	277	927	137	140	392	1 873
INSERTION PAR L'ECONOMIQUE						
Associations intermédiaires (5)	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Entreprises de travail temporaire d'insertion (5)	96	236	77	60	46	515
Entreprises d'insertion (6)	92	713	49	177	76	1 107
AIDES A LA CREATION D'ENTREPRISE						
Aides aux chômeurs créateurs d'entreprises (7)	1 127	2 816	858	692	1 358	6 851
Encouragement aux dévelop. d'entreprises nouvelles (7)	78	286	58	46	106	574
EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR NON MARCHAND						
Contrats Emplois Consolidés (8)	14	74	8	1	6	103
Contrats Accompagnement dans l'Emploi (8)	2 446	6 389	1 138	1 578	2 625	14 176
Contrats d'Avenir (8)	602	1 529	373	472	854	3 830
Contrats Emploi Jeune (9)	5	19	4	8	19	55
AUTRES MESURES						
Contrats d'insertion à la vie sociale - CIVIS (10)	1 225	4 525	1 019	1 236	1 839	9 844
Evolution en % des flux cumulés 2007 / 2006						
EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR MARCHAND						
Exonérations à l'embauche (1)						
Exo. zone de redynamisation urbaine (1er - 50ème salarié)	-	-24,6	-	-100,0	33,3	-23,5
Exo. zone de revitalisation rurale(1er - 50ème salarié)	17,0	66,3	64,6	26,9	38,3	44,1
Exo. zone Franche urbaine(1er - 50ème salarié)	-	8,6	-	-	-	8,6
Exo. Association en ZFU(1er - 15ème salarié)	-	-57,1	-	-	-	-57,1
Contrats jeune en entreprise (2)	12,4	21,5	20,7	16,9	12,0	17,9
Contrats en alternance (3)						
Contrats d'apprentissage	-8,2	-3,5	-3,0	-25,0	4,2	-5,3
Contrats de professionalisation	18,8	44,3	5,3	6,7	-21,3	17,4
Contrats initiative emploi (4)	-37,3	-44,7	-56,1	-50,7	-35,7	-43,6
INSERTION PAR L'ECONOMIQUE						
Associations intermédiaires (5)	-	-	-	-	-	-
Entreprises de travail temporaire d'insertion (5)	0,0	-6,3	2,7	-1,6	4,5	-2,5
Entreprises d'insertion (6)	35,3	12,8	19,5	-13,2	-13,6	7,2
AIDES A LA CREATION D'ENTREPRISE						
Aides aux chômeurs créateurs d'entreprises (7)	62,2	35,4	88,6	22,9	45,6	45,0
Encouragement aux dévelop. d'entreprises nouvelles (7)	23,8	45,9	9,4	7,0	-10,9	21,1
EMPLOI AIDÉ DANS LE SECTEUR NON MARCHAND						
Contrats Emplois Consolidés (8)	-90,8	-87,1	-92,7	-99,1	-96,6	-90,8
Contrats Accompagnement dans l'Emploi (8)	22,3	2,9	-6,4	3,5	14,4	7,0
Contrats d'Avenir (8)	-4,7	12,7	41,8	4,2	17,1	11,5
Contrats Emploi Jeune (9)	-54,5	-68,9	-81,8	-63,6	-34,5	-62,1
AUTRES MESURES						
Contrats d'insertion à la vie sociale - CIVIS (10)	-2,8	-13,5	-1,8	3,6	0,4	-6,7

Source : Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

(1) Nombre de déclarations d'embauches reçues ou acceptées

(6) Nombre d'embauches en CDD

(2) Nombre de déclarations d'embauches reçues et acceptées

(7) Nombre de bénéficiaires des aides (ACCRE, EDEN)

(3) Nombre de nouveaux contrats enregistrés

(8) Nombre total des conventions initiales et des avenants

(4) Nombre de conventions signées, nouvelle formule

(9) Nombre total d'embauches

(5) Nombre de personnes mises à disposition (en moyenne par mois)

(10) Nombre d'entrées dans le dispositif

nd : non disponible

1. Cadrage

1.4. Commerce extérieur

1.4.1. Pays fournisseurs et pays clients de l'Aquitaine en 2007

	Unité : million d'euros						
	Importations			Exportations			Soldes
	Valeur	valeur en %	07/06 %	Valeur	valeur en %	07/06 %	Valeur
Zone géographique							
Europe	7 278	68,1	6,2	8 616	64,9	0,4	1 338
Union européenne	5 956	55,7	2,5	7 688	57,9	1,7	1 732
<i>dont</i>							
<i>Espagne</i>	1 506	14,1	3,1	2 302	17,3	-14,7	797
<i>Allemagne</i>	1 170	10,9	-24,7	1 197	9,0	-5,8	27
<i>Royaume-Uni</i>	633	5,9	24,2	1 145	8,6	0,8	512
<i>Italie</i>	464	4,3	7,4	666	5,0	-7,0	202
<i>Belgique</i>	546	5,1	37,4	596	4,5	9,5	50
<i>Pays-Bas</i>	388	3,6	-15,6	343	2,6	-19,4	-45
<i>Portugal</i>	331	3,1	13,8	232	1,7	-5,8	-99
<i>Suède</i>	130	1,2	86,1	116	0,9	53,8	-14
<i>Irlande</i>	129	1,2	12,2	85	0,6	2,5	-44
<i>Finlande</i>	87	0,8	49,8	24	0,2	-5,3	-62
<i>Danemark</i>	69	0,6	-3,6	80	0,6	33,0	11
<i>Lettonie</i>	23	0,2	1,6	10	0,1	48,0	-13
<i>Lituanie</i>	17	0,2	59,9	5	0,0	46,6	-12
<i>Pologne</i>	78	0,7	-5,1	195	1,5	58,1	117
Afrique	342	3,2	23,9	558	4,2	0,2	216
Amérique	1 757	16,4	6,8	2 980	22,4	6,5	1 223
<i>dont</i>							
<i>Etats-Unis</i>	1 175	11,0	0,1	2 342	17,6	2,8	1 167
<i>Canada</i>	282	2,6	42,8	201	1,5	-1,8	-81
Proche et Moyen Orient	41	0,4	28,1	189	1,4	54,9	148
Asie	1 116	10,4	3,2	883	6,6	14,7	-233
<i>dont</i>							
<i>Chine</i>	612	5,7	22,9	161	1,2	18,6	-451
<i>Japon</i>	180	1,7	0,9	217	1,6	-2,9	37
<i>Hong-Kong</i>	8	0,1	-44,7	81	0,6	58,6	72
<i>Singapour</i>	5	0,0	-70,9	38	0,3	5,5	33
Autres pays (yc.non déterminés)	160	1,5	ns	53	0,4	ns	-107
Total	10 694	100,0		13 279	100,0		2 585

Source : Direction régionale des douanes de Bordeaux - exploitation de la base de données BEANET, juin 2008

Les statistiques du Commerce Extérieur sont élaborées par l'administration des Douanes à partir des données collectées sur deux documents : la déclaration en douane pour les échanges de marchandises avec les pays tiers à l'Union, et la déclaration d'échanges de biens (DEB) pour les échanges de marchandises intra-communautaires.

Les données régionales et départementales n'intègrent pas les échanges de matériel militaire. La valeur est prise en compte au passage de la frontière nationale : Coût Assurance Fret (CAF) à l'import, Franco à bord (FAB) à l'export. Le département est sauf exception, celui de départ ou de destination de la marchandise. Les cas particuliers concernent des organisations liées au stockage (produits énergétiques) ou à la distribution (plate-forme d'import / export).

Les bases de données du commerce extérieur sont mises à jour mensuellement.

L'appréciation de l'excédent commercial brut doit être faite au regard des considérations suivantes. Les chiffres présentés sont le reflet de mouvements de marchandises en provenance ou à destination directes à l'étranger. On ne peut donc pas en conclure que les importations régionales correspondent à la totalité des produits étrangers consommés en Aquitaine, ni que la totalité des produits exportés est nécessairement fabriquée dans la région.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, dans le cadre des échanges communautaires, la précision du département de départ ou d'arrivée n'est exigée que pour les opérations de niveau 1. Pour les autres opérateurs (niveau d'obligation 2 ou 3), le code 98 « département indéterminé » est affecté aux opérations.

1. Cadrage

1.4. Commerce extérieur

1.4.2. Produits exportés en valeur

Unité : million d'euros

	2006	2007	07/06	12 mois du 2T2007 au 1T2008	2007		2008		Part en % Aquitaine
					T2	T3	T4	T1	
					%		Variation annuelle (%)		
Aquitaine									
Exportations totales	12 880	13 279	3,1	13 662	3,6	5,2	1,6	11,6	3,4
Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles	839	841	0,2	918	3,1	-12,8	0,5	28,0	7,1
dont Produits de la culture et de l'élevage	796	800	0,4	869	5,0	-14,0	0,0	26,5	7,4
Produits des Industries Agricoles et Alimentaires	2 368	2 508	5,9	2 649	1,3	10,4	13,8	25,0	7,2
dont Boissons	1 436	1 558	8,5	1 674	1,7	18,1	15,3	32,9	13,5
Biens de consommation	1 866	1 994	6,9	2 070	19,0	5,4	13,0	15,3	3,3
Habillement, cuir	365	387	6,2	408	3,9	0,1	25,0	16,4	3,4
Produits de l'édition, imprimés ou reproduits	4	6	52,5	6	91,2	72,9	34,8	10,5	0,3
Produits pharmaceutiques, parfumerie, entretien	1 369	1 453	6,1	1 483	22,2	4,9	11,0	9,3	4,5
dont Produits pharmaceutiques	1 325	1 407	6,2	1 437	22,2	5,2	10,8	9,5	6,4
Equipements du foyer	133	154	16,4	179	19,3	30,6	12,4	78,8	1,1
Produits de l'industrie automobile	1 267	372	-70,6	638	-53,1	-51,2	-52,9	-17,4	0,7
Produits de la construction automobile	629	79	-87,5	65	-92,3	-90,1	-92,3	-43,2	0,2
Equipements pour automobiles	638	593	-7,1	573	-9,6	-1,8	-3,5	-12,2	3,7
Biens d'équipement	3 035	3 494	15,1	3 526	19,4	26,8	-0,9	3,8	3,7
Bateaux, avions, trains, motos	2 139	2 643	23,6	2 667	25,3	46,3	1,6	3,7	8,4
dont Produits construction aéronautique, spatiale	2 081	2 551	22,6	2 572	19,7	48,8	0,6	3,3	9,2
Equipements mécaniques	419	398	-4,9	403	3,5	-11,4	-2,2	5,4	1,1
Equipements électriques et électroniques	477	453	-5,2	456	2,2	-11,8	-11,3	2,9	1,8
Biens intermédiaires	3 493	3 719	6,5	3 810	7,3	7,5	8,5	9,8	3,0
Produits minéraux	121	152	25,8	167	11,9	35,2	46,9	42,1	2,5
dont Produits divers des industries extractives	24	25	6,3	38	-27,0	25,9	72,7	233,6	4,7
Produits de l'industrie textile	79	93	17,5	94	17,3	19,2	16,4	6,6	1,5
Produits en bois, papier ou carton	984	1 005	2,1	1 038,3	6,5	9,4	2,8	14,4	10,7
dont Produits du travail du bois	309	312	1,1	314,4	3,8	11,9	-8,9	3,2	12,9
dont Pâte à papier, papiers et cartons	622	650	4,6	682	8,5	10,9	11,0	22,2	13,1
Produits chimiques, caoutchouc, plastiques	1 533	1 543	0,7	1 559	-2,8	3,7	6,4	3,9	3,3
dont Produits de la chimie organique	852	882	3,5	891	0,8	7,2	11,3	4,3	4,7
dont Produits de la parachimie	362	332	-8,3	335,6	-16,3	-6,0	0,0	3,5	2,8
Métaux et produits métalliques	6 667	784	-88,2	810	22,1	4,9	13,9	13,7	2,2
dont Sidérurgie et 1 ^{re} transformation de l'acier	393	498	26,7	525	45,6	8,5	14,3	23,4	5,3
Composants électriques et électroniques	109	143	31,1	141	66,5	14,0	4,5	-3,2	0,7
Produits énergétiques	5	7	23,0	7	67,3	41,3	43,5	1,5	0,0
Combustibles et carburants	5	7	23,0	7	67,3	41,3	43,5	1,5	0,0
dont Hydrocarbures naturels	0	1	*	0	*	*	*	*	0,1
dont Produits pétroliers raffinés	5	7	24,5	7	85,1	42,3	43,6	1,1	0,3
Eau, gaz, électricité	0	0	*	*	*	*	*	*	0,0
Autres									

Source : Direction régionale des douanes de Bordeaux - exploitation de la base de données BEANET, juin 2008

Note : Les importations sont comptées en valeur CAF (coût, assurance, frêt), les exportations FAB (franco à bord), les données ne comprennent pas le matériel militaire ; taux de passage CAF/FAB réévalué en 2006

1.4. Commerce extérieur

1.4.3. Produits importés en valeur

Unité : million d'euros

	2006	2007	07/06	12 mois du 2T2007 au 1T2008	2007		2008		Part en % Aquitaine
					T2	T3	T4	T1	
					%	Variation annuelle (%)			France
Aquitaine									
Importations totales	10 068	10 694	6,2	11 076	2,0	4,7	10,8	14,6	2,4
Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles	308	316	2,6	327	2,7	-5,2	9,0	13,4	3,2
dont Produits de la culture et de l'élevage	231	233	1,0	242	0,8	-6,4	12,4	14,6	2,8
Produits des Industries Agricoles et Alimentaires	774	842	8,8	878	12,5	7,9	8,7	19,5	3,0
dont Boissons	170	214	26,2	217	26,0	32,5	18,5	5,1	8,7
Biens de consommation	1 397	1 470	5,2	1 571	9,1	7,6	-1,8	27,6	2,1
Habillement, cuir	430	447	4,0	442	-3,3	5,4	3,6	-3,8	2,3
Produits de l'édition, imprimés ou reproduits	17	17	-1,1	15	-4,4	-4,5	-37,9	-31,0	0,7
Produits pharmaceutiques, parfumerie, entretien	526	590	12,3	687	19,3	13,4	-1,2	72,9	2,8
dont Produits pharmaceutiques	500	564	12,7	660	20,1	12,9	-0,9	75,9	3,2
Equipements du foyer	425	416	-2,0	427	7,8	3,9	-5,4	11,0	1,5
Produits de l'industrie automobile	11 243	956	-91,5	916	-30,1	-30,4	-28,2	-14,7	1,9
Produits de la construction automobile	996	729	-26,8	700	-33,4	-38,2	-34,7	-14,5	2,0
Equipements pour automobiles	247	227	-8,2	217	-15,2	8,2	2,9	-16,0	1,6
Biens d'équipement	2 140	2 458	14,9	2 490	13,0	17,6	14,3	5,7	2,7
Bateaux, avions, trains, motos	1 097	1 343	22,4	1 330	20,1	31,0	25,2	-4,5	6,9
dont Produits construction aéronautique, spatiale	1 070	1 321	23,5	1 308	21,5	32,6	25,8	-4,8	8,4
Equipements mécaniques	474	593	25,2	627	26,7	41,6	10,4	23,5	1,7
Equipements électriques et électroniques	569	522	-8,3	533	-13,5	-21,2	-2,5	8,8	1,5
Biens intermédiaires	2 840	3 336	17,5	3 373	16,1	15,0	15,4	4,5	2,4
Produits minéraux	189	230	21,9	234	25,5	15,3	22,4	7,7	2,6
dont Produits divers des industries extractives	17	22	26,9	23	43,3	-6,1	71,4	27,6	3,0
Produits de l'industrie textile	143	153	7,6	154	-8,8	16,1	12,4	2,5	1,8
Produits en bois, papier ou carton	558	609	9,0	634	12,9	8,2	11,5	17,3	4,6
dont Produits du travail du bois	278	291	4,6	301	7,4	13,4	3,5	14,6	7,0
dont Pâte à papier, papiers et cartons	215	250	16,1	265	21,8	7,9	22,5	26,0	4,0
Produits chimiques, caoutchouc, plastiques	1 196	1 423	19,0	1 430	18,6	18,9	12,6	1,8	2,9
dont Produits de la chimie organique	537	647	20,5	626	25,2	19,9	-0,5	-11,3	3,4
dont Produits de la parachimie	138	138	0,0	153	1,0	-2,7	12,7	49,9	1,3
Métaux et produits métalliques	560	734	31,0	737	26,0	16,8	31,3	1,8	1,9
dont Sidérurgie et 1 ^{ère} transformation de l'acier	260	390	50,1	396	35,3	19,3	59,1	5,8	2,3
Composants électriques et électroniques	194	187	-3,6	184	-8,1	7,6	-9,2	-6,9	1,1
Produits énergétiques	1 346	1 256	-6,7	1 468	-27,8	-13,2	46,6	74,3	2,0
Combustibles et carburants	1 346	1 256	-6,6	1 468	-27,9	-13,0	46,2	74,5	2,0
dont Hydrocarbures naturels	0	0	*	0	*	*	*	*	0,0
dont Produits pétroliers raffinés	1 333	1 256	-5,8	1 346	-28,9	-12,1	46,2	73,7	8,0
Eau, gaz, électricité	0	0	*	*	*	*	*	*	0,1
Autres									

Source : Direction régionale des douanes de Bordeaux - exploitation de la base de données BEANET, juin 2008

Note : Les importations sont comptées en valeur CAF (coût, assurance, frêt), les exportations FAB (franco à bord), les données ne comprennent pas le matériel militaire ; taux de passage CAF/FAB réévalué en 2006

1. Cadrage

2.1. Agriculture

2.1.1. Exploitations agricoles

	2000	2005	2005/2000 %	Part en % Aquitaine France
Aquitaine - ensemble des exploitations				
Nombre d'exploitations agricoles	56 208	46 128	-17,9	8,5
Superficie agricole utilisée des exploitations (1)	1 475	1 429	-3,1	5,2
Taille moyenne des exploitations (ha)	27	31	14,8	///
Actifs agricoles familiaux	101 587	81 880	-19,4	8,6
Salariés agricoles permanents	22 680	22 380	-1,3	15,2
Aquitaine - exploitations professionnelles				
Nombre d'exploitations agricoles professionnelles	32 607	27 716	-15,0	8,0
Superficie agricole utilisée des exploitations (1)	1 281	1 247	-2,6	4,9
Taille moyenne des exploitations (ha)	39	45	15,4	///
Actifs agricoles familiaux	68 038	56 122	-17,5	8,3
Salariés agricoles permanents	22 414	21 938	-2,1	15,3
Nombre d'UTA totales (unité de travail annuel)	81 695	73 799	-9,7	9,8
Nombre moyen d'UTA par exploitation	2,5	2,7	8,0	///
Nombre moyen d'UTA pour 100 hectares	6,4	5,9	-7,8	///

Source : Direction régionale de l'agriculture et de la forêt - SRISE

Recensement de l'Agriculture de 2000 et enquête Structure 2005

(1) En milliers d'hectares

2.1.2. Productions animales

Unité : poids produit (équivalent-carcasse) en tonnes

	2007
Aquitaine	
Bovins	
Gros bovins	39 789
Veaux de boucherie	23 174
dont veaux sous la mère	6 443
Porcins	70 654
Ovins	8 476
Caprins	498
Equidés	1 470
Volailles	
Canards gras	88 064
dont foies gras	9 842
Oies grasses	1 993
dont foies gras	207
Poulets de chair	62 352

Source : Direction régionale de l'agriculture et de la forêt - SRISE - Statistique agricole annuelle SAA 2007

Note : il s'agit des animaux finis produits dans la région

2.1. Agriculture

2.1.3. Productions végétales

	Rendement		Production		07/06 %	
	2006	2007	2006	2007		
Aquitaine						
Céréales						
Maïs-grain (n.c. semences)	87	93	26 291	28 220	7,3	
Oléagineux						
Tournesol	25	26	1 192	1 046	-12,2	
Soja	27	25	215	166	-22,8	
Tabac	26	24	47	41	-12,8	
Légumes						
Maïs doux	188	195	3 845	3 997	4,0	
Fraises	183	174	204	176	-13,7	
Carottes	394	384	2 018	1 692	-16,2	
Asperges	32	33	49	49	0,0	
Tomates	898	895	735	744	1,2	
Haricots verts	101	104	746	872	16,9	
Fruits						
Prunes à pruneaux	129	136	1 329	1 414	6,4	
Noisettes ⁽¹⁾	22	17	33	27	-18,2	
Kiwi	223	200	407	371	-8,8	
Noix ⁽¹⁾	19	20	88	92	4,5	
Production de vin						
Ensemble	49	45	7 384	6 677	-9,6	
dont AOC ⁽²⁾	49	45	6 984	6 345	-9,1	
Vin rouge et rosé	/	/	6 260	5 709	-8,8	
dont AOC ⁽²⁾	/	/	6 056	5 537	-8,6	

Source : Direction régionale de l'agriculture et de la forêt - SRISE - SAA (statistique agricole annuelle) 2006 et 2007

(1) Y compris la production des arbres isolés

(2) Volumes revendiqués

Note : les rendements sont exprimés en quintaux/hectare et les productions en milliers de quintaux sauf pour le vin où ils sont respectivement exprimés en hectolitres/hectare et en milliers d'hectolitres.

Pour le tabac, les légumes et les fruits, il s'agit de la production récoltée.

2. Secteurs d'activité

2.1. Agriculture

2.1.4. Evolution du résultat agricole de l'Aquitaine

Aquitaine	2004	2005	2006	2007	Unité : million d'euros courants, %	
					07/06 (%)	
Produits végétaux	3 422	3 128	3 171	3 371	6,3	
Céréales	600	553	511	714	39,7	
<i>dont blé tendre</i>	79	81	66	87	32,5	
<i>dont maïs</i>	479	428	412	580	40,8	
Oléagineux	47	53	45	67	49,3	
Tabac	22	24	16	14	-12,2	
Fourrages	212	226	213	217	2,0	
Légumes frais	201	214	210	220	4,8	
Fruits	259	263	371	365	-1,7	
Vins de qualité	1 793	1 558	1 579	1 560	-1,1	
Autres produits végétaux	289	237	228	214	-5,9	
Produits animaux	1 345	1 348	1 323	1 360	2,8	
Gros bovins, veaux	474	470	492	495	0,5	
Porcins	64	65	69	65	-5,4	
Ovins	60	64	54	53	-2,5	
Volailles et œufs	387	390	386	432	12,0	
Lait et produits laitiers	292	306	271	264	-2,6	
Autres produits animaux	68	54	51	51	-0,1	
Production totale au prix de base	4 994	4 710	4 738	4 978	5,1	
<i>dont production de services</i>	227	234	243	248	1,8	
<i>dont subventions sur les produits</i>	393	389	152	147	-2,9	
Consommations intermédiaires	2 374	2 358	2 497	2 652	6,2	
Charges de cultures	487	467	485	509	5,0	
Charges animales	595	575	619	718	15,9	
Entretien et produits pétroliers	429	449	440	449	1,9	
Autres consommations intermédiaires	864	867	953	977	2,5	
Valeur ajoutée brute	2 620	2 352	2 241	2 326	3,8	
Consommation de capital fixe	765	798	823	858	4,2	
Ressources						
Valeur ajoutée nette	1 855	1 555	1 417	1 469	3,6	
Subventions d'exploitations	103	138	357	356	-0,2	
Emplois						
Salaires et cotisations sociales	884	900	915	931	1,7	
Impôts sur la production	110	103	105	104	-0,2	
Revenu mixte net	965	691	754	790	4,7	
Résultat agricole	1 849	1 590	1 670	1 720	3,0	
Unités de travail annuel totales (UTAT)	93 135	91 572	90 240	88 939	-1,4	
Résultat agricole par UTA totales (€)	19 850	17 364	18 500	19 339	4,5	
Unités de travail annuel non salariées (UTANS)	52 810	50 863	48 984	47 147	-3,8	
Revenu net d'entreprises agricole par UTANS (millier d'€)	14,6	9,5	11,2	12,4	10,8	
Indice de prix du PIB : évolution n/n-1	101,6	102,0	102,5	102,5	/	
Evolution du RNAE par UTANS (en %) en termes réels	10,3	-36,2	15,1	7,8	/	

Source : AGRESTE-DRAF-SRISE - Comptes de l'agriculture en base 2000

Comptes de l'agriculture publiés en juillet 2008. Résultats définitifs en 2004 et 2005, semi-définitifs en 2006 et provisoires en 2007.

Production totale au prix de base = produits végétaux + produits animaux + services

Valeur ajoutée brute = production totale au prix de base - consommations intermédiaires

Valeur ajoutée nette = valeur ajoutée brute - consommation de capital fixe

Revenu mixte net = valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation - salaires et cotisations sociales - impôts sur la production

Résultat agricole = revenu mixte net + salaires et cotisations sociales

2.1. Agriculture

2.1.5. Le résultat agricole par département

	Unité : million d'euros courants, %											
	Dordogne		Gironde		Landes		Lot-et-Gar.		Pyrénées-Atl.		valeur	%
	2007	07/06	2007	07/06	2007	07/06	2007	07/06	2007	07/06		
Produits végétaux	382,3	5,2	1 702,9	-0,4	382,5	32,4	616,4	8,7	286,7	18,3		
Céréales	86,8	40,0	70,0	27,1	274,5	47,6	137,8	35,6	145,1	28,9		
<i>dont blé tendre</i>	20,4	43,8	4,5	-	4,0	44,4	52,9	30,0	5,3	46,3		
<i>dont maïs</i>	47,6	36,3	62,4	29,5	267,2	48,2	69,4	40,5	133,5	34,7		
Oléagineux	21,4	57,4	4,0	47,4	1,1	29,9	39,4	46,3	1,0	37,7		
Tabac	5,1	-13,5	0,5	-13,5	0,8	-12,0	6,0	-11,3	1,4	-10,7		
Fourrages	67,7	2,3	14,8	-6,6	13,9	-4,9	30,1	7,2	90,2	2,3		
Légumes frais	13,7	1,6	35,1	-14,3	47,4	4,1	107,0	10,7	16,8	25,8		
Fruits	74,9	-5,4	32,5	4,4	25,1	21,6	225,8	-3,6	6,3	12,7		
Vins de qualité	75,6	-12,1	1442,0	-0,4	1,5	-0,7	28,1	-5,3	13,3	0,5		
Autres produits végétaux	37,0	-0,7	104,1	-9,8	18,1	-3,7	42,3	-2,1	12,6	-1,6		
Produits animaux	303,9	1,8	74,9	1,8	304,3	9,0	125,9	1,1	550,6	0,6		
Gros bovins et veaux	158,2	0,3	35,9	0,4	31,4	0,4	41,4	0,7	227,7	0,6		
Porcins	15,4	-5,4	5,3	-5,4	7,0	-5,4	8,0	-5,3	29,4	-5,4		
Ovins	8,6	-2,8	3,9	-3,2	1,3	-2,9	4,0	-3,1	35,2	-2,2		
Volailles et œufs	61,8	11,9	13,4	13,3	213,0	11,9	35,5	12,7	108,5	11,8		
Laits et produits laitiers	55,5	-0,8	11,4	-0,1	23,7	11,7	30,6	-6,9	142,7	-4,6		
Autres produits animaux	4,4	-	5,2	0,2	27,9	0,9	6,4	-1,2	7,0	-3,6		
Production totale au prix de base	731,5	3,6	1 847,8	-0,2	722,5	19,8	792,2	7,0	884,1	-1,4		
<i>dont production de services</i>	45,38	2,0	69,9	1,8	35,7	1,8	49,9	1,7	46,9	2,9		
<i>dont subventions sur les produits</i>	38,0	-1,5	9,1	-23,4	22,7	-1,5	28,6	-2,0	48,8	-0,3		
Evolution du RNEA par UTANS (en %) en termes réels		8,6			0,0		12,1		28,7		3,6	

Source : AGRESTE-DRAF-SRISE - Comptes de l'agriculture en base 2000

Comptes de l'agriculture publiés en juillet 2008. Résultats semi-définitifs en 2006 et provisoires en 2007.

(1) milliers d'euros

Les comptes de l'agriculture retracent l'ensemble de la production agricole, évaluée au prix de base. Ils comprennent la production au prix producteur, la production intra-consommée et les fourrages, les subventions directes sur les produits.

Les consommations intermédiaires sont évaluées aux prix d'acquisition hors subvention et hors TVA déductible. Elles incluent la production intra-consommée afin d'annuler son effet sur la valeur ajoutée et les revenus. Les subventions d'exploitation, l'aide

On définit deux indicateurs à partir des soldes comptables:

** le résultat agricole global correspond à la valeur ajoutée nette aux coûts des facteurs.

**le revenu net d'entreprise agricole est le résultat final de l'activité agricole de l'année après déduction de toutes les charges.

La réforme de la PAC modifie en profondeur les comptes de l'agriculture. Dès 2004, de nouvelles subventions sur les produits ont été créées. A partir de 2005, la modulation des aides et les contraintes de conditionnalité des subventions au respect d'un certain nombre de normes agri-environnementales entraînent un tassement des subventions sur les produits. A partir de 2006, le découplage partiel des aides à la production entraînera une forte diminution des subventions sur les produits et un report en versement unique dans le cadre des subventions d'exploitations.

2. Secteurs d'activité

2.1. Agriculture

2.1.6. Amélioration des structures des exploitations agricoles

	Sommes versées (en milliers d'euros)		
Aquitaine	2005	2006	2007
Mesures du Règlement de Développement Rural (PDRN)			
Contrats Territoriaux d'Exploitation (CTE)	20 122	11 431	4 277
Contrat d'Agriculture Durable (CAD)	2 015	4 691	4 645
Dotation Jeunes Agriculteurs (DJA)	7 783	7 635	5 870
Mesures forestières			
- boisement des terres agricoles	733	616	
- autres mesures	29 234	25 006	31 250
Indemnité Compensatoire de Handicap Naturel (ICHN)	25 989	27 782	27 780
Mesures Agro-Environnementales (MAE)	148	257	
Pré-retraite sociale	1 835	1 697	
Remembrement des terres (aides SAFER)	582	392	
Aides Montagne Bâtiment	952		
Aides Montagne Mécanisation	404		
Aide à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles (POA PDRN)	4 283	12 416	
Formation RDR	155	260	19
Aide à la transmission d'exploitation (ATE)	119	98	121
Aide aux CUMA	3 298	3 951	35
Objectif 2 : volet développement rural du DOCUP	14 868	21 222	
Mesures hors Règlement de Développement Rural (RDR)			
Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole (PMPOA)	588	1 046	1 842
Aides à la restructuration des Exploitations			
- Aide à la Reconversion Professionnelle (ARP)	66	78	
- Agriculteurs en difficulté	634	635	387
- Transferts de Droits à Prime (TDP)	19		
Autres aides à l'installation des Jeunes Agriculteurs			
- Programme pour l'Installation et le Développement des Initiatives Locales (PIDIL-Etat)	477	562	644
Stage 6 mois (bourse aux stagiaires)	236	165	193
Stage 6 mois (indemnités de tutorat)	37	47	43
Aides à la modernisation des exploitations	28		
Animation biologique	166	191	
Aide à la transformation et à la commercialisation aux IAA (POA IFOP)	100		
OGAF	17	2	6
Programme LEADER PLUS (FEOGA 0)	1 413	2 383	
Pôle d'excellence rurale	nouveau en 2007		110
PMBE	nouveau en 2007		5 042
PVE	nouveau en 2007		320

Source : Direction Régionale du CNSEA

CNSEA Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles

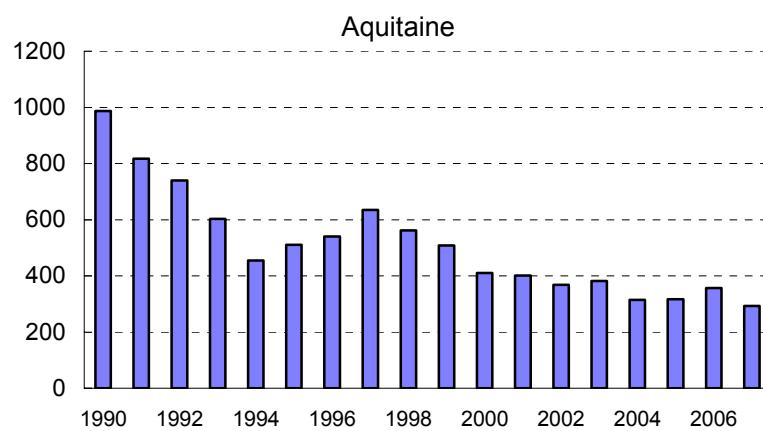
2.1. Agriculture

2.1.6 bis Dotations Jeunes Agriculteurs Evolution du nombre d'installations aidées (premiers versements)

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Aquitaine
1990	132	159	128	216	352	987
1991	155	123	82	152	305	817
1992	140	159	75	156	210	740
1993	112	106	62	91	232	603
1994	88	79	54	71	163	455
1995	101	96	56	83	174	510
1996	108	96	55	107	174	540
1997	99	149	75	137	175	635
1998	101	142	65	103	151	562
1999	95	118	53	92	150	508
2000	86	118	45	63	98	410
2001	67	108	35	60	131	401
2002	71	86	45	58	108	368
2003	66	57	36	71	152	382
2004	65	58	26	56	109	314
2005	69	59	36	48	105	317
2006	70	67	32	60	128	357
2007	64	53	23	41	112	293

Source : CNASEA

Nombre annuel de DJA en Aquitaine de 1990 à 2007



Source : CNASEA

2. Secteurs d'activité

2.1. Sylviculture

2.1.14 Exploitations forestières et scieries

	2005	2006	2006/2005 %	Part en % départ. Aquitaine
Dordogne				
Exploitation forestière (1)	82	81	-1,2	28,7
Scierie (2)	83	83	0,0	41,1
Gironde				
Exploitation forestière (1)	80	81	1,3	28,7
Scierie (2)	50	47	-6,0	23,3
Landes				
Exploitation forestière (1)	69	64	-7,2	22,7
Scierie (2)	33	31	-6,1	15,3
Lot-et-Garonne				
Exploitation forestière (1)	26	25	-3,8	8,9
Scierie (2)	15	18	20,0	8,9
Pyrénées-Atlantiques				
Exploitation forestière (1)	29	31	6,9	11,0
Scierie (2)	22	23	4,5	11,4
Aquitaine				(3)
Exploitation forestière (1)	286	282	-1,4	7,5
Scierie (2)	203	202	-0,5	9,8

Source : SCEES - Enquêtes annuelles de branche "Exploitation forestière" (EXF) et "Scierie, rabotage, ponçage et imprégnation du bois" (SRI)

(1) Nombre d'entreprises ayant une activité d'exploitation forestière

(2) Nombre d'entreprises ayant une activité de scierie

(3) Part en % de l'Aquitaine dans la France

2.1. Sylviculture

2.1.15 Récolte de bois et production de sciages

	Unité : millier de mètres cubes									
	Ensemble				dont pin maritime					
	2005	2006	06/05	Part en % départ. Aquitaine	2005	2006	06/05	Part en % départ. Aquitaine		
Dordogne										
Récolte de bois d'oeuvre ⁽¹⁾	365,3	309,4	-15,3	6,2	200,0	163,5	-18,3	3,6		
Récolte de bois d'industrie ⁽²⁾	477,9	407,6	-14,7	12,8	174,8	140,0	-19,9	5,2		
Production de sciages ⁽³⁾	252,3	229,3	-9,1	14,7	144,2	96,9	-32,8	7,6		
Gironde										
Récolte de bois d'oeuvre ⁽¹⁾	1 476,1	1 501,3	1,7	30,3	1 447,3	1 456,7	0,6	31,7		
Récolte de bois d'industrie ⁽²⁾	1 033,4	906,5	-12,3	28,5	972,2	842,8	-13,3	31,6		
Production de sciages ⁽³⁾	534,5	540,0	1,0	34,6	500,6	498,2	-0,5	39,2		
Landes										
Récolte de bois d'oeuvre ⁽¹⁾	2 751,9	2 730,2	-0,8	55,1	2 709,3	2 685,4	-0,9	58,5		
Récolte de bois d'industrie ⁽²⁾	1 516,9	1 601,7	5,6	50,3	1 458,4	1 540,0	5,6	57,7		
Production de sciages ⁽³⁾	627,7	658,5	4,9	42,2	613,7	599,4	-2,3	47,2		
Lot-et-Garonne										
Récolte de bois d'oeuvre ⁽¹⁾	297,7	342,5	15,0	6,9	234,1	282,3	20,6	6,2		
Récolte de bois d'industrie ⁽²⁾	184,9	193,1	4,4	6,1	141,6	142,8	0,8	5,4		
Production de sciages ⁽³⁾	136,1	96,0	-29,5	6,2	77,7	75,2	-3,2	5,9		
Pyrénées-Atlantiques										
Récolte de bois d'oeuvre ⁽¹⁾	70,9	74,6	5,2	1,5	1,8	1,6	-11,1	0,0		
Récolte de bois d'industrie ⁽²⁾	74,9	76,9	2,7	2,4	0,7	1,1	57,1	0,0		
Production de sciages ⁽³⁾	35,7	37,0	3,6	2,4	0,8	0,4	-50,0	0,0		
Aquitaine										
Récolte de bois d'oeuvre ⁽¹⁾	4 961,9	4 958,0	-0,1	23,1	4 592,5	4 589,5	-0,1	90,8		
Récolte de bois d'industrie ⁽²⁾	3 288,0	3 185,8	-3,1	27,8	2 747,7	2 666,7	-2,9	87,8		
Production de sciages ⁽³⁾	1 586,3	1 560,8	-1,6	15,3	1 337,0	1 270,1	-5,0	78,0		

Source : SCEES - *Enquêtes annuelles de branche "Exploitation forestière" (EXF) et "Scierie, rabotage, ponçage et imprégnation du bois" (SRI)*

(1) Grumes : en mètres cubes ronds sur écorce

(2) Bois de Trituration pour pâtes et panneaux : en mètres cubes ronds sur écorce pour tous les bois d'industrie
La récolte totale est la somme de la récolte de bois d'œuvre, de bois d'industrie et de bois de feu. Cette dernière,
de plus faible volume, n'apparaît pas dans le tableau,

(3) Production des entreprises livrée à des tiers ou transférée dans leurs ateliers (bois tropicaux, merrains, traverses et
appareils de voie : en mètres cubes de sciages).

(4) Part en % de l'Aquitaine dans la France

2. Secteurs d'activité

2.1. Pêche

2.1.16. Evolution de la pêche

Apports débarqués en criées	2006	2007	Part en %	
			07/06 %	Aquitaine France
Quantité (tonnes)				
Ports du Pays basque	6 155	5 329	-13,4	2,3
Port d'Arcachon	2 508	2 939	17,2	1,3
Aquitaine	8 663	8 268	-4,6	3,5
France	230 816	234 019	1,4	///
Valeur (milliers d'euros)				
Ports du Pays basque	12 432	12 540	0,9	1,8
Port d'Arcachon	14 996	17 845	19,0	2,6
Aquitaine	27 428	30 385	10,8	4,4
France	678 599	688 700	1,5	///

Source : Direction interrégionale des affaires maritimes Poitou-Charentes - Aquitaine, Infomer

Note au lecteur

Utilisation de la source Sirene

En théorie, à partir d'un parc existant l'année (n-1), on peut calculer le parc de l'année (n) en y ajoutant les créations et en y retranchant les cessations.

En pratique, ce raisonnement ne peut pas s'appliquer à partir des éléments dont on dispose dans les chapitres traitant du secteur secondaire, du secteur tertiaire et des entreprises, à savoir :

- l'évolution du parc d'établissements à partir du répertoire Sirene (REE),
- l'évolution des créations d'entreprises à partir du répertoire Sirene,
- l'évolution des défaillances d'entreprises (en date de jugement) à partir du Bodacc¹.

Ce raisonnement ne peut donc pas s'appliquer pour trois raisons.

Premièrement, on dénombre un stock d'établissements dont on mesure des flux d'entreprises en création ou en défaillance ; ce qui est loin d'être comparable.

Deuxièmement, les défaillances ne sont qu'une partie des cessations. Une entreprise peut cesser son activité sans pour autant connaître des difficultés de bilan justifiant une ouverture de redressement judiciaire publiée au Bodacc. Les séries de défaillances ne peuvent donc être rapprochées des statistiques issues de Sirene.

Troisièmement, la nature administrative de Sirene fait que les cessations sont connues tardivement, soit par les déclarations des entreprises, soit par les enquêtes de mises à jour. Le volume des cessations est donc étroitement lié à la gestion du répertoire Sirene. Les séries de cessations ne sont pas utilisables pour apprécier l'évolution conjoncturelle du secteur.

Toutefois, l'évolution du parc des établissements, à condition d'être évaluée sur des ensembles suffisamment agrégés tant au niveau des secteurs que des tailles d'établissements, reste pertinente sur le plan économique et traduit bien les mouvements conjoncturels de hausse et de baisse.

Le champ retenu pour les données de stock d'entreprise et d'établissement et de créations est le « champ des activités marchandes hors agriculture ».

Entre 2006 et 2007, les changements au niveau de la gestion Sirene rendent impossible la comparaison de certaines activités du secteur « activités immobilières ». Les activités de location de logements, locations de terrains et location d'autres biens immobiliers ont été exclues des deux années pour permettre les évolutions.

¹ *Bulletin officiel d'annonces civiles et commerciales*

2. Secteurs d'activité

2.2. Industrie

2.2.1. Répartition des établissements industriels selon l'activité et la taille

	Unité : établissement					
	2007					
	moins de 10 salariés*	10 à 49 salariés	50 à 499 salariés	500 à 999 salariés	1000 salariés ou plus	Total
Aquitaine						
Industries agroalimentaires	3 757	402	96	2	-	4 257
Biens de consommation	3 477	268	56	3	1	3 805
Industrie automobile	89	31	7	-	1	128
Biens d'équipement	2 334	407	88	5	6	2 840
Biens intermédiaires	2 935	750	183	4	-	3 872
Energie	818	132	43	1	1	995
Ensemble de l'industrie	13 410	1 990	473	15	9	15 897

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc effectif non déclaré

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives

2.2.2. Evolution des établissements industriels selon l'activité et la taille

	Unité : %					
	07/06					
	moins de 10 salariés*	10 à 49 salariés	50 à 499 salariés	500 à 999 salariés	1000 salariés ou plus	Total
Aquitaine						
Industries agroalimentaires	-1,9	4,7	12,9	-33,3	-	-1,0
Biens de consommation	-0,3	-2,2	-3,4	-40,0	-	-0,5
Industrie automobile	-3,3	3,3	0,0	-	0,0	-1,5
Biens d'équipement	-0,5	7,4	6,0	150,0	-25,0	0,8
Biens intermédiaires	-2,5	5,0	2,2	0,0	-	-0,9
Energie	2,8	11,9	-12,2	-50,0	-	3,0
Ensemble de l'industrie	-1,1	4,8	2,6	-6,3	-10,0	-0,3

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc effectif non déclaré

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2006 : données définitives

2.2. Industrie

2.2.3. Répartition des établissements industriels par département

	2006	2007	07/06 %	<i>Unité : établissement</i>	
				Part en % départ. /Aquitaine en 2007	
Dordogne	2 516	2 492	-1,0	15,7	
Gironde	6 067	6 034	-0,5	38,0	
Landes	1 870	1 862	-0,4	11,7	
Lot-et-Garonne	1 814	1 797	-0,9	11,3	
Pyrénées-Atlantiques	3 679	3 712	0,9	23,4	
Aquitaine	15 946	15 897	-0,3		5,3 (1)

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2006 : données définitives

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

2. Secteurs d'activité

2.2. Industrie

2.2.4. Créations d'entreprises dans l'industrie hors IAA

	Unité : entreprise			
	2006	2007	07/06 %	Part en % département / Aquitaine
Dordogne	83	102	22,9	15,6
Gironde	294	268	-8,8	41,0
Landes	62	98	58,1	15,0
Lot-et-Garonne	68	59	-13,2	9,0
Pyrénées-Atlantiques	140	127	-9,3	19,4
Aquitaine	647	654	1,1	4,6 (1)
France	12 186	14 324	17,5	///

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

2.2.5. Défaillances d'entreprises dans l'industrie hors IAA

	Unité : entreprise			
	2006	2007	07/06 %	Part en % Aquitaine France
Aquitaine	150	96	-36,0	3,7
France	3 333	2 588	-22,4	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

2.2. Industrie

2.2.6. Créations d'entreprises dans les IAA - Industries Agro Alimentaires

	2006	2007	07/06 %	<i>Unité : entreprise</i> Part en % département / Aquitaine
Dordogne	37	46	24,3	17,4
Gironde	53	100	88,7	37,9
Landes	28	31	10,7	11,7
Lot-et-Garonne	23	44	91,3	16,7
Pyrénées-Atlantiques	32	43	34,4	16,3
Aquitaine	173	264	52,6	6,1 (1)
France	3 615	4 302	19,0	///

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

2.2.7. Défaillances d'entreprises dans les IAA

	2006	2007	07/06 %	<i>Unité : entreprise</i> Part en % Aquitaine France
Aquitaine	47	60	27,7	6,0
France	964	995	3,2	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

2. Secteurs d'activité

2.2. Industrie

2.2.8. Etablissements des IAA selon l'activité (a)

Aquitaine	2005	2006	Unité : ratio par salarié en milliers d'euros		
			Structure en 2006		Part en %
			%	Aquitaine	
Industrie des viandes					
Nombre d'établissements	109	111	33,5	27,3	8,2
Effectif salarié moyen (1)	6 183	6 389	34,1	33,2	5,4
Investissement / salarié	3,9	4,1	///	///	///
Rémunération / salarié	22,3	22,8	///	///	///
Industrie du poisson					
Nombre d'établissements	11	10	3,0	3,8	5,4
Effectif salarié moyen (1)	1 468	1 583	8,5	3,7	11,9
Investissement / salarié	3,1	5,2	///	///	///
Rémunération / salarié	23,4	22,9	///	///	///
Industrie des fruits et légumes					
Nombre d'établissements	33	35	10,6	4,7	15,0
Effectif salarié moyen (1)	2 325	2 340	12,5	6,2	10,5
Investissement / salarié	8,3	10,2	///	///	///
Rémunération / salarié	21,9	22,9	///	///	///
Industrie laitière					
Nombre d'établissements	16	16	4,8	11,5	2,8
Effectif salarié moyen (1)	2 120	2 107	11,3	14,8	4,0
Investissement / salarié	11,9	9,7	///	///	///
Rémunération / salarié	25,9	31,1	///	///	///
Fabrication d'aliments pour animaux					
Nombre d'établissements	20	18	5,4	9,1	4,0
Effectif salarié moyen (1)	523	506	2,7	4,8	3,0
Investissement / salarié	6,3	8,5	///	///	///
Rémunération / salarié	25,0	25,5	///	///	///
Industrie des boissons					
Nombre d'établissements	64	59	17,8	13,1	9,2
Effectif salarié moyen (1)	2 091	1 906	10,2	9,6	5,6
Investissement / salarié	23,7	13,3	///	///	///
Rémunération / salarié	27,5	28,2	///	///	///
Autres industries alimentaires					
Nombre d'établissements	84	82	24,8	30,5	5,5
Effectif salarié moyen (1)	4 244	3 882	20,7	27,6	3,9
Investissement / salarié	5,4	7,9	///	///	///
Rémunération / salarié	24,6	25,7	///	///	///
Ensemble des IAA					
Nombre d'établissements	337	331	100,0	100,0	6,7
Effectif salarié moyen (1)	18 954	18 713	100,0	100,0	5,2
Investissement / salarié	7,9	7,4	///	///	///
Rémunération / salarié	23,9	25,0	///	///	///

Source : SCEES - AGRESTE - Enquête annuelle d'entreprise (EAE)

(a) établissements de production appartenant à des entreprises exerçant à titre principal une activité IAA, entreprises employant 20 salariés ou plus.

(1) Les personnes sont comptées en fonction de leur temps de travail réel.

2.3. Construction

2.3.1. Répartition des établissements de la construction selon l'activité et la taille

	Unité : établissement				
	2007				
	0 salarié*	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	Total
Aquitaine					
Préparation des sites	621	405	97	9	1 132
Constr. d'ouvrages de bâtiment et de génie civil	3 086	3 879	653	94	7 712
Travaux d'installation	3 146	2 351	339	33	5 869
Travaux de finition	5 075	3 734	443	13	9 265
Location avec opérateur de matériel de constr.	17	14	6	1	38
Construction	11 945	10 383	1 538	150	24 016

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc effectif non déclaré

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives

2.3.2. Evolution des établissements de la construction selon l'activité et la taille

	Unité : %				
	07/06				
	0 salarié*	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	Total
Aquitaine					
Préparation des sites	-0,2	21,6	2,1	0,0	6,9
Constr. d'ouvrages de bâtiment et de génie civil	-1,2	7,2	9,0	8,0	3,8
Travaux d'installation	2,2	4,9	13,4	3,1	3,9
Travaux de finition	1,5	6,6	9,7	30,0	3,9
Location avec opérateur de matériel de constr.	30,8	16,7	20,0	-	26,7
Construction	0,9	7,0	9,7	8,7	4,1

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc effectif non déclaré

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2006 : données définitives

2.3.3. Répartition des établissements de la construction par département

	Unité : établissement			
	2006	2007	07/06 %	Part en % départ. Aquitaine
Dordogne	3 841	4 031	4,9	16,8
Gironde	9 226	9 663	4,7	40,2
Landes	2 709	2 808	3,7	11,7
Lot-et-Garonne	2 592	2 673	3,1	11,1
Pyrénées-Atlantiques	4 712	4 841	2,7	20,2
Aquitaine	23 080	24 016	4,1	6,3 (1)

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2006 : données définitives

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

2. Secteurs d'activité

2.3. Construction

2.3.4. Créations d'entreprises dans la construction

	2006	2007	Unité : entreprise	
			07/06 %	Part en % départ. Aquitaine
Dordogne	443	473	6,8	15,0
Gironde	1344	1498	11,5	47,5
Landes	263	350	33,1	11,1
Lot-et-Garonne	282	302	7,1	9,6
Pyrénées-Atlantiques	499	530	6,2	16,8
Aquitaine	2831	3 153	11,4	5,7 (1)
France	49 824	55 497	11,4	///

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

2.3.5. Défaillances d'entreprises dans la construction

	2006	2007	Unité : entreprise	
			07/06 %	Part en % Aquitaine France
Aquitaine	511	547	7,0	5,5
France	9 428	10 005	6,1	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

2.3. Construction

2.3.6. Production de granulats et de béton prêt à l'emploi en Aquitaine

	Unité : millier de tonnes								
	2006	2007	07/06		Evolution annuelle 2008 en %				
			%	Aquitaine	France	janv	fév	mars	avr
Granulats									
Sables et graviers d'alluvions	11 910	12 760	7,1	4,1	18,4	20,4	18,4	...	...
Granulats calcaires et éruptifs	7 520	8 460	12,5	4,1	7,0	12,4	5,8	...	...
Béton prêt à l'emploi	2 492	2 486	-0,2	-11,6	2,7	10,5	-20,7	...	...
(milliers de m3)									

Sources : Union nation. des ind. de carrières et matériaux de construction (Unicem)

Syndicat national du béton prêt à l'emploi (SNBPE)

2.3.7. Production de logements en Aquitaine

	Unité : logement								
	2006	2007	07/06		Evolution annuelle 2008 en %				
			%	Aquitaine	France	janv	fév	mars	avr
Logements individuels									
Autorisés	23 600	22 685	-3,9	-4,3	-11,5	-15,8	-16,7	-24,3	
Commencés	19 329	20 109	4,0	-2,2	-23,1	-14,6	-25,2	-30,4	
Logements collectifs									
Autorisés	16 865	17 342	2,8	-6,1	-35,4	-34,1	-37,0	-40,4	
Commencés	11 462	12 212	6,5	3,1	15,2	7,9	-14,3	-23,4	
Total des logements									
Autorisés	40 465	40 027	-1,1	-5,2	-23,2	-23,5	-25,3	-31,5	
Commencés	30 791	32 321	5,0	0,1	-9,9	-6,7	-21,3	-27,8	

Source : Direction régionale de l'équipement - SITADEL -

Les données sont issues de la base de gestion des permis de construire, SITADEL (Système d'information et de traitement automatisé des données élémentaires sur les logement et les locaux). Elles sont exprimées en date de prise en compte, c'est à dire la date à laquelle l'événement, autorisation ou ouverture, est enregistré dans la base.

2.3.9. Travaux publics réalisés en Aquitaine

	Unité : million d'euros								
	2004		2005		2006		06/05		
	Aquitaine	France	Aquitaine	France	Aquitaine	France	Aquitaine	France	
Montant des travaux	1 904	32 237	1 888	33 968	2 104	37 207	11,4	9,5	

Source : Fédération régionale des travaux publics

2. Secteurs d'activité

2.3. Construction

2.3.8. Production de locaux autres qu'habitations - surfaces concernées -

Unité : millier de m²

Surface en milliers de m ²	2006	2007	07/06		Evolution annuelle 2007 en % ⁽¹⁾			
			%		janv	fév	mars	avr
			Aquitaine	France ⁽²⁾				
Locaux autorisés	2 765	2 626	-5,0	-0,2	42,3	10,6	8,0	-5,0
Secteur primaire	776	671	-13,6	-	-64,3	-72,8	-75,0	-73,3
Stockage agricole	192	138	-28,2	-	-59,3	-84,4	-87,3	-87,2
Construction hors stockage	584	475	-18,6	-	-65,8	-68,9	-71,3	-69,0
Secteur secondaire	633	782	23,5	-	*	*	*	78,1
Bâtiments industriels	345	515	49,2	-	*	95,3	*	97,4
Stockage non agricole	277	239	-13,7	-	*	*	*	90,9
Ouvrages spéciaux	11	28	*	-	-92,0	-71,8	-71,2	
Secteur tertiaire	1 304	1 135	-13,0	-	19,4	-4,5	-12,3	-20,4
Enseignement	134	64	-51,8	-	68,4	86,7	*	33,3
Santé	167	124	-25,8	-	-82,9	-45,6	-33,0	-28,5
Hygiène, action sociale	37	47	27,9	-	58,8	35,4	*	45,0
Culture, loisirs	172	146	-15,1	-	58,9	-10,2	-43,3	-51,5
Bureaux	364	294	-19,3	-	-16,1	-29,8	8,4	1,1
Commerces	396	441	11,3	-	*	29,2	-17,5	-25,2
Aires de stationnement	26	17	-34,6	-	*	*	*	*
Transports	8	2	-81,4	-	*	*	*	-71,4
Autres (hôtels)	52	39	-25,1	-	*	*	*	*
Locaux commencés	2 040	2 257	10,6	6,2	29,1	24,8	6,8	-13,6
Secteur primaire	613	617	0,6	-	-12,2	31,0	12,4	-14,3
Stockage agricole	180	142	-21,1	-	-20,7	14,4	8,1	-32,5
Construction hors stockage	433	532	22,9	-	-9,0	36,8	13,6	-7,9
Secteur secondaire	536	627	17,0	-	97,0	87,8	61,5	15,6
Bâtiments industriels	284	361	27,1	-	*	*	*	70,0
Stockage non agricole	237	251	6,3	-	-58,2	-21,0	-17,2	-33,7
Ouvrages spéciaux	15	15	-3,3	-	*	*	*	2,3
Secteur tertiaire	865	988	14,2	-	17,6	-6,4	-17,0	-27,7
Enseignement	82	87	6,7	-	60,5	*	32,0	24,2
Santé	104	148	41,4	-	34,8	-47,1	-19,9	-13,9
Hygiène, action sociale	47	35	-26,2	-	-68,3	-84,1	-55,3	-52,7
Culture, loisirs	106	157	48,0	-	-4,6	-42,4	-40,2	-47,2
Bureaux	238	234	-1,6	-	63,4	52,4	-26,1	-32,2
Commerces	275	298	8,7	-	-9,5	-6,2	1,6	-23,3
Aires de stationnement	10	18	77,7	-	*	*	*	92,2
Transports	2	10	*	-	*	-72,1	-98,6	-98,6
Autres (hôtels)	26	25	-4,8	-	*	1,4	-7,0	-13,3

Source : Direction régionale de l'équipement - SITADEL -

(1) Certaines évolutions annuelles, calculées sur le cumul des données des premiers mois, sont peu significatives.

(2) Conséquence de la réforme du permis de construire sur le suivi statistique : Les modalités d'observation publiées au niveau national ne sont pas comparables aux modalités régionales

2.4. Transports

2.4.1. Répartition des établissements de transports selon l'activité et la taille

	<i>Unité : établissement</i>				
	2007				
	0 salarié*	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	Total
Aquitaine					
Transports ferroviaires	28	63	28	15	134
Autres transports terrestres (1)	2 097	1 122	463	88	3 770
Transports par eau	51	12	3	1	67
Transports aériens	14	8	4	2	28
Services auxiliaires des transports	449	508	214	47	1 218
Ensemble du transport	2 639	1 713	712	153	5 217

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc effectif non déclaré

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives

(1) Transports de voyageurs, transports routiers de marchandises

2.4.2. Évolution des établissements de transports selon l'activité et la taille

	<i>Unité : %</i>				
	07/06				
	0 salarié*	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	Total
Aquitaine					
Transports ferroviaires	-73,6	293,8	366,7	150,0	0,0
Autres transports terrestres (1)	-2,2	1,9	9,7	8,6	0,6
Transports par eau	0,0	9,1	-25,0	-	1,5
Transports aériens	16,7	14,3	-20,0	0,0	7,7
Services auxiliaires des transports	-0,7	9,7	8,1	0,0	5,0
Ensemble du transport	-4,6	7,2	12,1	12,5	1,6

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc effectif non déclaré

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2006 : données définitives

2.4.3. Répartition des établissements de transports par département

	<i>Unité : établissement</i>				
	2006	2007	07/06	Part en %	départ.
			%	Aquitaine	
Dordogne		568	570	0,4	10,9
Gironde		2 426	2 470	1,8	47,3
Landes		558	565	1,3	10,8
Lot-et-Garonne		502	512	2,0	9,8
Pyrénées-Atlantiques		1 081	1 100	1,8	21,1
Aquitaine	5 135	5 217	1,6	4,6 (1)	

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2006 : données définitives

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

2. Secteurs d'activité

2.4. Transports

2.4.4. Créations d'entreprises dans les transports par département

	2006	2007	07/06	<i>Unité : entreprise</i>	
				%	Part en % départ. Aquitaine
Dordogne	34	28	-17,6		8,2
Gironde	173	190	9,8		55,6
Landes	30	24	-20,0		7,0
Lot-et-Garonne	35	34	-2,9		9,9
Pyrénées-Atlantiques	49	66	34,7		19,3
Aquitaine	321	342	6,5		4,4 (1)
France	6 265	7 706	23,0		///

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

2.4.5. Défaillances d'entreprises dans les transports

	2006	2007	07/06	<i>Unité : entreprise</i>	
				%	Part en % Aquitaine France
Aquitaine	63	59	-6,3		5,1
France	1 414	1 155	-18,3		///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

2.4. Transports

2.4.6. Trafic aérien des principaux aéroports

	2006	2007	07/06 %	Évolution annuelle 2008 en %			
				jan	fév	mar	avr
Aéroports d'Aquitaine							
Bordeaux-Mérignac							
Passagers (milliers)	3 256	3 464	6,4	2,6	1,3	1,2	2,4
Fret (tonnes)	27 982	29 827	6,6	-9,0	-11,6	-13,9	-10,8
Pau-Pyrénées							
Passagers (milliers)	763	763	0,0	-4,3	-2,6	0,3	2,4
Fret (tonnes)	1 061	1 648	55,4	-11,2	2,7	-17,0	-12,0
Bayonne-Anglet-Biarritz							
Passagers (milliers)	866	929	7,3	...	...	...	...
Fret (tonnes)	-	-	///	///	///	///	///
Agen *							
Passagers (milliers)	23	6	-73,9	...	...	...	...
Bergerac *							
Passagers (milliers)	270	254	-5,9	...	...	...	...
Périgueux							
Passagers (milliers)	-	-	///	///	///	///	///
Grands aéroports de province							
Passagers (milliers)	40 530	42 724	5,4	0,8	4,3	3,9	...
Fret (milliers de tonnes)	173	164	-5,2	-7,7	1,1	-4,5	...
<i>Part de Bordeaux-Mérignac</i>							
Passagers (%)	8,0	8,1	///	///	///	///	///
Fret (%)	16,2	18,2	///	///	///	///	///
Aéroports France entière							
Passagers (milliers)	122 676	128 862	5,0	1,4	3,8	2,7	...
Fret (milliers de tonnes)	2 413	2 571	6,6	...	...	...	...

Source : Direction de l'aviation civile du Sud-Ouest

*Certaines évolutions annuelles, calculées sur le cumul des données, sont peu significatives.

Elles correspondent à l'ouverture ou à la fermeture de liaisons aériennes.

2. Secteurs d'activité

2.4. Transports

2.4.7. Trafic portuaire

	2006	2007	07/06 %	Unité : millier de tonnes			
				Évolution annuelle 2008 en %			
				jan	fév	mar	avr
Port autonome de Bordeaux							
Trafic maritime	8 233	8 307	1,1	-2,1	-2,1	6,4	5,9
- Marchandises débarquées	5 972	6 499	8,8	-3,8	15,3	10,3	11,7
donc							
Bois	100	96	-3,3	-58,7	-9,2	-16,6	-18,7
Tourteaux de soja	263	199	-25,2	-34,8	-34,8	0,9	-18,1
Combustibles minéraux solides	210	261	24,6	-100,0	-35,1	20,0	15,8
Produits pétroliers	4 035	3 892	-3,5	26,7	29,1	14,0	20,9
Engrais	322	413	28,1	-73,1	-45,7	-36,5	-29,4
Produits chimiques	454	459	1,0	-17,7	14,2	-6,2	1,0
- Marchandises embarquées	2 261	1 808	-20,0	5,8	-2,1	4,8	17,7
donc							
Maïs	935	789	-15,7	-25,6	-14,1	-0,3	14,6
Bois du pays sciés	32	40	27,9	32,7	36,3	32,2	27,2
Huiles	188	126	-32,9	133,2	10,6	27,1	9,8
Pétrole brut	329	39	-88,7	-51,4	-24,7	11,9	255,0
Minéraux bruts, mat. construction	144	149	3,5	-19,6	-32,0	-13,1	-23,9
Produits manufacturés	200	261	30,3	80,1	49,0	28,2	16,5
Port de Bayonne							
Trafic maritime	4 034	4 367	8,2	31,8	13,9	0,2	...
- Marchandises débarquées	2 030	2 194	8,1	21,7	-5,1	-14,5	...
donc							
Produits pétroliers	557	487	-12,6	0,0	-39,7	-52,8	...
Engrais	329	429	30,7	136,1	59,2	18,7	...
Produits chimiques	300	310	3,3	3,0	34,0	66,8	...
Minerais pour la métallurgie	666	856	28,6	57,3	-1,8	-13,4	...
- Marchandises embarquées	2 004	2 173	8,4	42,3	35,7	16,8	...
donc							
Maïs	481	436	-9,3	-14,0	18,0	3,1	...
Produits pétroliers	214	398	112,2	153,6	104,5	8,8	...
Soufre	371	264	-28,9	63,6	-17,2	-23,4	...
Produits métallurgiques	666	742	11,3	48,3	53,9	60,7	...
Ensemble des ports autonomes							
Trafic maritime	296 430	296 700	0,1	1,1	0,5	15,0	...
Part de Bordeaux (%)	2,7	2,8	///	///	///	///	///
Ensemble des ports français							
Trafic maritime	375 739	376 915	0,3	...	...	...	...
Total (hors ports autonomes)	71 900	72 500	0,8	...	...	...	...
Part de Bayonne (%)	5,6	6,0	///	///	///	///	///

Source : Direction générale de la Mer et des Transports

2.4. Transports

2.4.8 Trafic ferroviaire de marchandises

	<i>Unité : millier de tonnes</i>		
	2006	2007	07/06 %
Trafic total Aquitaine	8 775	9 067	3,3
Expéditions Aquitaine	3 529	3 674	4,1
Dordogne	412	438	6,3
Gironde	711	734	3,1
Landes	163	67	-58,9
Lot-et-Garonne	48	28	-41,7
Pyrénées-Atlantiques	2 195	2 408	9,7
 Réceptions Aquitaine	 5 246	 5 392	 2,8
Dordogne	394	407	3,3
Gironde	1 492	1 520	1,9
Landes	77	73	-5,2
Lot-et-Garonne	16	21	31,3
Pyrénées-Atlantiques	3 267	3 371	3,2

Source : SNCF

2.4.9 Trafic TER de voyageurs

	<i>Unité : millier de tonnes</i>		
	2006	2007	07/06 %
Bordeaux - Agen	82,4	86,8	5,3
Bordeaux - Périgueux	72,6	74,4	2,5
Bordeaux - Arcachon	71,3	76,0	6,6
Bordeaux - Hendaye	56,7	62,1	9,5
Bordeaux - Bergerac - Sarlat	47,7	49,9	4,6
Bordeaux - Mont de Marsan	30,5	32,7	7,2
Bordeaux - Pau - Tarbes	21,6	22,2	2,8
Bordeaux - Angoulême	16,7	17,8	6,6
Bordeaux - Pointe de Grave	15,3	17,4	13,7
Agen - Périgueux	11,7	12,4	6,1
Bordeaux - St Mariens	10,5	10,7	1,9
Hendaye - Tarbes	11,0	10,6	-3,6
Périgueux - Brive	7,9	7,7	-2,5
Pau - Oloron	4,2	4,4	4,8
Bayonne - St Jean Pied de Port	2,5	2,8	12,0
Ensemble	462,6	487,9	5,5

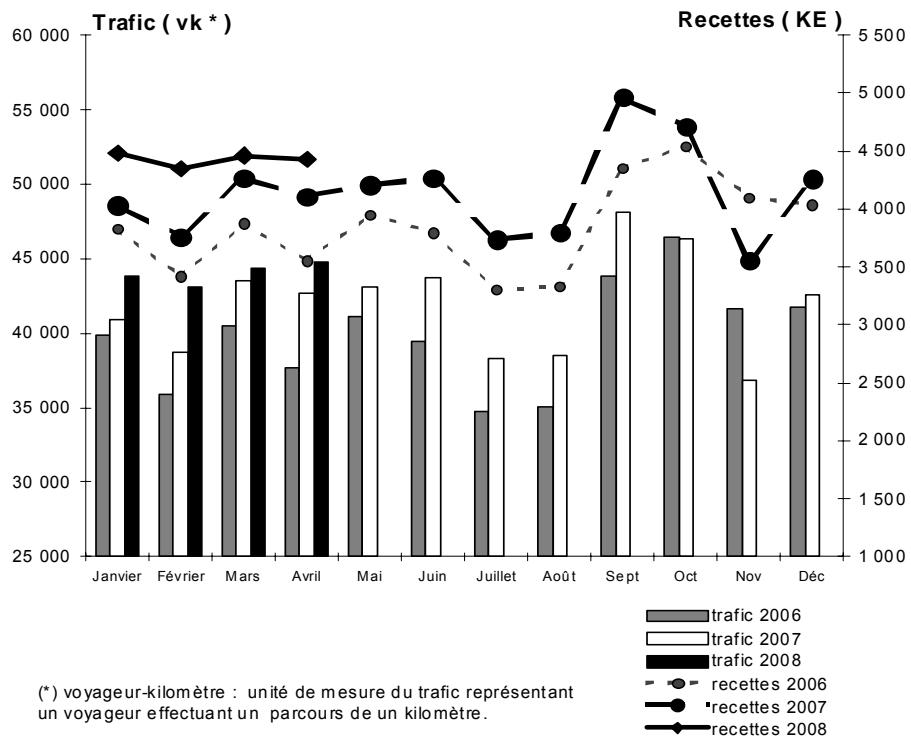
Trafic des Trains Express Régionaux (en millions de voyageurs x kilomètres)

Source : SNCF

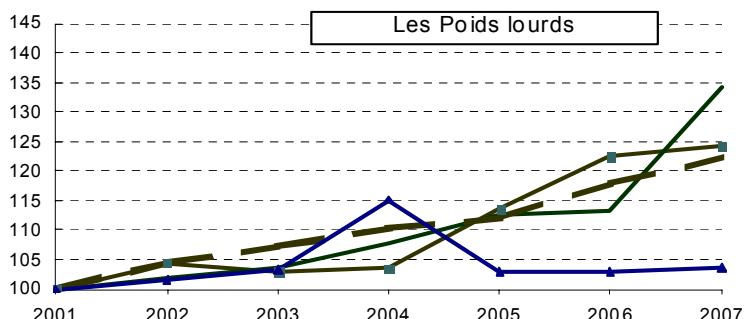
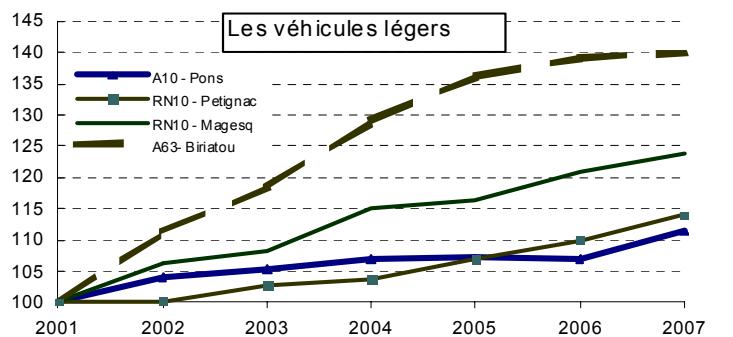
2. Secteurs d'activité

2.4. Transports

2.4.10. Trafic et recettes TER



2.4.11. Flux routiers et autoroutiers



Source : Direction régionale de l'Équipement

Source : CETE du Sud-Ouest et DDE 40 sur autoroute (classes 1 et 2, classes 3 et 4 au péage) et sur RN station de comptage SIREDO

2.5. Activité commerciale

2.5.1. Répartition des établissements du commerce selon l'activité et la taille

Aquitaine						Part en %	
	2007						
	0 salarié *	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	Total		
Ensemble du commerce	15 108	16 516	2 324	306	34 254	5,3	
Commerce de gros	5 139	4 118	1 148	107	10 512	4,9	
<i>dont</i>							
Biens de consommation alimentaires	1 011	781	231	42	2 065	8,6	
Biens de consommation non alimentaires	655	607	119	21	1 402	3,1	
Biens intermédiaires non agricoles	500	934	373	18	1 825	6,3	
Biens d'équipements industriels	538	953	293	12	1 796	4,2	
Commerce de détail (1)	9 969	12 398	1 176	199	23 742	5,4	
<i>dont</i>							
Alimentation générale	799	743	286	148	1 976	4,8	
Alimentaire spécialisé (2)	2 783	3 323	204	-	6 310	5,8	
Autres commerces non alimentaires	6 387	8 332	686	51	15 456	5,4	
<i>dont habillement</i>	1 311	1 801	71	2	3 185	5,2	

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc effectif non déclaré

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives

2.5.2. Évolution des établissements du commerce selon l'activité et la taille

Aquitaine						Unité : %	
	07/06						
	0 salarié *	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	Total		
Ensemble du commerce	-3,5	3,1	3,6	0,7	0,1		
Commerce de gros	-3,7	4,6	6,5	0,9	0,5		
<i>dont</i>							
Biens de consommation alimentaires	-5,1	-0,3	11,1	10,5	-1,4		
Biens de consommation non alimentaires	-2,7	-2,3	6,3	-4,5	-1,8		
Biens intermédiaires non agricoles	-0,4	7,2	0,5	-5,3	3,5		
Biens d'équipements industriels	0,0	1,2	-0,7	0,0	0,5		
Commerce de détail (1)	-3,3	2,6	0,9	0,5	-0,1		
<i>dont</i>							
Alimentation générale	-4,1	-5,2	4,0	-0,7	-3,2		
Alimentaire spécialisé (2)	-2,8	1,7	-2,4	-	-0,5		
Autres commerces non alimentaires	-3,4	3,8	0,6	4,1	0,5		
<i>dont habillement</i>	-3,8	4,5	-4,1	0,0	0,7		

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc effectif non déclaré

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2006 : données définitives

(1) Commerce de détail de biens neufs en magasin, hors commerce automobile et prestations de services.

(2) Y compris boulangerie, boulangerie-pâtisserie, pâtisserie, charcuterie. Ces activités sont classées usuellement dans les industries agro-alimentaires. Elles représentent 12,7 % du commerce de détail.

2. Secteurs d'activité

2.5. Activité commerciale

2.5.3. Répartition des établissements du commerce selon l'activité par département

	Unité : établissement					
	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Aquitaine
Ensemble du commerce	4 295	15 218	3 804	3 666	7 271	34 254
Commerce de gros	1 152	5 360	921	1 133	1 946	10 512
<i>dont</i>						
Biens de consommation alimentaires	223	1 232	142	222	246	2 065
Biens consommation non alimentaires	98	691	144	127	342	1 402
Biens intermédiaires non agricoles	236	845	182	206	356	1 825
Biens d'équipements industriels	173	925	142	187	369	1 796
Commerce de détail (1)	3 143	9 858	2 883	2 533	5 325	23 742
Alimentation générale	312	765	264	235	400	1 976
Alimentaire spécialisé (2)	956	2 614	735	672	1 333	6 310
Autres commerces non alimentaires	1 875	6 479	1 884	1 626	3 592	15 456
<i>dont habillement</i>	325	1 258	451	311	840	3 185

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives

2.5.4. Évolution des établissements du commerce selon l'activité par département

	Unité : %					
	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Aquitaine
Ensemble du commerce	-1,0	0,5	0,7	-1,6	0,4	0,1
Commerce de gros	1,0	1,1	2,1	-2,5	-0,3	0,5
<i>dont</i>						
Biens de consommation alimentaires	-3,9	1,0	-4,1	-6,7	-3,9	-1,4
Biens consommation non alimentaires	-10,9	-0,4	-1,4	-3,8	-1,2	-1,8
Biens intermédiaires non agricoles	9,3	2,8	7,1	1,0	1,4	3,5
Biens d'équipements industriels	-2,3	0,4	2,2	-2,6	3,1	0,5
Commerce de détail (1)	-1,7	0,2	0,3	-1,1	0,7	-0,1
<i>dont</i>						
Alimentation générale	-5,2	0,4	-5,4	-6,0	-5,0	-3,2
Alimentaire spécialisé (2)	-1,7	-0,6	1,5	-1,2	-0,2	-0,5
Autres commerces non alimentaires	-1,0	0,5	0,7	-0,4	1,7	0,5
<i>Dont habillement</i>	-2,7	-0,2	3,4	-1,0	2,6	0,7

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2006 : données définitives

(1) Commerce de détail de biens neufs en magasin, hors commerce automobile et prestations de services

(2) Y compris boulangerie, boulangerie-pâtisserie, pâtisserie, charcuterie. Ces activités sont classées usuellement industries agroalimentaires. Elles représentent 12,7 % du commerce de détail.

2.5. Activité commerciale

2.5.5. Créations d'entreprises dans le commerce

	<i>Unité : entreprise</i>			
			Part en %	
	2006	2007	07/06	départ. Aquitaine
Dordogne	463	515	11,2	11,6
Gironde	1 899	2 288	20,5	51,5
Landes	419	543	29,6	12,2
Lot-et-Garonne	335	393	17,3	8,8
Pyrénées-Atlantiques	636	708	11,3	15,9
Aquitaine	3 752	4 447	18,5	5,7 (1)
France	68 523	78 525	14,6	///

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

Champ : le commerce comprend le commerce de gros, le commerce de détail et le commerce et réparation automobile.

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

2.5.6. Défaillances d'entreprises dans le commerce

	<i>Unité : entreprise</i>			
			Part en %	
	2006	2007	07/06	Aquitaine
Aquitaine	526	509	-3,2	5,2
France	10 329	9 768	-5,4	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Champ : le commerce comprend le commerce de gros, le commerce de détail et le commerce et réparation automobile.

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

2.5.7. Emploi salarié par activité dans le commerce

Aquitaine	au 31 décembre		06/05	Part en %
	2005	2006		
Ensemble du commerce (1 & 2)	133 302	135 092	1,3	5,0
1 - Commerce de gros	44 729	44 846	0,3	4,6
<i>dont</i>				
Biens de consommation alimentaires	10 687	10 650	-0,3	6,6
Biens de consommation non alimentaires	6 583	6 506	-1,2	3,2
Biens intermédiaires non agricoles	11 976	12 128	1,3	5,5
Biens d'équipements industriels	10 158	10 203	0,4	3,5
2 - Commerce de détail (1)	88 573	90 246	1,9	5,2
<i>dont</i>				
Alimentation générale	32 206	32 665	1,4	5,4
<i>dont hypermarchés</i>	17 570	17 615	0,3	5,8
<i>dont supermarchés</i>	12 267	12 563	2,4	5,2
Alimentaire spécialisé (2)	12 778	13 015	1,9	5,2
Autres commerces non alimentaires	43 589	44 566	2,2	5,7
<i>dont habillement</i>	7 359	7 578	3,0	4,9

Source : Unedic

(1) Commerce de détail de biens neufs en magasin, hors commerce automobile et prestations de services.

(2) Y compris boulangerie, boulangerie-pâtisserie, pâtisserie, charcuterie. Ces activités sont classées usuellement dans les industries agroalimentaires. En 2006, elles représentent 10 % du commerce de détail.

2. Secteurs d'activité

2.6. Services aux entreprises

2.6.1. Répartition des établissements de services selon l'activité et la taille

	Unité: établissement				
	2007				
	0 salariés*	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	Total
Aquitaine					
Postes et télécommunications	947	358	409	89	1 803
Activités de poste et de courrier	785	288	349	59	1 481
Télécommunications	162	70	60	30	322
Conseils et assistance	10 532	5 608	889	94	17 123
Activités informatiques	1 457	604	169	30	2 260
Services professionnels (1)	4 005	2 144	353	9	6 511
Administration d'entreprises	1 918	730	87	15	2 750
Publicité et études de marché	610	317	55	18	1 000
Architecture, ingénierie, contrôle	2 542	1 813	225	22	4 602
Services opérationnels	4 282	2 952	495	125	7 854
Location sans opérateur	923	429	79	6	1 437
Sélection et fourniture de personnel	69	540	35	3	647
Sécurité, nettoyage et services divers	3 047	1 823	304	96	5 270
Assainissement, voirie, gestion des déchets	243	160	77	20	500
Recherche développement	84	41	17	9	151
ENSEMBLE Services rendus aux entreprises	15 845	8 959	1 810	317	26 931

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc effectif non déclaré

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives

2.6.2. Évolution des établissements de services selon l'activité et la taille

	Unité: %				
	07/06				
	0 salariés*	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 salariés ou plus	Total
Aquitaine					
Postes et télécommunications	ns	ns	ns	ns	-6,5
Activités de poste et de courrier	ns	ns	ns	ns	-7,8
Télécommunications	-1,2	1,4	13,2	-14,3	0,3
Conseils et assistance	5,6	6,0	3,9	23,7	5,7
Activités informatiques	7,3	10,0	9,0	11,1	8,2
Services professionnels (1)	6,6	5,3	0,9	28,6	5,9
Administration d'entreprises	8,1	7,8	26,1	0,0	8,4
Publicité et études de marché	5,7	-0,9	-22,5	50,0	2,0
Architecture, ingénierie, contrôle	1,4	6,0	6,6	46,7	3,6
Services opérationnels	-2,0	7,7	1,2	3,3	1,7
Location sans opérateur	-1,4	10,9	0,0	-14,3	2,0
Sélection et fourniture de personnel	-22,5	18,2	-25,5	-50,0	8,0
Sécurité, nettoyage et services divers	0,3	3,6	4,1	6,7	1,8
Assainissement, voirie, gestion des déchets	-20,8	15,9	8,5	11,1	-6,4
Recherche développement	-2,3	24,2	6,3	12,5	5,6
ENSEMBLE Services rendus aux entreprises	-1,9	9,8	26,8	25,8	3,6

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

*yc effectif non déclaré

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2006 : données définitives

(1) Activités juridiques, comptables, conseil pour les affaires et la gestion

2.6. Services aux entreprises

2.6.3. Répartition des établissements de services par département

	<i>Unité : établissement</i>			
			07/06 %	Part en % départ. Aquitaine
	2006	2007		
Dordogne	2 584	2 641	2,2	9,8
Gironde	13 396	13 919	3,9	51,7
Landes	2 459	2 548	3,6	9,5
Lot-et-Garonne	2 226	2 259	1,5	8,4
Pyrénées-Atlantiques	5 325	5 564	4,5	20,7
Aquitaine	25 990	26 931	3,6	4,4 (1)

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2006 : données définitives

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

2.6.4. Créations d'entreprises dans les services aux entreprises

	<i>Unité : entreprise</i>			
			07/06 %	Part en % départ. Aquitaine
	2006	2007		
Dordogne	227	281	23,8	9,4
Gironde	1 562	1 638	4,9	54,8
Landes	232	248	6,9	8,3
Lot-et-Garonne	187	223	19,3	7,5
Pyrénées-Atlantiques	529	597	12,9	20,0
Aquitaine	2 737	2 987	9,1	4,4 (1)
France	62 262	68 019	9,2	///

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

2.6.5. Défaillances d'entreprises dans les services aux entreprises

	<i>Unité : entreprise</i>			
			07/06 %	Part en % Aquitaine France
	2006	2007		
Aquitaine	262	237	-9,5	4,1
France	6 022	5 718	-5,0	///

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

2. Secteurs d'activité

2.6. Services aux entreprises

2.6.6. Emploi salarié par activité détaillée

	au 31 décembre		Part en %	
	2005	2006	06/05 %	Aquitaine France
Aquitaine				
Postes et télécommunications	2 633	3 163	20,1	3,8
Activités de poste et de courrier	252	227	-9,9	3,9
Télécommunications	2 381	2 936	23,3	3,8
Conseils et assistance	44 948	47 036	4,6	3,3
Activités informatiques	8 164	8 992	10,1	2,7
Services professionnels (1)	13 978	14 556	4,1	3,8
Administration d'entreprises	6 129	6 141	0,2	2,7
Publicité et études de marché	5 460	5 285	-3,2	3,5
Architecture, ingénierie, contrôle	11 217	12 062	7,5	3,9
Services opérationnels	66 651	70 024	5,1	4,1
Location sans opérateur	3 602	3 622	0,6	4,5
Sélection et fourniture de personnel	29 474	30 789	4,5	4,2
Sécurité, nettoyage et services divers	31 110	33 026	6,2	4,0
Assainissement, voirie, gestion des déchets	2 465	2 587	4,9	3,8
Recherche développement	3 490	3 653	4,7	6,9
ENSEMBLE Services rendus aux entreprises	117 722	123 876	5,2	3,8

Source : Unedic

(1) Activités juridiques, comptables, conseil pour les affaires et la gestion

2.6.7. Emploi salarié par département - Services aux entreprises

	au 31 décembre		Part en %	
	2005	2006	06/05 %	départ. Aquitaine
Dordogne	7 443	7 346	-1,3	5,9
Gironde	69 506	73 558	5,8	59,4
Landes	8 899	8 953	0,6	7,2
Lot-et-Garonne	7 464	8 084	8,3	6,5
Pyrénées-Atlantiques	24 410	25 935	6,2	20,9
Aquitaine	117 722	123 876	5,2	3,8 (1)

Source : Unedic

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

2.7. Tourisme

2.7.1. Capacité d'accueil* des hôtels par zone touristique

	Saison d'été 2007							
	0 ou 1 étoile		2 étoiles		3 étoiles ou +		Total	
	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres
Dordogne	53	771	108	1 876	63	1 501	224	4 148
Périgord noir	17	203	59	1 065	30	719	106	1 987
Reste du département	36	568	49	811	33	782	118	2 161
Gironde	49	2 161	138	4 501	68	3 860	255	10 522
Ville de Bordeaux	9	538	32	1 581	20	1 957	61	4 076
Agglomération de Bordeaux (1)	20	1 260	33	1 401	10	707	63	3 368
Bassin d'Arcachon	10	182	30	730	11	423	51	1 335
Côte médocaine (2)	4	60	11	209	4	160	19	429
Reste du département	6	121	32	580	23	613	61	1 314
Landes	33	460	115	2 837	29	1 195	177	4 492
Côte landaise	11	144	51	917	11	332	73	1 393
Zone thermale des Landes	5	98	29	1 370	8	649	42	2 117
Reste du département	17	218	35	550	10	214	62	982
Lot-et-Garonne	17	349	47	1 072	11	187	75	1 608
Arrondissement d'Agen	7	276	16	475	6	93	29	844
Reste du département	10	73	31	597	5	94	46	764
Pyrénées-Atlantiques	72	1 369	203	4 280	85	3 376	360	9 025
Côte Basque	17	559	70	1 759	54	2 363	141	4 681
Intérieur du Pays Basque	14	127	63	1 102	11	245	88	1 474
Béarn	41	683	70	1 419	20	768	131	2 870
Aquitaine	224	5 110	611	14 566	256	10 119	1 091	29 795

Source : Insee-Direction du Tourisme - Enquête fréquentation dans l'hôtellerie

* Nombre moyen d'hôtels ouverts au mois d'août

* Chambres disponibles en moyenne journalière

(1) Sauf Bordeaux

(2) Hors Bassin d'Arcachon

2. Secteurs d'activité

2.7. Tourisme

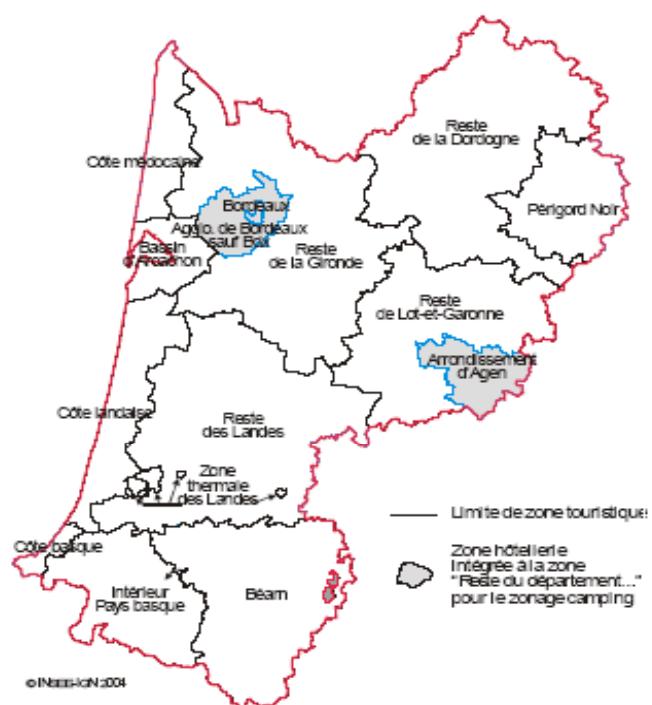
2.7.2. Capacité d'accueil* des campings par zone touristique

	Saison d'été 2007					
	1 ou 2 étoiles		3 étoiles ou +		Total	
	Campings	Emplacements	Campings	Emplacements	Campings	Emplacements
Dordogne	112	6 929	94	11322	206	18251
Périgord noir	60	3 851	71	9001	131	12852
Reste du département	52	3 078	23	2321	75	5399
Gironde	81	10 598	50	13527	131	24125
Côte médocaine (1)	44	7 623	21	7512	65	15135
Bassin d'Arcachon	17	1 926	20	5306	37	7232
Reste du département	20	1 049	9	709	29	1758
Landes	65	7 008	82	22622	147	29630
Côte landaise	40	5 791	65	21006	105	26797
Reste du département	25	1 216	17	1616	42	2832
Lot-et-Garonne	27	1 202	15	1092	42	2294
Pyrénées-Atlantiques	80	4 205	62	8624	142	12829
Côte Basque	21	1 886	32	6124	53	8010
Intérieur Pays Basque	25	1 109	17	1691	42	2800
Béarn	34	1 210	13	809	47	2019
Aquitaine	365	29 942	303	57 187	668	87 129

Source : Insee-Direction du Tourisme - Enquête fréquentation dans l'hôtellerie de plein air

* Campings ouverts au mois d'août * nombre d'emplacements offerts à la clientèle de passage en moyenne journalière

(1) Hors Bassin d'Arcachon



2.7. Tourisme

2.7.3. Taux d'occupation des hôtels et des campings durant la saison d'été

	<i>Unité : %</i>					
	Hôtels			Camping		
	Saison 2006	Saison 2007	Écart point	Saison 2006	Saison 2007	Écart point
Dordogne	62,8	61,6	-1,2	33,3	31,8	-1,5
Périgord noir	64,5	62,3	-2,2	35,6	33,8	-1,8
Reste du département	61,1	60,9	-0,2	27,7	26,8	-0,9
Gironde	67,0	69,8	2,8	29,6	28,6	-1,0
Ville de Bordeaux	66,8	70,9	4,1	///	///	///
Agglomération de Bordeaux (1)	66,2	69,9	3,7	///	///	///
Bassin d'Arcachon	73,0	70,2	-2,8	32,3	31,5	-0,8
Côte médocaine (2)	62,1	58,1	-4,0	28,5	27,3	-1,2
Reste du département	65,7	69,2	3,5	27,5	27,5	0,0
Landes	62,6	61,8	-0,8	36,4	35,6	-0,8
Zone thermale	60,6	59,4	-1,2	///	///	///
Côte landaise	69,7	68,0	-1,7	36,5	35,5	-1,0
Reste du département	49,2	51,6	2,4	35,2	36,4	1,2
Lot-et-Garonne	55,6	55,9	0,3	30,6	30,8	0,2
Arrondissement d'Agen	55,7	57,5	1,8	///	///	///
Reste du département	55,4	54,1	-1,3	///	///	///
Pyrénées-Atlantiques	68,8	68,7	-0,1	38,8	39,0	0,2
Côte Basque	79,6	80,1	0,5	41,5	42,2	0,7
Intérieur du Pays Basque	54,1	53,8	-0,3	38,4	38,5	0,1
Béarn	58,3	57,9	-0,4	28,7	26,3	-2,4
Aquitaine	65,7	66,4	0,7	34,1	33,2	-0,9

Source : Insee-Direction du Tourisme - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air

(1) Sauf Bordeaux

(2) Hors Bassin d'Arcachon

2. Secteurs d'activité

2.7. Tourisme

2.7.4. Nuitées des touristes dans les hôtels et les campings

	Unité : millier					
	Hôtels			Camping		
	Saison 2006	Saison 2007	07/06 %	Saison 2006	Saison 2007	07/06 %
Dordogne	683,8	676,9	-1,0	2 607,6	2 513,7	-3,6
Périgord noir	372,4	356,9	-4,2	2 055,0	2 010,4	-2,2
Reste du département	311,4	320,1	2,8	552,6	503,3	-8,9
Gironde	1 634,5	1 787,7	9,4	3 066,5	3 084,3	0,6
Ville de Bordeaux	578,2	663,8	14,8	///	///	///
Agglomération de Bordeaux (1)	501,0	542,1	8,2	///	///	///
Bassin d'Arcachon	254,1	273,7	7,7	1 013,7	1 036,4	2,2
Côte médocaine (2)	84,5	67,7	-19,9	1 886,0	1 872,4	-0,7
Reste du département	216,8	240,4	10,9	166,8	175,6	5,3
Landes	718,2	684,7	-4,7	5 193,6	4 930,8	-5,1
Zone thermale	353,4	329,5	-6,7	///	///	
Côte landaise	245,5	233,0	-5,1	4 856,5	4 604,4	-5,2
Reste du département	119,3	122,2	2,4	337,2	326,4	-3,2
Lot-et-Garonne	209,8	219,5	4,6	239,6	240,2	0,2
Arrondissement d'Agen	112,0	113,3	1,2	///	///	///
Reste du département	97,9	106,2	8,6	///	///	///
Pyrénées-Atlantiques	1 646,8	1 600,5	-2,8	2 107,0	1 972,1	-6,4
Côte Basque	1 011,1	987,8	-2,3	1 442,3	1 397,5	-3,1
Intérieur du Pays Basque	240,4	216,0	-10,1	461,3	398,3	-13,7
Béarn	395,3	396,7	0,4	203,4	176,3	-13,3
Aquitaine	4 893,2	4 969,4	1,6	13 214,3	12 741,1	-3,6

Source : Insee-Direction du Tourisme - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air

(1) Sauf Bordeaux

(2) Hors Bassin d'Arcachon

2.7. Tourisme

2.7.5. Nuitées des touristes étrangers dans les hôtels et les campings

	<i>Unité : millier</i>					
	Hôtels			Camping		
	Saison 2006	Saison 2007	07/06 %	Saison 2006	Saison 2007	07/06 %
Dordogne	203,0	197,0	-2,9	1 225,94	1 267,5	3,4
Périgord noir	119,4	116,2	-2,7	1 053,2	1 063,8	1,0
Reste du département	83,6	80,9	-3,3	172,7	203,7	17,9
Gironde	374,6	417,9	11,6	1 129,8	1 144,8	1,3
Ville de Bordeaux	179,7	211,0	17,4	///	///	///
Agglomération de Bordeaux (1)	76,5	82,2	7,4	///	///	///
Bassin d'Arcachon	45,0	49,1	9,0	214,4	236,6	10,3
Côte médocaine (2)	18,0	17,3	-3,7	859,1	841,9	-2,0
Reste du département	55,4	58,4	5,3	56,3	66,4	17,9
Landes	97,1	88,8	-8,5	1 573,5	1 521,7	-3,3
Zone thermale des Landes	17,7	21,2	19,5	///	///	///
Côte landaise	50,8	44,1	-13,2	1 518,1	1 482,4	-2,3
Reste du département	28,5	23,5	-17,6	55,4	39,2	-29,2
Lot-et-Garonne	32,8	31,8	-3,0	95,7	82,9	-13,4
Arrondissement d'Agen	17,9	16,7	-6,3	///	///	///
Reste du département	14,9	15,1	1,0	///	///	///
Pyrénées-Atlantiques	336,4	339,7	1,0	413,7	338,7	-18,1
Côte Basque	224,2	225,9	0,8	309,5	247,2	-20,1
Intérieur du Pays Basque (3)	37,5	37,7	0,6	60,5	54,1	-10,6
Béarn (3)	74,7	76,1	1,8	43,6	37,4	-14,2
Aquitaine	1 044,0	1 075,3	3,0	4 438,6	4 355,6	-1,9

Source : Insee-Direction du Tourisme - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air

(1) Sauf Bordeaux

(2) Hors Bassin d'Arcachon

(3) Le nombre de campings répondants sur cette zone ne permet pas de garantir la qualité des résultats

2. Secteurs d'activité

2.7. Tourisme

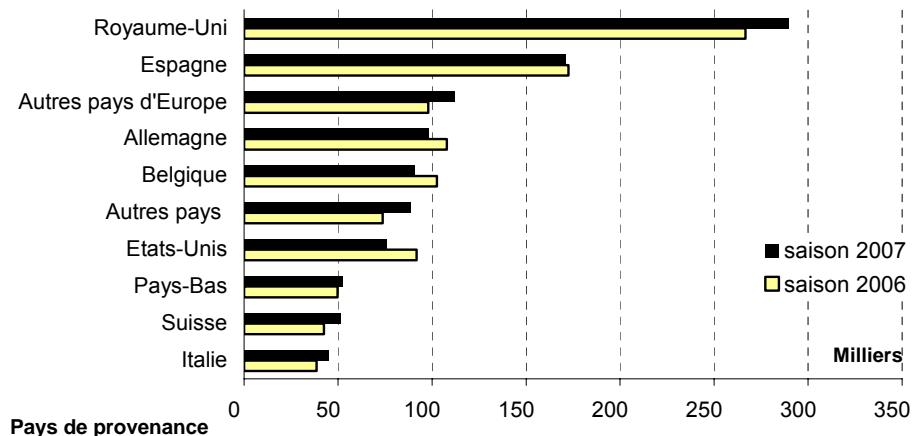
2.7.6. Nuitées des touristes étrangers par pays de provenance

Unité : millier

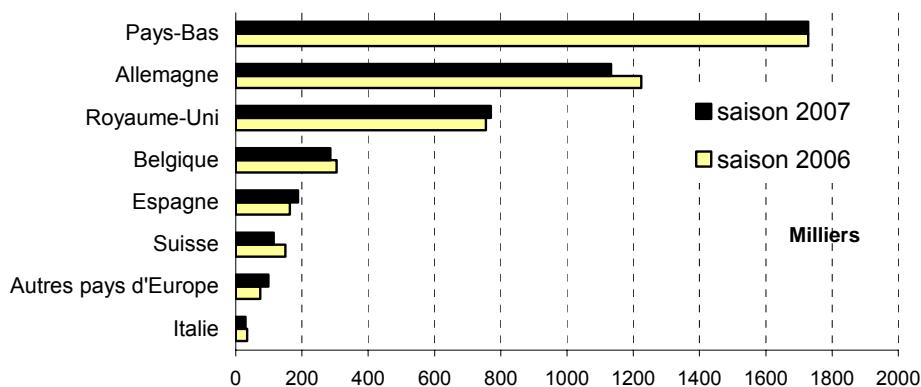
	Hôtels			Camping		
	Saison 2006	Saison 2007	07/06 %	Saison 2006	Saison 2007	07/06 %
Total	1 043,9	1 075,3	3,0	4 438,6	4 355,6	-1,9
Royaume-Uni	266,7	289,6	8,6	755,0	770,5	2,0
Espagne	172,6	171,3	-0,8	163,5	188,2	15,1
Allemagne	107,8	98,0	-9,0	1 223,8	1 132,7	-7,4
Belgique	102,6	90,7	-11,6	304,3	285,7	-6,1
Pays-Bas	49,7	52,2	5,1	1 727,6	1 728,2	0,0
Suisse	42,5	51,6	21,5	150,1	114,9	-23,5
Italie	38,6	45,1	16,9	34,2	29,5	-13,7
Autres pays d'Europe	98,0	112,1	14,4	73,8	98,6	33,6
Etats-Unis	91,7	75,7	-17,5	/	/	/
Autres	73,7	88,8	20,5	6,3	7,4	17,2

Source : Insee-Direction du Tourisme - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air

Nuitées d'étrangers dans les hôtels



Nuitées d'étrangers dans les campings



3. Statut d'activité

3.1. Ensemble

3.1.1. Répartition des établissements par activité

	Unité : établissement			
	2006	2007	07/06 %	Part en % en 2007
Industrie	15 946	15 897	-0,3	9,2
Industries agroalimentaires	4 302	4 257	-1,0	2,5
Biens de consommation	3 823	3 805	-0,5	2,2
Industrie automobile	130	128	-1,5	0,1
Biens d'équipement	2 817	2 840	0,8	1,6
Biens intermédiaires	3 908	3 872	-0,9	2,2
Energie	966	995	3,0	0,6
Construction	23 080	24 016	4,1	13,9
Tertiaire	129 254	132 257	2,3	76,8
Commerce	42 818	43 291	1,1	25,1
Transports	5 135	5 217	1,6	3,0
Activités financières	4 986	4 932	-1,1	2,9
Activités immobilières*	5 690	6 100	7,2	3,5
Services aux entreprises	25 990	26 931	3,6	15,6
Services aux particuliers	23 370	23 884	2,2	13,9
Education, santé, action sociale	20 827	21 429	2,9	12,4
Dont				
Education	1 872	1 952	4,3	1,1
Santé	18 526	19 002	2,6	11,0
Action sociale	429	475	10,7	0,3
Administration	438	473	8,0	0,3
Ensemble des activités *	168 280	172 170	2,3	100,0

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2006 : données définitives

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture et hors locations immobilières

* hors locations de logements, de terrains et d'autres biens immobiliers (non stabilité de champ entre les 2 années)

3.1.2. Répartition des établissements selon la taille par département

	Total 2007	2007				07/06 %	Part en % départ. Aquitaine
		moins de 10 salariés**	10 à 49 salariés	50 à 499 salariés	500 sal. ou plus		
Dordogne *	22 207	20 812	1 226	166	3	1,6	12,9
Gironde *	76 699	70 921	4 917	833	28	2,7	44,5
Landes *	18 965	17 683	1 098	181	3	2,5	11,0
Lot-et-Garonne *	17 001	15 787	1 048	162	4	1,3	9,9
Pyrénées-Atlantiques *	37 298	34 574	2 370	346	8	2,4	21,7
Aquitaine *	172 170	159 777	10 659	1 688	46	2,3	5,2 (1)

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

**yc effectif non déclaré

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2006 : données définitives

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture et hors locations immobilières

* hors locations de logements, de terrains et d'autres biens immobiliers (non stabilité de champ entre les 2 années)

3. Statut d'activité

3.1. Ensemble

3.1.3. Répartition des entreprises selon la catégorie juridique

	<i>Unité : entreprise</i>			
	2006	2007	07/06	Part en %
			%	
Aquitaine				
Personnes Physiques	76 873	77 768	1,2	53,8
<i>dont</i>				
<i>Artisan-commerçant</i>	9 474	9 283	-2,0	6,4
<i>Commerçant</i>	18 627	18 507	-0,6	12,8
<i>Artisan</i>	20 554	20 809	1,2	14,4
<i>Professions libérales</i>	25 195	26 134	3,7	18,1
Groupement privé (1)	1 363	1 319	-3,2	0,9
Personnes morales (nc associations)	59 996	65 442	9,1	45,3
<i>dont</i>				
<i>SARL</i>	40 477	43 167	6,6	29,9
<i>Société anonyme</i>	2 389	2 142	-10,3	1,5
<i>Société par actions simplifiées</i>	3 470	3 850	11,0	2,7
<i>Sociétés civiles</i>	2 433	3 092	27,1	2,1
Total	138 232	144 529	4,6	100,0

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

(1) Non doté personnalité morale (société de fait, indivision)

3.1. Ensemble

3.1.4. Créations d'entreprises par secteur d'activité

	2006	2007	07/06 %	2007			2008		Part en % Aquitaine	Unité : entreprise
				T3	T4	Variation trimestrielle, données brutes	T1			
Aquitaine										
IAA	173	264	52,6		-19,3	-26,9	-6,1			6,1
Industrie hors IAA	647	654	1,1		-3,2	5,3	31,0			4,6
Construction	2 831	3 153	11,4		-10,7	10,4	28,5			5,7
Commerce	3 752	4 447	18,5		-16,6	-3,5	20,0			5,7
Transports	321	342	6,5		-31,7	30,4	3,3			4,4
Activités financières	230	240	4,3		-34,8	69,8	1,4			4,8
Activités immobilières	912	1 016	11,4		-9,8	3,3	0,4			5,1
Services aux entreprises	2 737	2 991	9,0		-7,4	18,7	12,2			4,4
Services aux particuliers	2 075	2 525	21,7		-15,3	-14,7	32,3			5,9
<i>Hôtels-cafés-restaurants</i>	925	1 063	14,9		-31,9	-20,2	52,7			5,9
Autres services aux particuliers	1 150	1 462	27,1		0,8	-11,1	20,3			5,8
Education, santé, action sociale	1 171	1 424	21,6		43,9	10,5	9,3			5,7
Ensemble créations	14 855	17 056	14,8		-10,0	3,9	18,9			5,3

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

A partir de janvier 2007, la définition des créations d'entreprises dénombrées par l'Insee est modifiée,
Il n'y a création d'entreprise que si elle s'accompagne de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production,

3.1.5. Créations d'entreprises par département et secteur d'activité

	Dordogne		Gironde		Landes		Lot-et-Garonne		Pyrénées-Atlantiques	
	2007	07 / 06 %	2007	07 / 06 %	2007	07 / 06 %	2007	07 / 06 %	2007	07 / 06 %
IAA	46	24,3	100	88,7	31	10,7	44	91,3	43	34,4
Industrie hors IAA	102	22,9	268	-8,8	98	58,1	59	-13,2	127	-9,3
Construction	473	6,8	1 498	11,5	350	33,1	302	7,1	530	6,2
Commerce	515	11,2	2 288	20,5	543	29,6	393	17,3	708	11,3
Transports	28	-17,6	190	9,8	24	-20,0	34	-2,9	66	34,7
Activités financières	12	-50,0	126	5,0	24	4,3	23	-8,0	55	44,7
Activités immobilières	143	60,7	423	3,2	133	17,7	67	-4,3	250	8,7
Services aux entreprises	282	23,7	1 639	4,7	248	6,4	223	18,6	599	13,2
Services aux particuliers	364	28,6	1 087	22,8	357	17,4	199	12,4	518	21,6
<i>dont : Hôtels-cafés-restaurants</i>	201	22,6	462	17,0	161	13,4	72	-5,3	167	12,8
Education, santé, action sociale	105	-5,4	748	21,8	164	15,5	103	14,4	304	42,1
Ensemble créations	2 070	15,3	8 367	13,7	1 972	22,0	1 447	11,9	3 200	14,6

Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

3. Statut d'activité

3.1. Ensemble

3.1.7. Défaillances d'entreprises par département

	2006	2007	07/06 %	2007				Part en % départ. Aquitaine
				T1 <i>Variation annuelle, données brutes</i>	T2	T3	T4	
Dordogne	229	214	-6,6	52,3	25,9	-22,8	-52,7	10,6
Gironde	1 084	1 108	2,2	26,4	26,9	-8,2	-24,5	55,1
Landes	203	202	-0,5	52,3	-11,8	16,7	-36,9	10,0
Lot-et-Garonne	206	178	-13,6	51,3	-26,8	15,4	-69,5	8,9
Pyrénées-Atlantiques	329	309	-6,1	26,1	2,3	1,4	-41,0	15,4
Aquitaine	2 051	2 011	-2,0	33,9	12,2	-4,0	-36,1	(1) 5,2

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Champ : Ensemble des activités hors agriculture, administration et activités associatives

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

(1) Part en % de l'Aquitaine dans la France

3.1.8. Défaillances d'entreprises par secteur d'activité

	2006	2007	07/06 %	2007				Part en % Aquitaine France
				T1 <i>Variation annuelle, données brutes</i>	T2	T3	T4	
Aquitaine								
Industrie	197	156	-20,8	31,6	2,3	-35,2	-56,5	4,4
Construction	511	547	7,0	19,7	31,1	16,5	-25,5	5,5
Tertiaire	1 342	1 308	-2,5	40,2	7,6	-6,8	-37,2	5,2
<i>dont commerce</i>	526	509	-3,2	27,6	12,1	-16,4	-28,1	5,2
Ensemble des activités	2 051	2 011	-2,0	33,9	12,2	-4,0	-36,1	5,2
France								
Industrie	4 297	3 583	-16,6	-4,3	-9,5	-16,2	-36,8	/ / /
Construction	9 428	10 005	6,1	7,8	19,7	22,7	-19,6	/ / /
Tertiaire	26 595	25 320	-4,8	5,6	4,5	-1,6	-27,2	/ / /
<i>dont commerce</i>	10 329	9 768	-5,4	3,1	0,8	1,1	-26,5	/ / /
Ensemble des activités	40 320	38 908	-3,5	5,1	6,5	2,1	-26,3	/ / /

Source : Insee - Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Champ : Ensemble des activités hors agriculture, administration et activités associatives

Note : il s'agit des défaillances d'entreprises selon la date de jugement. Les dernières statistiques sont provisoires. Le délai est d'environ 6 mois pour qu'elles deviennent définitives.

Les défaillances couvrent l'ensemble des jugements prononçant, soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit directement la liquidation judiciaire. Elles ne tiennent pas compte de l'issue des procédures : liquidation ou redressement par continuation ou reprise.

3.2. Artisanat

3.2.1 Répartition des entreprises artisanales inscrites au répertoire SIRENE selon l'activité et la taille

Aquitaine	<i>Unité : entreprise</i>							
	Total		0 salariés*		1 à 10 salariés		11 sal. ou plus	
	2007	07/06 %	2007	07/06 %	2007	07/06 %	2007	07/06 %
Industries agroalimentaires	2 919	0,6	888	-3,6	1 847	2,0	216	5,9
Autres industries, énergie	7 118	0,1	3 700	-2,0	2 971	2,0	520	4,4
<i>dont :</i>								
Industries équipements du foyer	1 572	0,3	1 090	0,7	448	-0,4	26	-3,7
Industries équipements mécaniques	1 377	1,1	614	-5,5	655	6,3	142	7,6
Industrie du bois et papier	732	-0,7	379	-10,8	328	10,8	66	6,5
Métallurgie, transformation des métaux	672	0,6	252	-2,8	347	0,6	80	12,7
Ind. Équipements électriques électroniques	588	0,0	247	-0,8	313	1,0	30	-3,2
Industries des produits minéraux	482	0,6	213	1,9	217	-1,4	48	4,3
Construction	21 746	4,6	10 746	1,7	10 144	7,3	856	12,6
Commerce	8 100	0,1	3 233	-2,5	4 516	1,6	351	6,0
Commerce, réparation automobile	3 325	-0,6	968	-5,7	2 195	1,0	162	10,2
Commerce de gros	519	-3,2	107	-18,9	329	3,5	83	-3,5
Commerce de détail, réparations	4 256	1,1	2 158	0,0	1 992	1,9	106	8,2
Transports	1 379	4,8	1 085	3,5	247	11,8	47	0,0
Services aux entreprises	2 237	8,2	1 299	11,8	803	2,4	135	11,6
<i>dont :</i>								
Conseils et assistance	729	13,2	416	17,8	284	4,0	29	61,1
Services opérationnels	1 497	5,8	879	9,1	513	1,2	105	2,9
Services aux particuliers	6 501	3,0	3 274	1,8	3 134	4,4	93	0,0
<i>dont :</i>								
Services personnels et domestiques	5 508	2,5	2 820	1,0	2 624	4,1	64	3,2
Autres activités de services	361	7,4	85	18,1	186	-5,1	90	32,4
ENSEMBLE	50 361	2,9	24 205	1,0	23 848	4,5	2 308	8,8

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2006 : données définitives

*yc effectif non déclaré

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture et hors locations immobilières

hors locations de logements, de terrains et d'autres biens immobiliers (non stabilité de champ entre les 2 années)

3.2.2. Répartition des entreprises artisanales selon la taille par département en 2007

	<i>Unité : entreprise</i>							
	Total		0 salariés*		1 à 10 salariés		11 sal. ou plus	
	2007	07/06 %	2007	07/06 %	2007	07/06 %	2007	07/06 %
Dordogne	8 177	3,1	4 025	1,8	3 801	4,9	351	0,3
Gironde	19 829	3,5	9 487	1,1	9 409	5,2	933	10,9
Landes	6 067	2,4	2 831	1,3	2 953	2,6	283	11,9
Lot-et-Garonne	5 982	2,4	2 911	2,1	2 807	2,6	264	4,3
Pyrénées-Atlantiques	10 306	2,5	4 951	-0,7	4 878	5,0	477	12,2
Aquitaine	50 361	2,9	24 205	1,0	23 848	4,5	2 308	8,8

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2006 : données définitives

*yc effectif non déclaré

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture et hors locations immobilières

hors locations de logements, de terrains et d'autres biens immobiliers (non stabilité de champ entre les 2 années)

3. Statut d'activité

3.2. Artisanat

DONNÉES 2006 non rétropolées pour artisanat

3.2.4. Évolution des créations d'entreprises artisanales

	2006	2007	07/06
			%
Ensemble des activités	...	5 121	...
<i>dont :</i>			
IAA	...	196	...
Autres fabrications	...	486	...
Construction	...	3 056	...
Commerce	...	388	...
Services	...	995	...

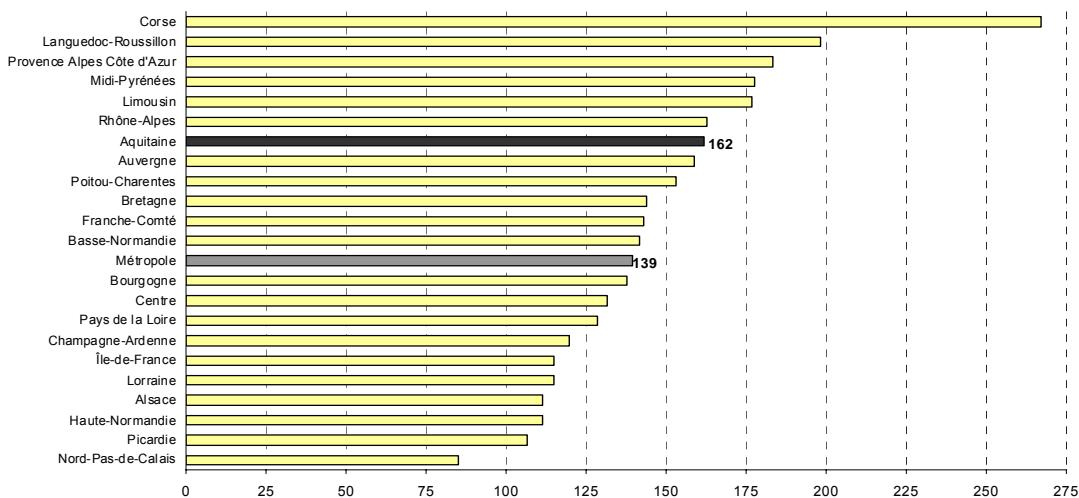
Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

3.2.5. Évolution des défaillances d'entreprises artisanales

	2006	2007	07/06
			%
Ensemble des activités	814	777	-4,5
<i>dont :</i>			
IAA	33	40	21,2
Autres fabrications	97	75	-22,7
Construction	483	503	4,1
Commerce	90	71	-21,1
Services	111	88	-20,7

Source : Insee - répertoire Sirene des entreprises artisanales -

Densité artisanale par région au 1er janvier 2007



Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements) - Sirene - stock au 1er janvier 2007 - Données semi-définitives

Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants

3.3. Professions libérales

3.3.1. Répartition des professions libérales selon l'activité et la taille de l'établissement

	Total	Unité : établissement			
		dont 0 salarié		dont 1 à 5 salariés	
		07/06 2007	%	07/06 2007	%
Aquitaine					
Pratique médicale	6 246	1,2	5 125	1,3	1 085
Auxiliaires médicaux	7 934	3,6	7 806	3,8	125
Pratique dentaire	2 032	0,5	1 281	-0,1	743
Pharmaciens	107	46,6	7	-12,5	61
Laboratoires d'analyses médicales	182	0,6	28	-15,2	47
Activités vétérinaires	338	5,3	193	9,7	130
Total santé	16 839	2,5	14 440	2,6	2 191
Activités juridiques	1 658	8,5	1 104	11,0	493
Activités d'architecture	1 125	0,4	827	-1,2	272
Conseils pour les affaires et la gestion	941	6,3	911	7,1	29
Activités comptables	424	0,0	252	4,1	136
Ingénierie, études techniques	488	2,7	421	3,7	64
Secrétariat et traduction	387	4,9	383	5,2	4
Métreurs, géomètres	207	-5,5	125	-5,3	57
Activités informatiques	336	6,0	329	8,6	7
Services divers aux entreprises	612	2,5	577	1,9	34
Auxiliaires d'assurances (1)	890	-5,0	453	-5,6	423
Formation et recherche	1 173	4,4	1 010	5,1	152
<i>dont écoles de conduite</i>	355	-3,5	223	-5,5	152
Activités culturelles	582	3,2	573	3,1	9
Ensemble des activités	25 662	2,7	21 405	3,0	3 871
					0,5

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives

(1) Y compris la gestion de portefeuilles

3.3.2. Répartition des professions libérales selon la taille de l'établissement par département

	Total	Unité : établissement			
		dont 0 salarié		dont 1 à 5 salariés	
		07/06 2007	%	07/06 2007	%
Aquitaine					
Dordogne	2 540	2,0	2 020	3,2	471
Gironde	12 737	2,9	10 817	3,4	1 740
Landes	2 431	4,2	1 991	3,6	411
Lot-et-Garonne	2 272	2,8	1 821	2,8	409
Pyrénées-Atlantiques	5 682	1,9	4 756	2,1	840
Aquitaine	25 662	2,7	21 405	3,0	3 871
					0,5

Source : Insee - REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Stock au 1er janvier 2007 : données semi-définitives - Stock au 1er janvier 2006 : données définitives

Champ : les pharmaciens quel que soit leur statut, plus les sociétés d'exercice libéral, ainsi que les associés gérants des sociétés civiles professionnelles (SCP) et toutes les personnes physiques (travailleurs indépendants cotisant aux URSSAF), correspondant aux professions habituellement qualifiées de 'libérales'.

3. Statut d'activité

3.4. Economie sociale (employeurs)

3.4.1. Economie Sociale et Solidaire

Répartition des établissements employeurs et des effectifs salariés selon les familles

	2006		Part sur ensemble (%)	
	Etablissements	Effectifs salariés (au 31/12)	Etablissements	Effectifs salariés
Aquitaine				
Coopératives du domaine agricole	279	3 828	2,6	3,8
Coopératives de crédit	812	7 895	7,4	7,8
Coopératives de production	76	1 096	0,7	1,1
Coopératives autres	147	3 096	1,3	3,1
Coopératives	1 314	15 915	12,0	15,8
Mutuelles régies par le code de la mutualité	211	3 004	1,9	3,0
Mutuelles régies par le code des assurances	106	1 645	1,0	1,6
Mutuelles	317	4 649	2,9	4,6
Associations du domaine social	1 893	40 758	17,2	40,5
Associations du domaine éducation-recherche	1 066	13 672	9,8	13,6
Associations de santé	141	4 551	1,3	4,5
Associations sportives	1 934	3 630	17,7	3,6
Associations de culture-loisirs	1 647	3 334	15,1	3,3
Associations d'hébergement-restauration	258	1 326	2,4	1,3
Associations de transports	181	453	1,7	0,4
Association de services aux entreprises	700	5 073	6,4	5,0
Autres associations	1 441	4 738	13,2	4,7
Associations	9 261	77 535	84,8	76,9
Fondations	31	2 737	0,3	2,7
Ensemble Economie sociale et solidaire	10 923	100 836	100,0	100,0

Source : Insee - CLAP

Champ : Nomenclature Economie Sociale et Solidaire (CRESS-INSEE) hors agriculture.

3.4.2. Etablissements employeurs et effectifs salariés de l'économie sociale et solidaire par département

	2006		Part départ./ Aquitaine en %	
	Etablissements	Effectifs salariés (au 31/12)	Etablissements	Effectifs salariés
Aquitaine				
Dordogne	1 335	11 924	12,2	11,8
Gironde	4 413	43 117	40,4	42,8
Landes	1 322	9 601	12,1	9,5
Lot-et-Garonne	1 302	12 293	11,9	12,2
Pyrénées-Atlantiques	2 551	23 901	23,4	23,7
Aquitaine	10 923	100 836	100,0	100,0

Source : Insee - CLAP

Champ : Nomenclature Economie Sociale et Solidaire (CRESS-INSEE) hors agriculture.

3.4.3. Dont : Associations employeuses et effectifs salariés par département

	2006		Part départ./ Aquitaine en %	
	Etablissements	Effectifs salariés (au 31/12)	Etablissements	Effectifs salariés
Aquitaine				
Dordogne	1 102	7 892	11,9	10,2
Gironde	3 859	34 174	41,7	44,0
Landes	1 069	6 116	11,5	7,9
Lot-et-Garonne	1 042	9 585	11,3	12,4
Pyrénées-Atlantiques	2 189	19 768	23,6	25,5
Aquitaine	9 261	77 535	100,0	100,0

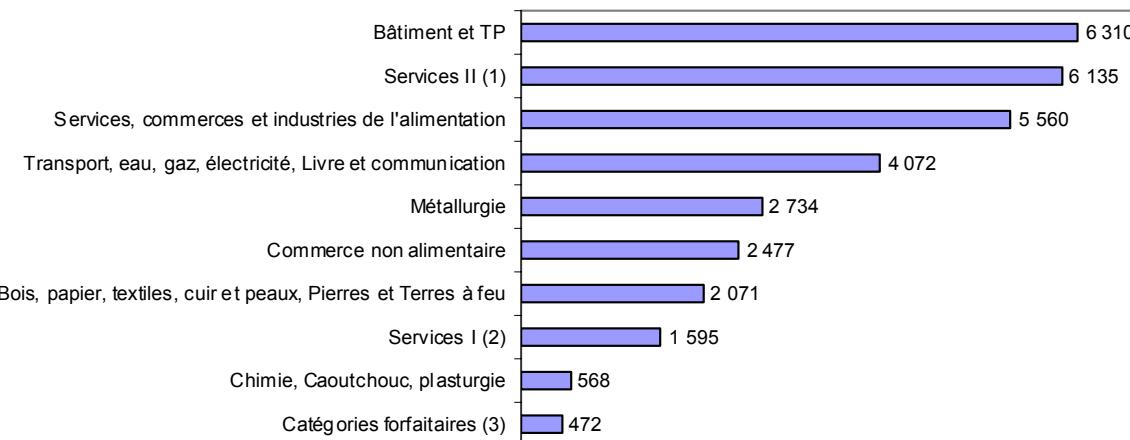
Source : Insee - CLAP

Champ : Nomenclature Economie Sociale et Solidaire (CRESS-INSEE) hors agriculture.

3.5. Données sociales

Données 2006 non disponibles

Accidents du travail avec arrêt en 2005



Source: CRAMA

(1) Santé et action sociale, travail temporaire, service personnel

(2) Banque, assurance, recherche, éducation, administration

(3) Les résultats des sièges sociaux et bureaux ne sont pas donnés avec les activités dont relèvent les entreprises concernées, mais sont globalisés dans le cadre des catégories forfaitaires. Ils ne peuvent être répartis ni par activité, ni par département.

3.5.1. Evolution des accidents du travail avec arrêt

	2003	2004	2005	05/04	
				Aquitaine	France
Sections d'établissement	113 612	114 389	113 696	-0,6	...
Nombre de salariés	754 351	771 293	795 974	3,2	0,3
Accidents avec arrêt de travail	33 322	32 034	31 994	-0,1	-0,6
Accidents graves (<i>avec incapacité permanente partielle</i>)	2 513	2 771	2 647	-4,5	....
Accidents mortels	45	28	22	-21,4	-8,7
Nombre de journées perdues (<i>incapacité temporaire</i>)	1 581 483	1 551 873	1 521 413	-2	...
Somme des taux d'incapacité permanente partielle	26 722	27 167	27 363	0,7	...
Indice de fréquence	43	42	40	-3,2	-1,0

Source: CRAMA et CNAM

Accident du travail avec arrêt : accident ayant entraîné un arrêt d'au moins 24 heures.

Indice de fréquence : quotient du nombre d'accidents du travail par le nombre de salariés (pour mille salariés).

- Activités de service I : services financiers, assurances, services d'auxiliaires financiers et d'assurance, services de traitement des données et de banques de données, activités de recherche scientifique et technique, services juridiques, comptables et de conseil de gestion, services d'ingénierie et d'études techniques, services d'administration générale, économique et sociale, enseignement primaire et secondaire, services extraterritoriaux.

- Activité de service II : services d'enquêtes et de sécurité, de nettoyage, de conditionnement à façon, services annexes à la production, services relatifs à la santé humaine, services d'action sociale, activités associatives et services personnels.

3. Statut d'activité

3.5. Données sociales

3.5.2. Bénéficiaires du RMI - Revenu Minimun d'Insertion

	au 31 décembre		Part en %	
	2006	2007	07/06 %	départ. Aquitaine
Dordogne	6 994	6 105	-12,7	12,4
Gironde	26 108	23 785	-8,9	48,3
Landes	5 094	4 622	-9,3	9,4
Lot-et-Garonne	5 857	5 283	-9,8	10,7
Pyrénées-Atlantiques	10 451	9 404	-10,0	19,1
Aquitaine	54 504	49 199	-9,7	4,8⁽¹⁾
France	1 124 576	1 028 050	-8,6	///

Source : Caisse nationale des allocations familiales - Mutualité sociale agricole

Champ : nombre de bénéficiaires du RMI payés par les CAF et les MSA.

⁽¹⁾ Part en % de l'Aquitaine dans la France

3.5.3 Bénéficiaires d'aides au logement : APL, ALF et ALS

	au 31 décembre		Part en %	
	2006	2007	07/06 %	départ. Aquitaine
APL : Aide personnalisée au logement				
Dordogne	9 367	9 419	0,6	10,1
Gironde	47 965	47 940	-0,1	51,5
Landes	7 197	7 350	2,1	7,9
Lot-et-Garonne	7 436	7 386	-0,7	7,9
Pyrénées-Atlantiques	20 766	20 982	1,0	22,5
Aquitaine	92 731	93 077	0,4	3,9⁽¹⁾
France	2 385 445	2 397 632	0,5	///
ALF : Allocation de logement familiale				
Dordogne	7 608	7 888	3,7	13,4
Gironde	24 798	25 118	1,3	42,7
Landes	6 763	6 825	0,9	11,6
Lot-et-Garonne	7 699	7 902	2,6	13,4
Pyrénées-Atlantiques	11 192	11 061	-1,2	18,8
Aquitaine	58 060	58 794	1,3	4,8⁽¹⁾
France	1 199 470	1 216 984	1,5	///
ALS : Allocation de logement sociale				
Dordogne	13 408	13 882	3,5	10,6
Gironde	67 568	68 471	1,3	52,3
Landes	9 904	10 215	3,1	7,8
Lot-et-Garonne	11 319	11 530	1,9	8,8
Pyrénées-Atlantiques	26 610	26 796	0,7	20,5
Aquitaine	128 809	130 894	1,6	6,3⁽¹⁾
France	2 076 004	2 091 313	0,7	///

Source : Caisse nationale des allocations familiales - fichier FILEAS

Champ : nombre de bénéficiaires de l'allocation payés par les CAF .

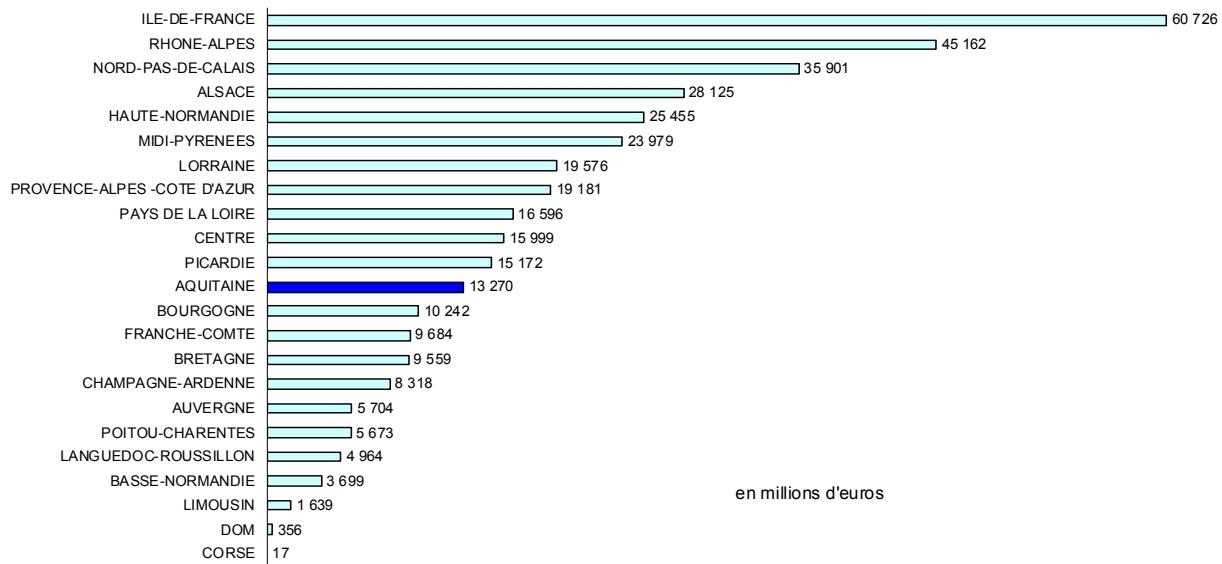
⁽¹⁾ Part en % de l'Aquitaine dans la France

Comparaisons régionales

4. Interrégion

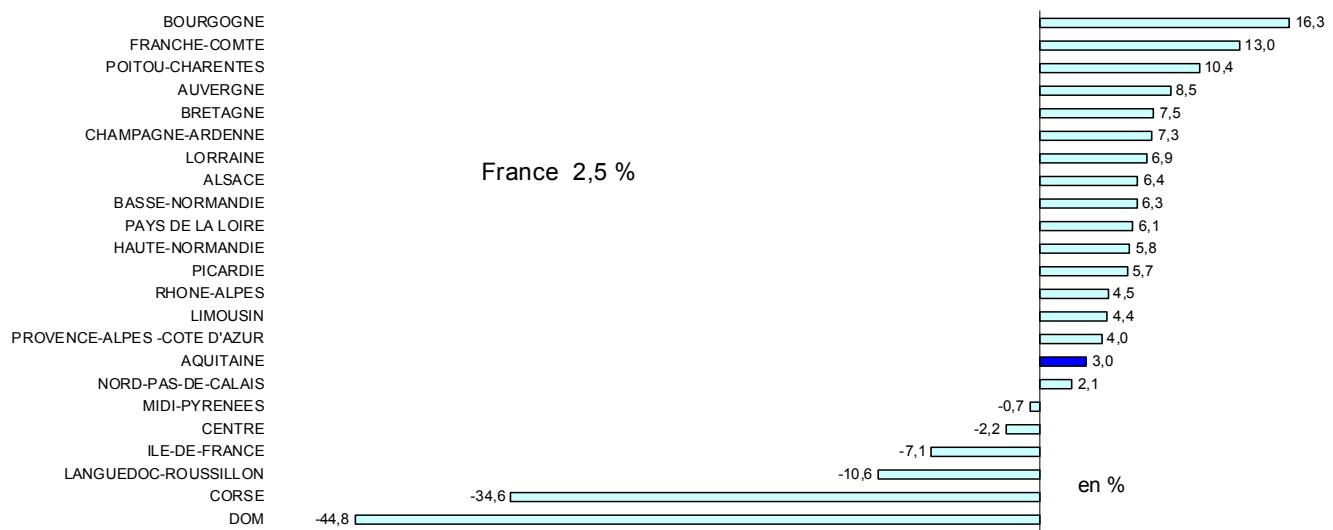
4.1. Commerce extérieur

Valeur des exportations en 2007



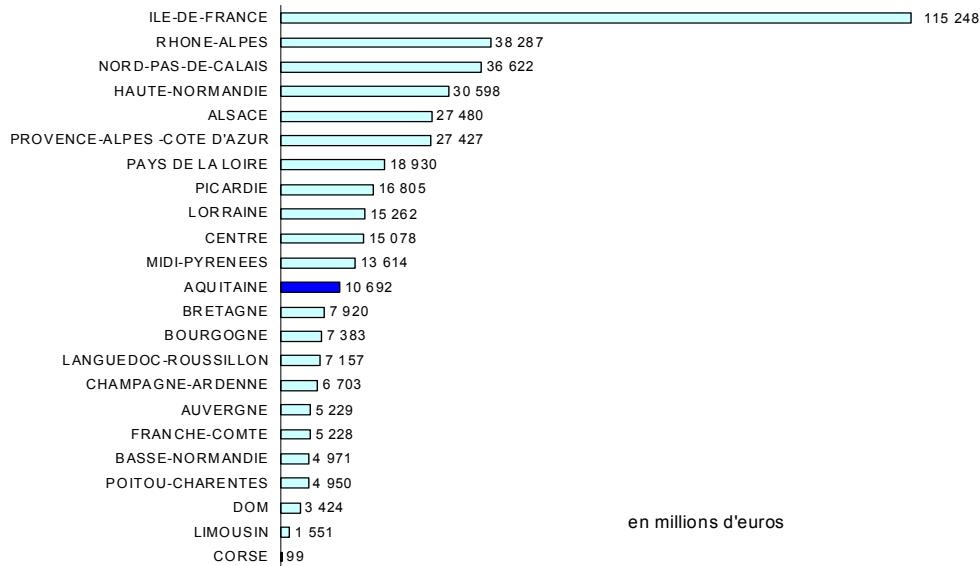
Source : Direction générale des douanes (exploitation juin 2008)

Évolution de la valeur des exportations entre 2006 et 2007



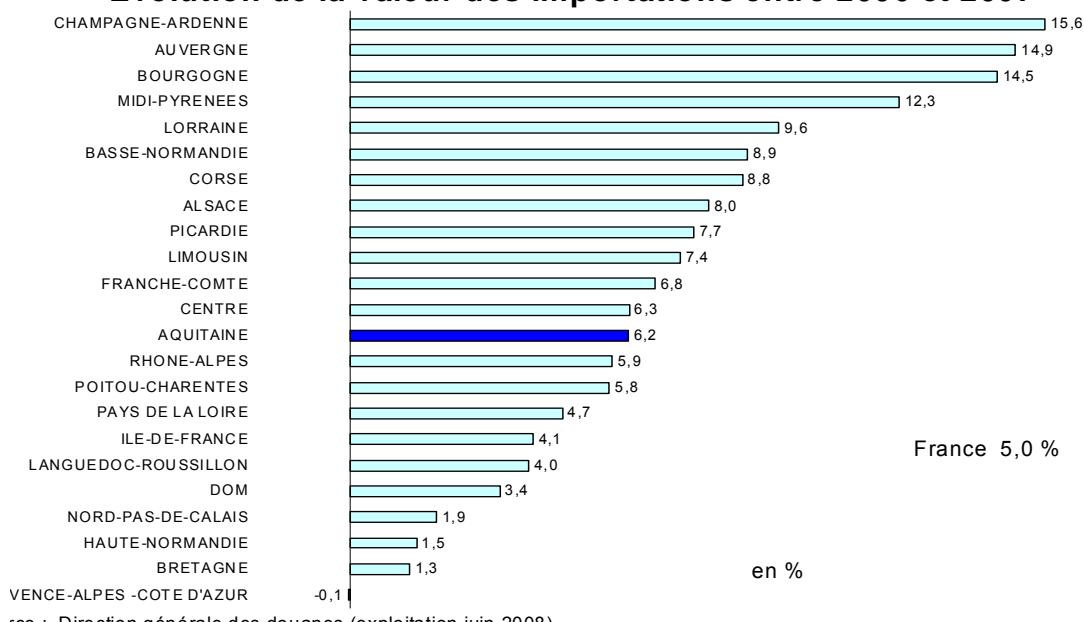
Source : Direction générale des douanes (exploitation juin 2008)

Valeur des importations en 2007



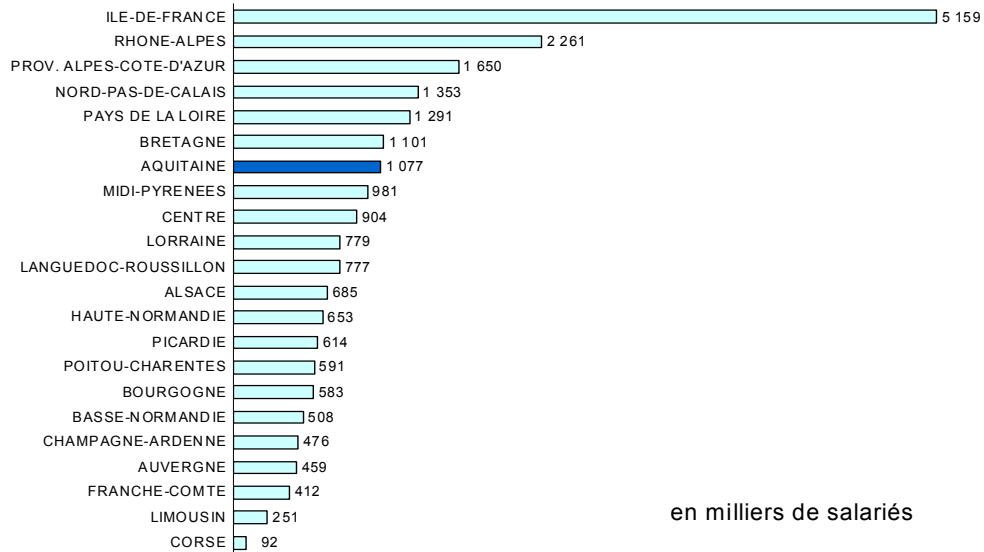
Source : Direction générale des douanes (exploitation juin 2007)

Évolution de la valeur des importations entre 2006 et 2007



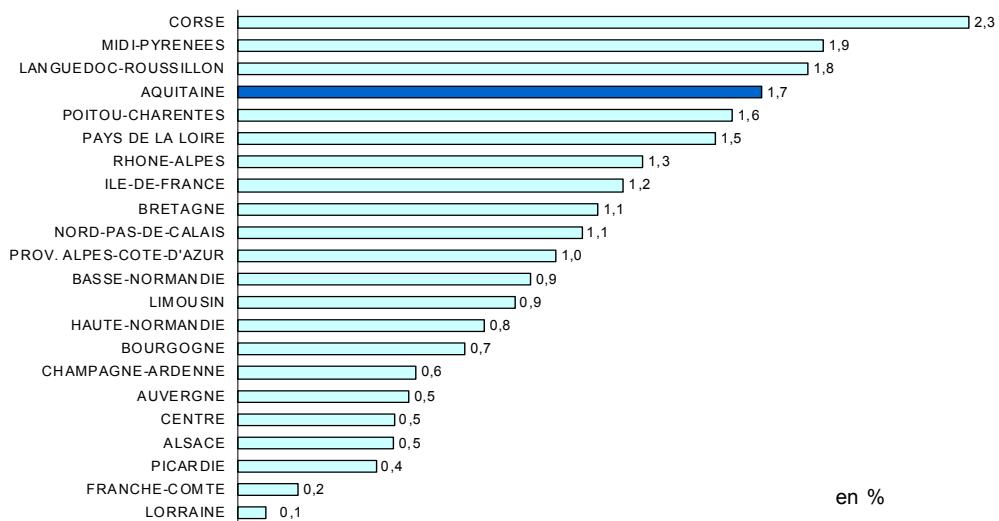
Source : Direction générale des douanes (exploitation juin 2008)

Emploi salarié au 31 décembre 2006



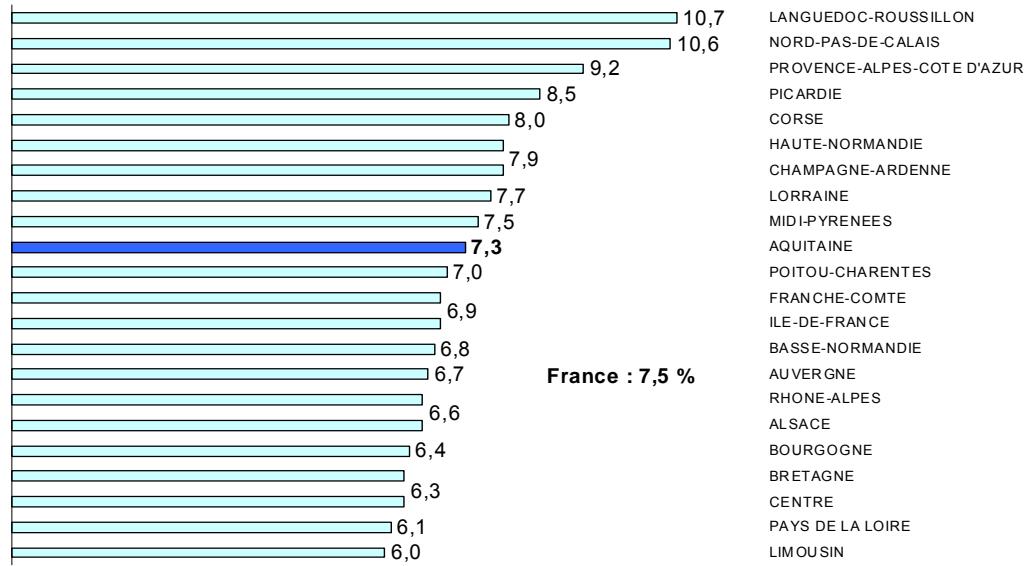
Source : Insee - Estimations d'emploi salarié total (provisoire)

Evolution de l'emploi salarié entre 2005 et 2006



Source : Insee - Estimation de l'emploi salarié total (définitif 2005 et provisoire 2006)

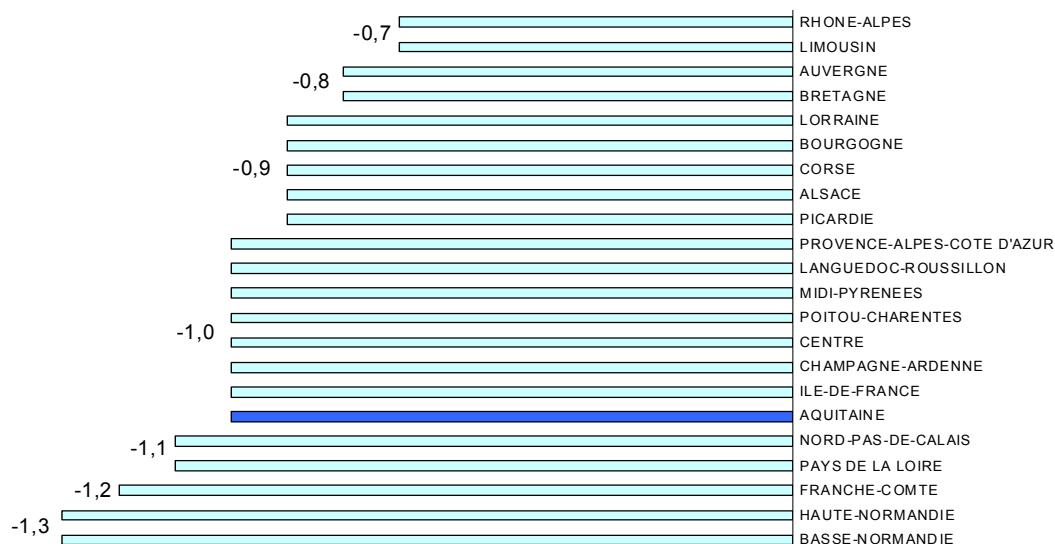
Taux de chômage localisés au T4 - 2007



Source : Insee - Taux de chômage localisés

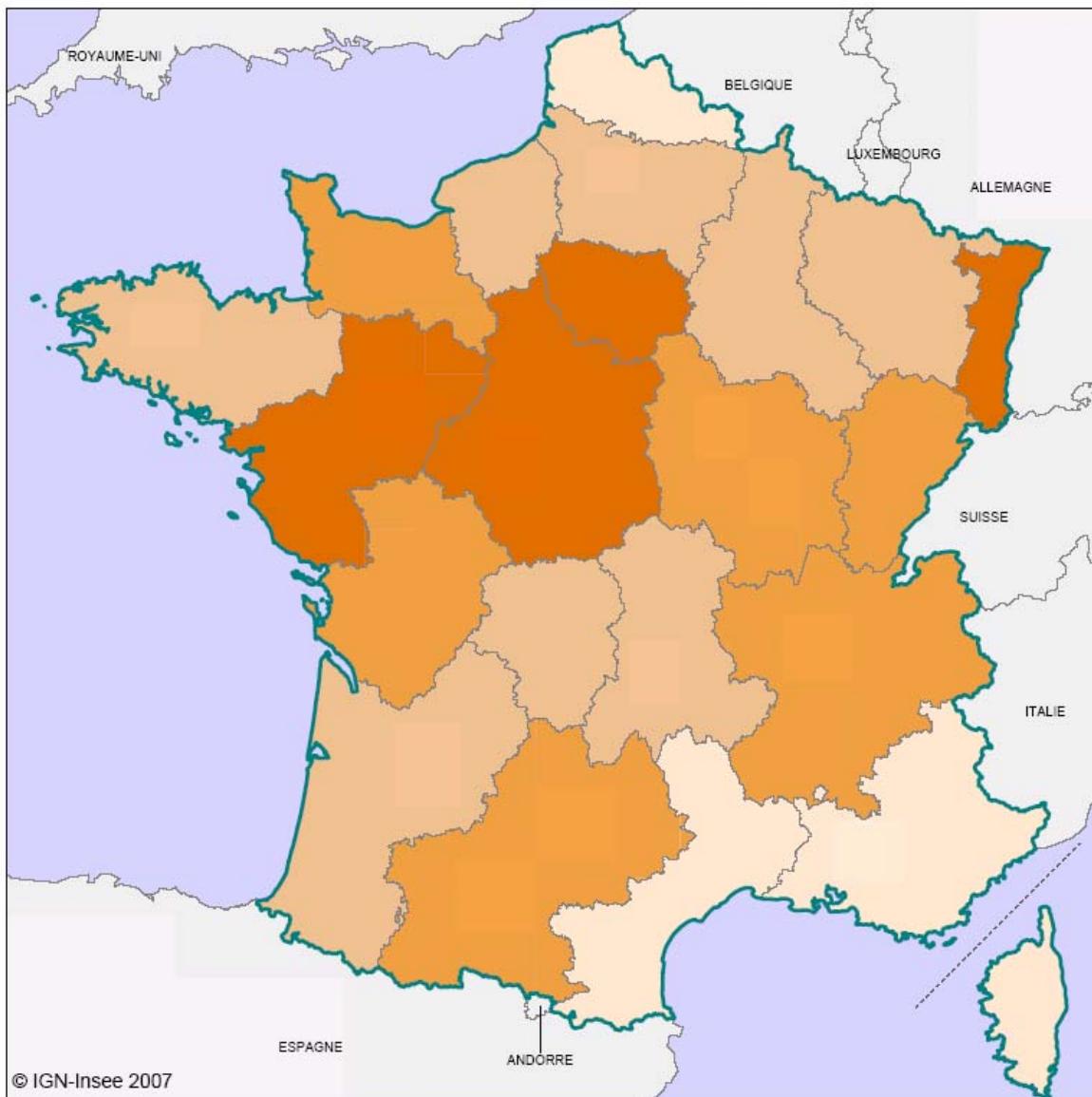
en %

Écart en point des taux de chômage entre T4 - 2006 et T4 - 2007



Source : Insee - Taux de chômage localisés

4.4. Taux d'activité des 15 à 64 ans en 2005



Source : Insee, Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2006 - Exploitation principale

En %

- 73,6 et plus
- de 72,1 à moins de 73,6
- de 70,8 à moins de 72,1
- moins de 70,8

Moyenne métropole : 72,3

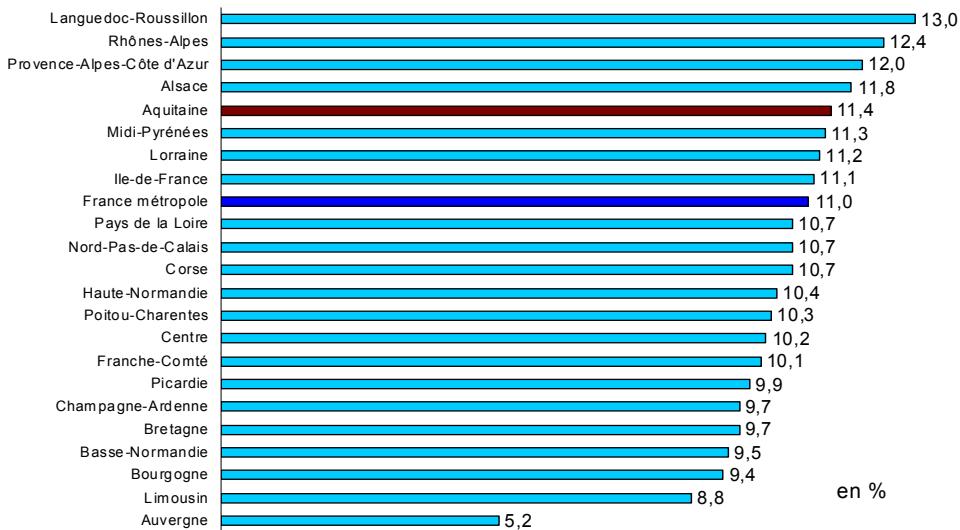
Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et la population totale correspondante.

Aquitaine : 71,8 % en 2005

Sont classées comme chômeurs les personnes qui se sont déclarées « chômeurs (inscrits ou non à l'ANPE) » sauf si elles ont déclaré explicitement ne pas rechercher de travail.

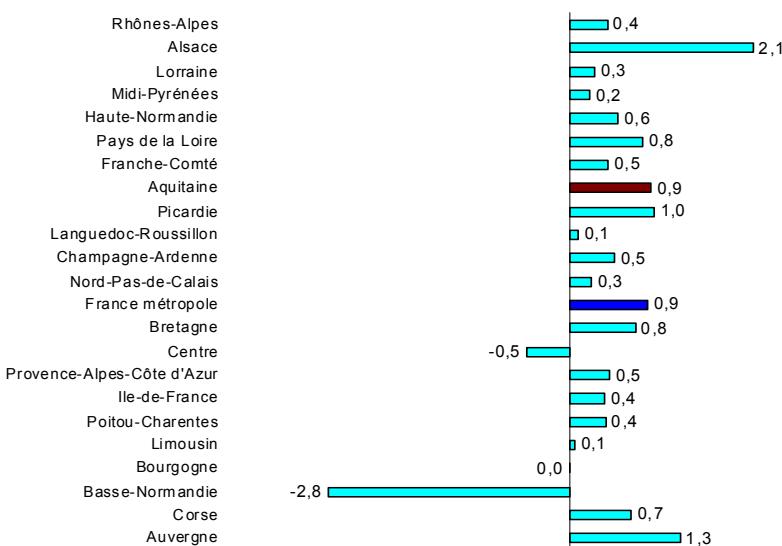
La définition du chômage au sens du recensement (déclaratif sur le bulletin individuel) diffère de celle du BIT et de celle de l'ANPE.

Taux de création en 2007



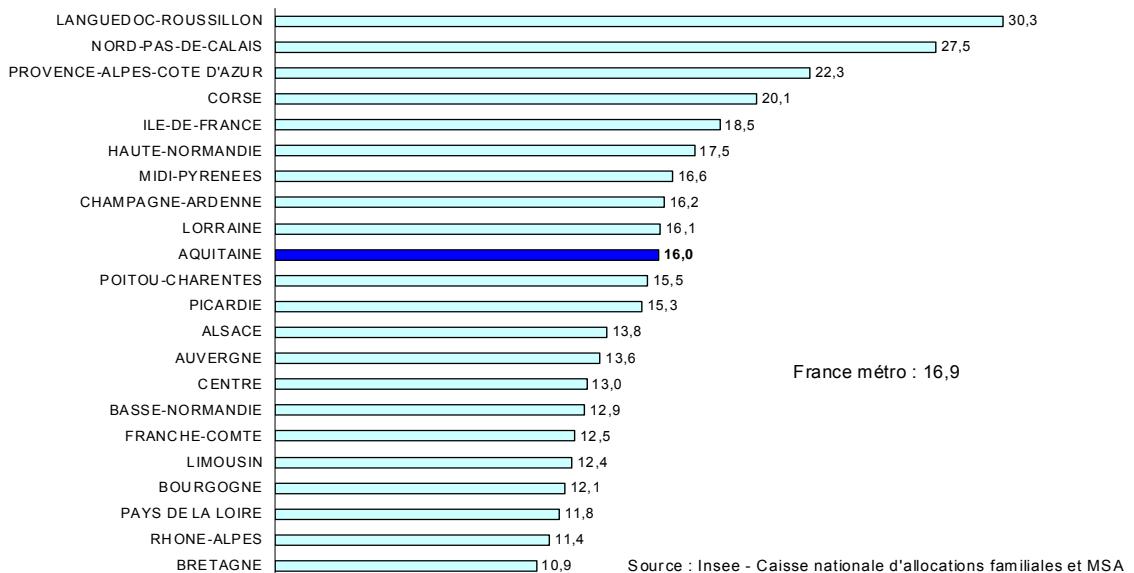
Source : Insee - Sirene - ensemble des activités marchandes hors agriculture

Écart en points des taux de création entre 2006 et 2007

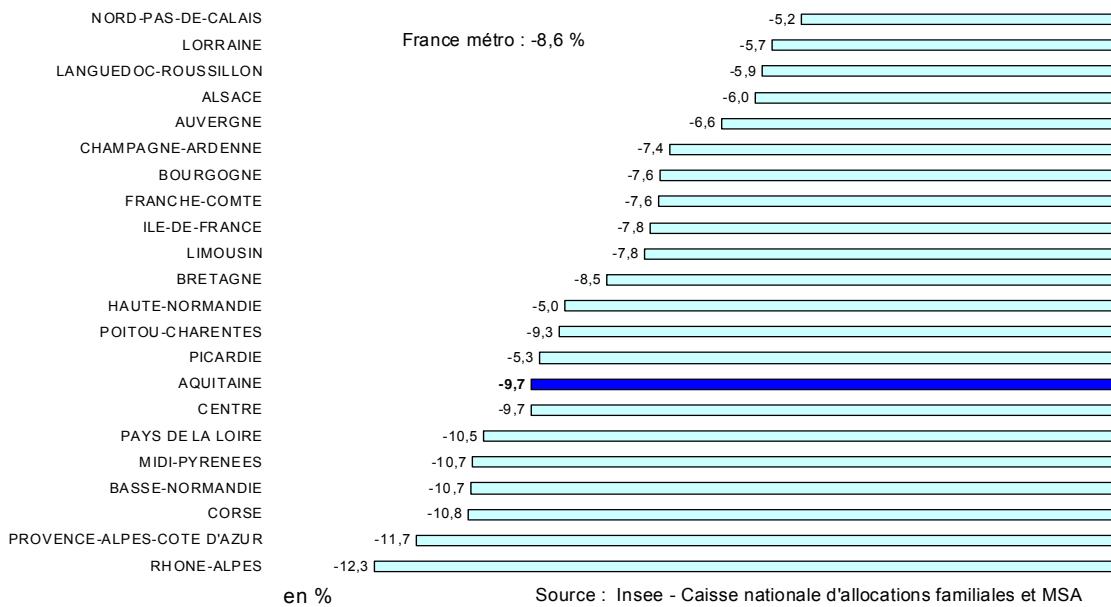


Source : Insee - Sirene champ ICS, Industrie-Construction-Commerce-Services. Il relève du secteur marchand et exclut l'agriculture

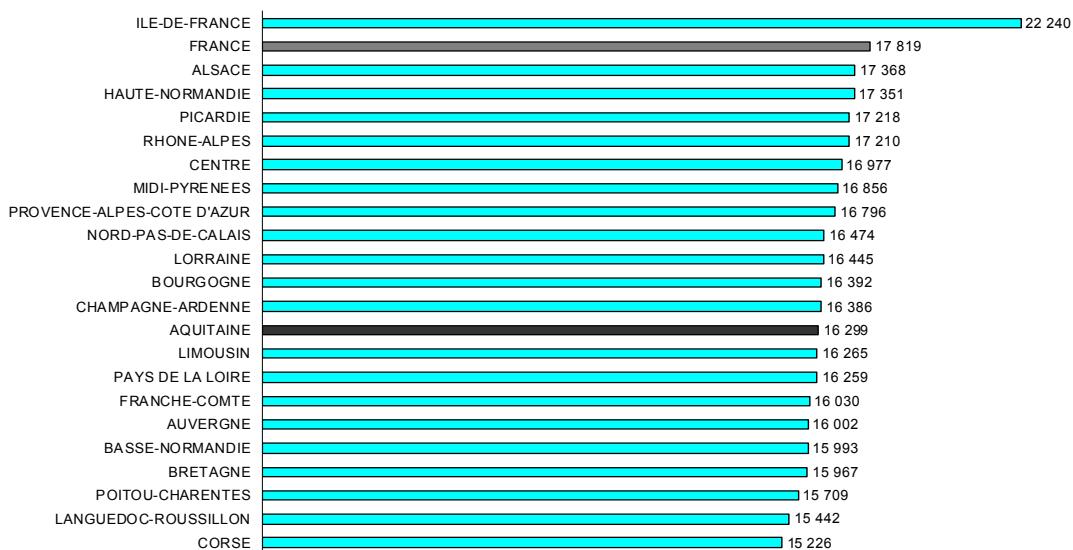
Bénéficiaires du RMI pour 1000 habitants en décembre 2007



Evolution du nombre de bénéficiaires de déc. 2006 à déc. 2007

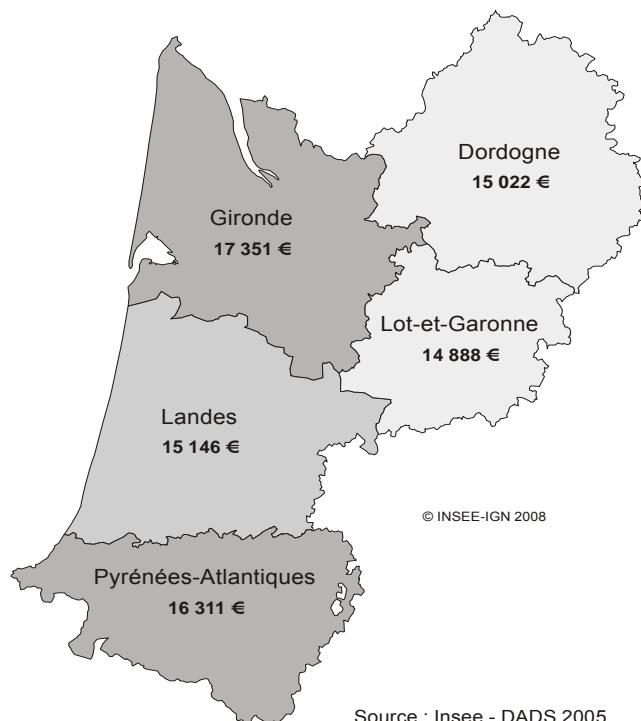


Salaires nets annuels moyens en 2005



Source : Insee - DADS 2005

Salaires net annuels moyens en Aquitaine en 2005



Source : Insee - DADS 2005

Salaire annuel moyen net : quotient de la masse salariale nette totale perçue au cours de l'année par le nombre total de salariés.

Champ : Le salaire net (de prélèvements sociaux) est le salaire que perçoit effectivement le salarié. Calculé dans les secteurs privé et semi-public à partir du salaire net fiscal disponible sans la DADS. Il est net de toutes cotisations sociales, y compris CSG (contribution sociale généralisée) et CRDS (contribution au remboursement de la dette sociale). Il ne comprend pas les participation (qui ne sont pas imposables). Le champ de l'exploitation statistique (DADS) couvre l'ensemble des employeurs à l'exception de la fonction publique d'Etat et des particuliers-employeurs. Le champ de la publication des résultats exclut également les apprentis, les stagiaires et les emplois aidés, les agents des collectivités territoriales ainsi que les dirigeants salariés de leur entreprise.

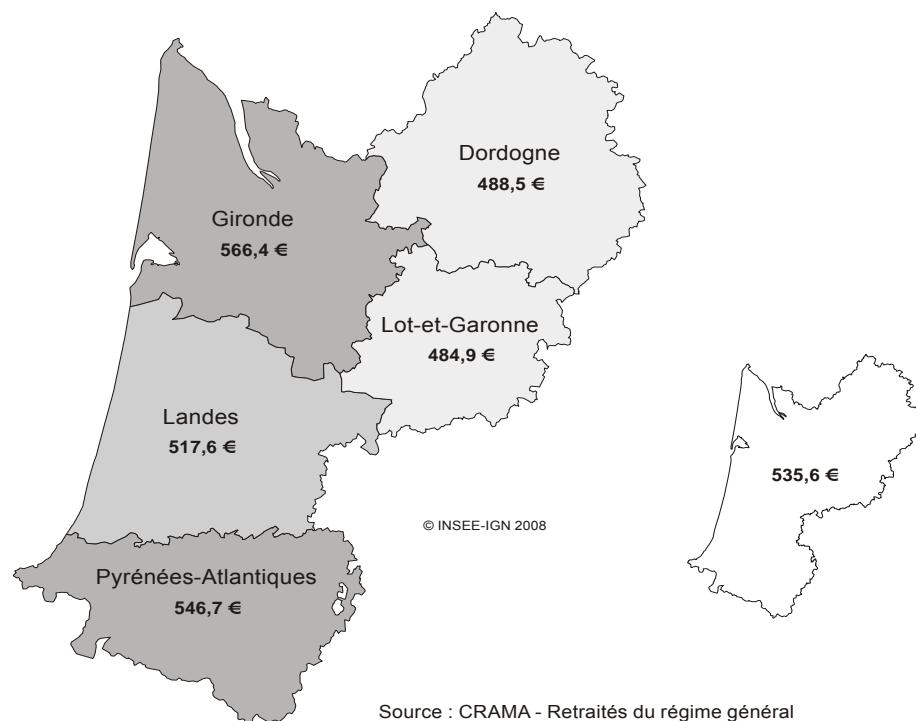
Données 2006 non disponibles

Montant annuel moyen des retraites versées en 2005



Source : Cnav - Retraités du régime général

Montant mensuel moyen des retraites en Aquitaine au 31 décembre 2006



Montant annuel moyen des retraites : quotient du montant des sommes versées par le nombre moyen de retraités au cours de l'année

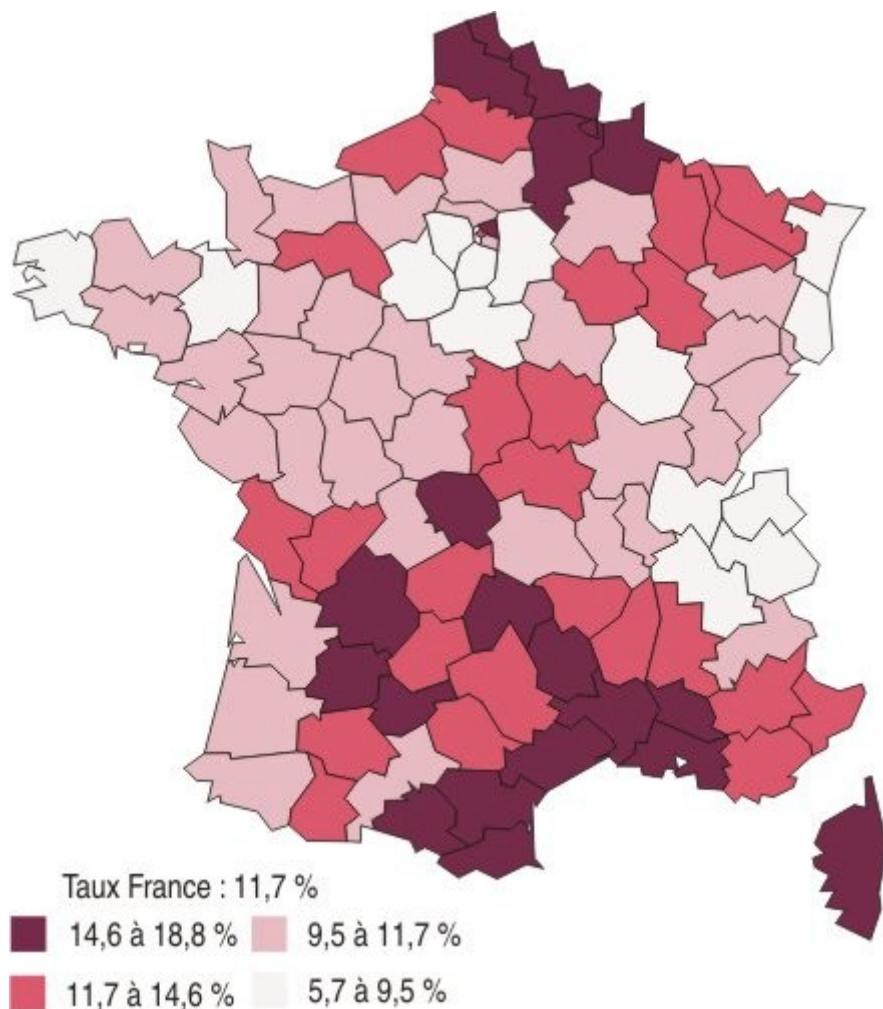
Montant des retraites : La prestation servie correspond à la prestation de base plus l'allocation supplémentaire :

-La prestation de base comprend : la retraite de base (retraite du régime général) et les compléments de pension (majoration pour enfants de 10%, pour conjoint à charge, pour tierce personne et avantages spécifiques).

-L'allocation supplémentaire tend à procurer à toute personne âgée un montant minimum de ressources uniforme quel que soit le régime auquel elle est rattachée. Son attribution est subordonnée à une condition de ressources.

Régions : le découpage régional correspond à celui des caisses régionales d'assurance maladie.

4.9. Taux de pauvreté en 2004



Les deux départements de la Corse ont été regroupés.

Source : revenus disponibles localisés 2004, Insee-DGI.

Pauvreté monétaire : un individu (ou un ménage) est considéré comme pauvre lorsque son niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Ce seuil est calculé par rapport à la médiane de la distribution nationale des niveaux de vie. Les seuils traditionnellement retenus par l'Insee et l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale sont fixés à 60 % ou à 50 % du niveau de vie médian, le seuil à 60 % étant privilégié en France et en Europe.

Le **taux de pauvreté** correspond à la proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur à ce seuil, soit 788 euros par mois en France en 2004.

Dossier

(disponible uniquement au format pdf)

Note de conjoncture régionale Rapport économique - Indicateurs statistiques

Cette "Note de conjoncture régionale", réalisée par la Direction régionale d'Aquitaine, présente la contribution de l'Insee aux travaux du Conseil économique et social portants sur la conjoncture économique de l'Aquitaine en 2007 ainsi que sur les premiers mois de 2008.

Ce document comprend des synthèses rédigées illustrées de nombreux graphiques et des indicateurs statistiques.

La "Note de conjoncture régionale" s'adresse à tous ceux qui souhaitent mieux comprendre, analyser et anticiper l'économie en Aquitaine.



Directeur de la publication : **François Elissalt**

Rédacteur en chef : **Élisabeth Nadeau**

INSEE Aquitaine - 33, rue de Saget - 33076 Bordeaux cedex

Tél. : 05 57 95 05 00 - Fax : 05 57 95 03 58 - Minitel : 3617 INSEE - Internet : www.insee.fr

© Insee 2008 - Dépôt légal : 3^e trimestre 2008

Composition : Insee Aquitaine